

Reconstruire l'Afghanistan

Aide-toi, le ciel t'aidera : on a défilé des combats qui ont eu lieu le 2 août ont fait trente morts et cent blessés - et des rivalités politiques entre - clans - les Afghans semblent s'insérer de ce prétexte. Trois mois après l'entrée des moudjahidins dans la capitale, un million de personnes sont déjà de retour au pays, sur les cinq millions de réfugiés qui avaient fui au Pakistan et en Iran les horreurs d'une guerre interminable.

Ne serait-il pas décent, dès lors, que la communauté internationale se mobilise, sans attendre, pour ce pays ? Les démocraties occidentales, qui avaient porté au pinacle les combattants de la « guerre sainte » contre l'Armée rouge, peuvent-elles rester les bras croisés ? Et les États de l'ex-URSS vont-ils s'abriter derrière leurs difficultés pour s'exonérer de leurs responsabilités envers leurs victimes ? Car, comment oublier les sacrifices de ce peuple : des quinze millions d'habitants qu'il comptait en 1978, un million sont morts, deux millions sont handicapés et quatre millions sont encore réfugiés à l'étranger. C'est à ce prix que les Afghans ont contribué à l'ébranlement de l'empire soviétique.

Après finalement, contraint, le dictateur Najibullah et son parti « ex-communiste » à abandonner leur pouvoir, les Afghans ont ouvert la route à un régime islamiste inédit, dont les traits sont d'ailleurs loin d'être figés tant il est vrai que la plupart des habitants de ce pays, fort croyants, sont peu bigotes. La lutte pour le pouvoir entre des vainqueurs divisés en tant de factions ne pouvait certes pas être indolore. Elle est, pourtant, demeurée relativement contenue. En particulier, les provinces sont étonnamment calmes : peu de règlements de comptes y sont signalés.

On doit, bien entendu, regretter que des intégristes aient eu pour premier souci de presser le gouvernement de remettre les Afghans sous le voile. Comme il est fréquent dans les guerres, les femmes avaient fait mieux, en effet, que seconder les combattants : assumant une large part du fardeau, elles en avaient profité, avec la bénédiction du régime communiste, pour s'émanciper un peu de l'immortelle tutelle masculine.

Ce pays exsangue n'a-t-il pas besoin de toutes ses forces pour mener à bien une reconstruction d'autant plus difficile que des appétits extérieurs peuvent jouer des divisions internes ? Riches vergers de régimes démodés de bombes, systèmes d'irrigation effondrés, troupeaux désemparés, exploitation du sous-sol interrompue ou aux mains de seigneurs de la guerre : la tâche est rude pour l'Afghanistan, qui comptait déjà parmi les États les plus pauvres avant 1978.

En aidant les Afghans - à peu de frais au demeurant, tant leurs besoins paraissent modestes - les Nations unies pourraient leur offrir des programmes à la défense des droits de l'homme... et des femmes. La communauté internationale répondrait en outre à un intérêt bien compris, car elle pourrait aussi conditionner son assistance au contrôle d'une production d'opium devenue la première du monde.

Lire nos informations page 4

M0147-0804 0-7.00 F



Deux mois après la sanglante répression de Bangkok

Destitution des chefs de l'armée thaïlandaise

Le gouvernement thaïlandais a révoqué, samedi 1^{er} août, les quatre généraux les plus impliqués dans la répression du mouvement démocratique de mai dernier à Bangkok, dont le commandant suprême des armées. Ce geste spectaculaire, que l'on doit avant tout au premier ministre intérimaire, M. Anand Panyarachun, satisfait une population souvent lassée des excès de l'armée et du poids qu'elle pèse dans la vie politique et économique du pays. Les groupes de pression militaires restent néanmoins puissants.

BANGKOK

de notre correspondant

Les quatre officiers généraux dont les mouvements prodémocratiques réclamaient la tête depuis la sanglante répression militaire du 17 au 20 mai dernier à Bangkok ont été limogés, samedi 1^{er} août, par le premier ministre intérimaire, M. Anand Panyarachun. Le chef du gouvernement de l'époque, le général Suchinda Kraprayoon, avait déjà été contraint à la démission dès le 24 mai.

Cette fois, le maréchal de l'air Kasem Rajasani a dû troquer le commandement suprême des

forces armées et la direction de l'armée de l'air contre un « placard » avec le titre d'inspecteur général des forces armées. Le général Issarapong Nonpakdee, beau-frère du général Suchinda, a abandonné le commandement de l'armée de terre, jugé le plus influent au sein des armées, pour devenir secrétaire adjoint de la défense. Enfin, le général Chaiyapong Nonpakdee, commandant de la 1^{re} région militaire (Bangkok et ses environs), a été nommé directeur d'une académie de l'armée de terre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 4

Les Serbes accusés d'atrocités

Le CICR réclame l'accès aux camps de Bosnie

Les témoignages sur des atrocités dans l'ex-Yougoslavie se multiplient. Lundi 3 août, un porte-parole du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés a confirmé la découverte d'un camp de détention de musulmans. Le Quai d'Orsay a demandé « un accès immédiat et sans restriction des organisations internationales compétentes » à ces camps, installés par les Serbes au nord de la Bosnie, et que le quotidien new-yorkais « Newsday » a qualifiés de « camps de la mort ». Le Comité international de la Croix-Rouge réclame l'accès à ces camps.

Des centaines de civils auraient été tués ou seraient morts de faim dans deux camps établis par les Serbes en Bosnie, selon le quotidien new-yorkais Newsday qui, dans son édition du dimanche 2 août, cite deux témoins se disant rescapés de ces camps.

L'existence de ces camps d'Omarka (Bosnie du Nord) et de Breko (Bosnie du Nord-Est), où sont rassemblés des civils non serbes, n'est plus à prouver. Un rapport des Nations unies établi la semaine dernière, affirmait que 11 000 personnes étaient détenues à Omarka. Ni les journalistes ni le Comité international

de la Croix-Rouge (CICR) en dépit de ses démarches, n'ont cependant jusqu'à présent eu accès à ces camps gardés par des miliciens serbes. Le porte-parole de la Croix-Rouge, M. Claude Voillot, a indiqué, dimanche à Genève, que le CICR avait « une attitude extrêmement offensive vis-à-vis des autorités de ces différents lieux de détention ». Sans pouvoir accréditer les informations publiées par le quotidien new-yorkais, M. Voillot a laissé entendre que le pire n'était pas à exclure.

Lire la suite et nos informations sur les élections en Croatie, page 3

L'espoir évanoui des Koweïtiens

A l'approche des élections législatives, les habitants de l'émirat s'interrogent toujours sur leur avenir

KOWEÏT

de notre envoyé spécial

« J'ai peur pour l'avenir de ce pays, spécialement pour mes enfants. » La crainte de ce médecin est aujourd'hui largement partagée à Koweït, où l'enthousiasme de la « libération » et les espoirs nés alors d'un nouveau Koweït réconcilié avec lui-même ont fait place à un profond sentiment d'insécurité et de vulnérabilité.

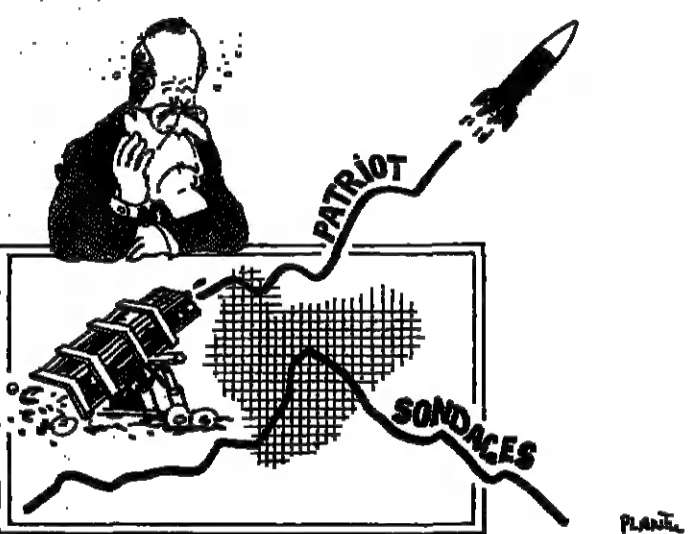
Les Koweïtiens en sont persuadés : l'invasion ou la mise sous tutelle de leur pays peut se reproduire, et le monde ne les sauvera pas éternellement. Bien que vidé de la moitié de sa population, Koweït a certes retrouvé un

aspect quasi normal, mais le cœur n'y est plus, et chacun pense plutôt à assurer ses arrières, en maintenant ou envoyant son argent à l'étranger, en essayant d'y acquérir des biens et en inscrivant de préférence ses enfants dans les écoles étrangères de la ville pour faciliter un éventuel transfert.

Plus que la crainte d'un retour prochain de l'armée irakienne - improbable aujourd'hui - le pessimisme est d'abord alimenté par le sentiment que l'immense glorieux de l'occupation n'a servi à rien et que, moins que tout autre, la famille régnante des Al Sabah en a tiré une leçon.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 4



LES JEUX OLYMPIQUES

Les vétérans du 100 mètres

Epreuves reines des Jeux olympiques, les 100 mètres masculin et féminin n'ont pas consacré les favoris - l'Américain Leroy Burrell et la Jamaïcaine Merlene Ottey - mais des champions sur le retour, le Britannique Linford Christie et l'Américaine Gail Devers.

Leurs performances, en retrait par rapport à celles des derniers championnats du monde, illustrent le marasme d'un sport qui est de plus en plus confronté au problème du dopage. L'insistance des sprinters français à cette occasion est passée inaperçue, la délégation nationale ayant gagné trois nouvelles médailles d'or au cours du week-end.

Lire pages 8 à 10 les articles de nos envoyés spéciaux GÉRARD ALBOUY MICHEL BOLE-RICHARD JÉRÔME FENOGLIO CORINE LESNES et BÉNÉDICTE MATHIEU ainsi que page 11 le programme des épreuves du 4 au 9 août

L'affaire de la tour BP

L'instruction de l'affaire de la tour BP a été interrompue, après la mise en cause par un inculpé de deux élus RPR de Villeparisis (Seine-et-Marne). Le dossier a été transmis à la chambre criminelle de la Cour de cassation.

Lire page 7 l'article d'EDMY PLENEL

L'ÉCONOMIE

■ La course aux sources en France : l'eau de La Souterraine pétillante à nouveau ; Monts d'Arrée, la résurgence du Grotto ; l'industrie pétrolière méditerranéenne n'est plus un sujet tabou ■ La dentelle de Calais, une belle industrie. pages 15 et 16

Le sommaire complet se trouve page 22

La folle semaine du CSA

Quelques décisions spectaculaires ont illustré le besoin d'une autorité indépendante et forte pour l'audiovisuel

par Yves Mamou

Une mouche à bien piqué les « sages » du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Après le tollé suscité par l'incertitude de cette honorable institution et de son président, M. Jacques Boutet, face à la « préemption » par le gouvernement du réseau de La Cinq en faveur d'ARTE, après la démission pour ce motif de M. Jean-Eric Schoettl, directeur général du CSA, les voici qui jouent, enfin, le rôle pour lequel ils ont été nommés : servir de repère à tous les acteurs d'un paysage audiovisuel déboussolé.

En une semaine, le CSA a reculé le volet audiovisuel de la campagne gouvernementale sur le référendum parce que les spots conçus par M. Jacques Séguela relevaient de la publicité politique ; il a attribué seulement trois canaux à Télé Free DOM - sur les treize demandés - pour mon-

trer à son président, M. Camille Sudre, qu'il ne suffit pas de se faire élire au conseil régional de la Réunion pour obtenir des fréquences à partir d'un dossier mal ficelé et en infraction, pour certaines propositions, avec la législation sur l'audiovisuel ; au lendemain de ce coup d'éclat, le CSA a, une nouvelle fois, fermement admonesté M. Hervé Bourges, PDG d'A 2 - FR 3, pour qu'il cesse de contrevenir au cahier des charges d'Antenne 2 en introduisant des spots publicitaires dans ses émissions de jeux ; simultanément, TF1 s'est vu infliger 30 millions de francs d'amende pour n'avoir pas respecté ses quotas de diffusion d'œuvres d'expression française aux heures de grande écoute.

Vendredi 31 juillet, c'était au tour du Parlement d'être sommé de lever « rapidement l'ambiguïté qui résulte de la loi du 2 août 1989 sur la présidence com-

mune » d'Antenne 2 et de FR 3 et de décider si la « fusion » entre les deux réseaux publics doit être considérée comme « l'objectif à atteindre ». Le même jour, paraissait au Journal officiel une recommandation laissant aux partis politiques le soin de déterminer eux-mêmes le temps de parole qu'il convenait de réserver aux partisans du « non » et à ceux du « oui » lors de la campagne audiovisuelle qui va précéder le référendum sur Maastricht. Après cette folle semaine, le CSA a pris ses quartiers d'été...

Cette rafale de recommandations, d'avertissements et de sanctions en a laissé pantois plus d'un. Même si les observateurs du paysage audiovisuel français (PAF) demeurent sceptiques quant à la fermeté du CSA, ses prises de position ont un incontestable intérêt pédagogique.

Lire la suite page 13

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept : une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailfort, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : IUA HONG KONG

LES FINES D'EMPIRES

En 1245, l'empereur Frédéric II est déposé par le pape comme « parjure, violateur de paix, sacrilège et hérétique » : exit la tradition carolingienne reprise par les Hohenstaufen, qui avaient reçu la couronne impériale en 1138. La Sainte Eglise et le Saint Empire romain germanique prétendaient de concert à l'universalité : ils n'ont pas pu concilier leurs ambitions contraires. Portrait d'un empereur à l'occidentale qui n'a pu empêcher que se creuse l'écart entre l'Allemagne et l'Italie, entre l'Europe du Nord et la Méditerranée.

Par MICHEL SOT

Son empire était romain et germanique, dans la tradition carolingienne. Romain, parce qu'on a gardé la mémoire des Césars antiques, mais surtout parce que c'est l'évêque de Rome, le pape, qui couronne celui qui est d'abord élu « roi des Romains ». Germanique, parce que c'est l'Allemagne qui est la base réelle de son pouvoir. Quand Frédéric II reçoit la couronne impériale en 1220, il croit à la dimension romaine et universelle de sa fonction et se soucie assez peu de sa base réelle.

Dans l'Occident médiéval, deux institutions prétendaient à l'universalité : l'Eglise et l'Empire. Le conflit entre elles remontait aux origines : Charlemagne aurait été mécontent d'avoir reçu la couronne impériale à Aix-la-Chapelle le jour de Noël de l'an 800 des mains du pape. Et il couronna lui-même son fils Louis le Pieux. La chrétienté issue des temps carolingiens avait donc deux chefs : le pape et l'empereur. Leurs domaines respectifs n'étaient pas clairement définis et, selon les circonstances, l'un des deux pouvoirs avait pu imposer son autorité à l'autre. Au tournant des onzième et douzième siècles, la réforme que l'on appelle « grégorienne », du nom de son principal instigateur, le pape Grégoire VII (1073-1085), avait affiné la distinction entre temporel et spirituel, rejetant l'empereur du côté du temporel alors que tout pouvoir, dans la conception traditionnelle, venait de Dieu. Il en résulta une série de conflits au cours desquels l'indépendance de l'Eglise et l'autorité du pape n'avaient cessé de s'affirmer.

A la veille du règne de Frédéric II, le pape Innocent III avait acquis une autorité telle que l'on peut parler de théocratie pontificale, la confusion entre temporel et spirituel jouant cette fois en faveur de la papauté.

La couronne impériale était portée par la dynastie des Hohenstaufen depuis 1138. La famille avait été illustrée par Frédéric Barberousse, qui déploya une formidable énergie pour maintenir son autorité sur l'Allemagne et sur l'Italie. En Allemagne, il se heurta aux prétentions des Welfs (Guelphes) de Bavière, en Italie à celles du pape et des cités lombardes, alors en pleine expansion. Il a assuré son pouvoir et élargi sa domination en mariant son fils, Henri VI, à Constance, héritière du royaume de Sicile : de cette union devait naître Frédéric II.

A la mort de son père Henri VI, en 1197, Frédéric n'a que trois ans et se trouve avec sa mère en Sicile. Il porte symboliquement les noms de ses deux grands-pères, celui du roi normand Roger II et celui de l'empereur Barberousse. Il grandit dans cette Sicile qui, vue d'Allemagne, est un pays mythique, tant par sa richesse que par les cultures qui s'y rencontrent. De fait, la Sicile, pointe avancée de l'Occident en Méditerranée, est non seulement un haut lieu des cultures grecque et romaine, mais depuis des siècles aussi un carrefour avec les pays d'Islam. Frédéric-Roger perd sa mère un an après avoir perdu son père. Celui que les sources appellent « l'enfant d'Apulie » vagabonde dans les rues de Palerme, enjeu entre les princes qui s'affrontent en Sicile. Mais le pape Innocent III est son tuteur. Il essaie de tirer le meilleur parti de la situation.

Un empire qui comporterait l'Italie du Sud est pour lui une grave menace. Par son représentant en Sicile, l'évêque de Troia, Gautier de Palerme, il fait tout pour éliminer les Allemands. Or, dans le même temps, les princes, incapables de se mettre d'accord, avaient promu deux empereurs en Allemagne : le Ghibelin Philippe Otton de Brunswick, frère d'Henri VI, et le Guelph Otton de Brunswick, qu'Innocent III soutient d'abord, puis qu'il accepte de le couronner empereur à Rome en 1209. Mais, comme cela s'est souvent produit, les prétentions du nouvel empereur sur l'Italie suscitent la méfiance du pape. Dès 1210, il favorise l'élection par les princes

allemands de Frédéric II comme « roi des Romains » : il est couronné à Francfort en 1212. Deux ans plus tard, en 1214, la défaite de son rival Otton de Brunswick à la bataille de Bouvines montre clairement quelle est la volonté de Dieu. Le roi de France Philippe Auguste envoie à Frédéric l'aigle impériale laissée par Otton sur le champ de bataille.

Pour s'imposer en Allemagne, Frédéric a dû multiplier les concessions au très puissant clergé germanique. Candidat du pape, il fait figure de « roi du clergé ». Et il a reçu du roi de France les insignes impériaux : c'est assez dire la faiblesse initiale de son pouvoir.

Avant la mort d'Innocent III, en 1216, il a dû promettre que jamais Sicile et Empire seraient gouvernés par un même maître et que, dès qu'il serait empereur, son fils serait émancipé comme roi de Sicile.

Ce fut en fait l'inverse qui se produisit. En 1220, Frédéric II se fait couronner empereur après que son fils Henri fut élu « roi des Romains ». Il lui délègue le gouvernement de

transformé le chaos sicilien en Etat presque moderne.

En Allemagne, à l'inverse, il laisse les régents confirmer les privilèges des seigneurs ecclésiastiques, mettant fin au système qui permettait à l'empereur de disposer des principautés ecclésiastiques. Il accorde des libertés aux princes laïcs, qui se voient reconnaître le droit de battre monnaie et de fortifier leurs villes. Il renforce les privilèges des cités existantes et en tire d'importantes ressources. Il bénéficie enfin de l'appui de l'ordre teutonique, qui étend sa domination sur la Prusse-Orientale. Bref, Frédéric II se comporte en Allemagne comme un fédérateur alors qu'en Sicile il se comporte en souverain absolu.

C'est d'Italie du Nord que viennent les plus graves difficultés. Les villes se liguant contre lui avec l'appui du nouveau pape Grégoire IX (1227-1241), plus que méfiant à l'égard de Frédéric II. Le pontife croit habile d'obliger l'empereur à partir en croisade, ce qu'il avait promis de faire dès 1215. En 1227, Frédéric s'embarque donc, mais une épidémie ravage son armée. Il rentre en Italie : le pape l'excommunie pour non-respect de son vœu. Nouveau départ en 1228, et

sommes en 1230. Mais l'accumulation des pouvoirs dans la main de Frédéric favorise l'action des forces centrifuges. Il n'y a vraiment d'Etat que dans le royaume de Sicile. Ailleurs, Frédéric II n'assure la reconnaissance d'une certaine autorité que par des abandons de pouvoir ou des actes de despotisme qui masquent mal sa faiblesse de fait.

En Allemagne, son fils Henri VII se révolte en 1234. Vaincu, il est emprisonné dans les Pouilles et se suicide sept ans plus tard. En Italie du Nord, les communes lombardes se soulèvent à nouveau : Frédéric, vainqueur, s'empare du *carroccio*, symbole de leur indépendance et les soumet pour un temps.

La papauté, qui excommunie à nouveau Frédéric en 1239, coordonne une vaste coalition et déclenche une offensive. Elle défie les sujets de l'empereur du serment de fidélité qu'ils lui ont prêté. Cette sanction est reprise en 1245, à la suite d'un concile tenu à Lyon, où le pape s'est réfugié. L'empereur est déposé par le pape Innocent IV comme parjure, violateur de la paix, sacrilège et hérétique. Le fureur de Frédéric contre le pontife atteint alors son comble. « J'ai été l'enclume suffisamment longtemps, se serait-il écrit, je veux être le marteau ».

Pour l'heure, les princes ecclésiastiques allemands élisent deux anti-rois qui se succèdent en Allemagne alors que des cités italiennes comme Milan, Plaisance, Ferrare et Mantoue se soulèvent et défient les forces impériales en 1248 et 1249. Même ses fidèles abandonnent Frédéric. Il est obligé de faire arrêter son principal conseiller, Pierre de la Vigne, contraint au suicide en 1249. L'empereur se dispose pourtant à attaquer une nouvelle fois les Etats pontificaux quand il meurt, le 13 décembre 1250. Sa mort ouvre une nouvelle ère dans l'histoire de l'Empire : désormais, l'Allemagne et l'Italie suivent chacune leur propre destin.

Dans le premier pays, Rodolphe de Habsbourg fut élu roi en 1272. En Italie, la domination établie par les Hohenstaufen s'était aussi effondrée. En 1263, le pape investit du royaume de Sicile Charles d'Anjou, frère du saint roi de France Louis IX, alors le plus puissant souverain de tout l'Occident chrétien.

On a mentionné l'extraordinaire connaissance des langues qu'avait Frédéric II. Il faut s'arrêter encore sur la curiosité universelle du personnage. Il composa en latin un traité de fauconnerie et, en langues vulgaires, des chansons. Homme de science à une époque où on ne l'était guère, il réunit une collection de minéraux et se faisait accompagner dans ses déplacements d'une ménagerie d'animaux rares. Il se livra à des expériences étonnantes, comme d'isoler totalement de jeunes enfants pour voir dans quelle langue ils prononceraient leurs premiers mots ou de faire évanouir des hommes auxquels il venait d'offrir un banquet pour étudier le phénomène de la digestion.

Empereur philosophe, il apprécia les œuvres grecques et arabes et se montra tolérant tant à l'égard des juifs que des musulmans. Amateur d'antiquités païennes, il fit édifier des monuments inspirés de l'art antique. On a pu le considérer comme un athée ou au moins comme un déiste : il eut cependant une fin chrétienne édifiante. On lui a reproché son intempérance et le fait qu'il était accompagné d'un harem « à l'orientale » : il faudrait pouvoir vérifier que sa conduite était différente de celle de bien d'autres princes chrétiens sur ce plan.

Empereur juriste, il a donné avec les Constitutions de Melfi un monument de droit romain, public et civil. Les penseurs de la Renaissance, les premiers, ont exalté l'Etat frédéricien comme une œuvre d'art. Il serait une construction systématiquement ordonnée à partir du double héritage normand et soubas. Or il apparaît bien aujourd'hui que l'Etat Hohenstaufen, aux alentours de 1235, était une pure idée abstraite, en Allemagne surtout.

Avec Frédéric II, les rôles respectifs de l'Allemagne et de l'Italie se sont trouvés inversés : alors que les rois germaniques « descendaient » en Italie pour se faire couronner empereur, le roi de Sicile devenu empereur dut faire de nombreuses « descentes » en Allemagne pour tenter, finalement en vain, de la maintenir sous son autorité.

Les Hohenstaufen ont poussé jusqu'à l'abstraction l'idée selon laquelle le Saint Empire était le pendant de la Sainte Eglise. Frédéric II ne se satisfaisait pas d'être au sommet de la hiérarchie des fiefs : il voulait être l'Esprit et la Raison universels incarnés dans la vie des peuples. Jusqu'à en oublier que, déjà en 962, à l'avènement d'Otton I^{er}, comme encore à la fin du douzième siècle, cette immense et sublime construction reposait sur l'Allemagne. Dès avant Frédéric II celle-ci avait cessé de se sentir concernée par l'idée universelle d'empire. Le règne du petit-fils de Frédéric Barberousse fut donc moins un combat en faveur d'un surris.

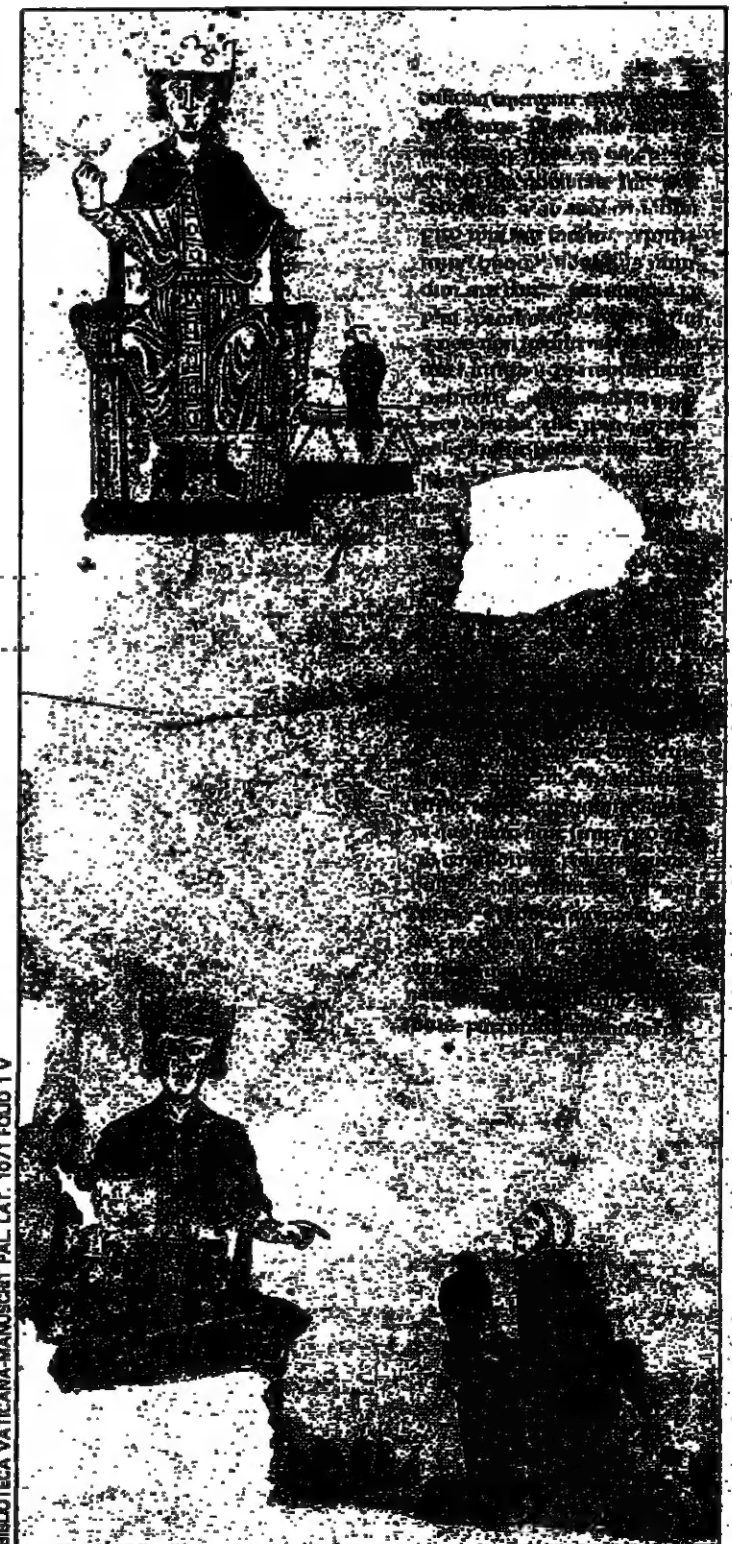
Sa mort marque la fin d'un empire dont l'idéologie d'universalité recouvrait un dualisme fondamental entre l'Allemagne et l'Italie, avec prééminence historique et politique de la première. Pour avoir voulu fonder son pouvoir dans une Méditerranée à laquelle l'attachaient toutes les fibres de son être et de sa culture, Frédéric II a été le fossoyeur de cette forme d'Empire d'Occident.

POUR EN SAVOIR PLUS

■ *L'Allemagne médiévale. Naissance d'un Etat*, de Jean-Pierre Cuvillier, Payot, 1979.
■ *L'Empereur Frédéric II*, d'Ernst Kantorowicz, Gallimard, 1987 (première édition en allemand, 1927).

13. - Le rêve brisé de Frédéric II

Extrait du traité de fauconnerie écrit par Frédéric II.



Le futur Frédéric II grandit en Sicile, haut lieu des cultures grecque et romaine, carrefour avec les pays d'Islam, mais aussi enjeu de pouvoir entre les princes allemands et la papauté.

l'Allemagne, que des régents dirigent en son nom jusqu'en 1228. Le cœur et l'esprit de Frédéric sont dans le royaume de Sicile et en Méditerranée beaucoup plus qu'en Allemagne. Très doué pour les langues, on sait qu'il parlait l'italien, le latin, le grec, l'arabe, le provençal et le français, mais non l'allemand, qu'il méprisait.

L'autorité royale en Sicile est restaurée. Le souverain déporte les musulmans révoltés en Italie du Sud, où il se sert d'eux pour maintenir l'ordre, au grand scandale de l'Eglise. A Naples, il crée une université d'Etat, échappant à la tutelle ecclésiastique, pour lui fournir les juristes dont il a besoin pour justifier son pouvoir et encadrer son administration. Il promulgue une remarquable législation, connue sous le nom de « Constitutions de Melfi », qui renforce la centralisation du gouvernement. Une fiscalité et un système de monopoles commerciaux sur le blé, le fer et certaines fabrications de luxe, qui assurent à l'empereur des rentrées fiscales importantes, favorisées par l'essor économique de la région, viennent compléter le dispositif. Il fait même frapper des pièces d'or capables de concurrencer le besant de Constantinople. En trois ans, il a

c'est un empereur excommunié qui arrive en Terre sainte. Sa connaissance de l'arabe lui permet de nouer de bonnes relations avec le sultan Al Kamil, en qui il reconnaît un pair : un philosophe et un homme de culture. Ce dernier lui donne les lieux saints de Bethléem, Nazareth et Jérusalem. Alors, fait inouï dans l'histoire, Frédéric se couronne lui-même roi de Jérusalem, ce qui ajoute une dimension eschatologique à son aura d'empereur « voulu par Dieu ». Seul de tous les empereurs romains germaniques, il ne régnait plus seulement sur Palerme, Aix-la-Chapelle ou Rome, mais encore sur Jérusalem et l'« Orient ». Il a trente-cinq ans. Son ambition personnelle semble avoir atteint son terme. Mais elle porte à son comble la crainte de ses adversaires, du pape en particulier.

Voilà pourtant l'empereur bien loin de l'Allemagne et même de l'Italie. Grégoire IX, prétextant de son excommunication, prêche contre lui une croisade en l'accusant d'hérésie et s'en prend à ses possessions italiennes. Dès le retour de Frédéric II, pourtant, le pape accepte de lever son excommunication. L'empereur promet de vivre désormais « en fils soumis de l'Eglise ». Nous

En Croatie

M. Franjo Tudjman paraît assuré de remporter l'élection présidentielle

Le chef de l'Etat sortant, M. Franjo Tudjman, et son parti, l'Union démocratique croate (HDZ), semblent avoir remporté une nette victoire sur l'opposition libérale et ultra-nationaliste aux élections présidentielles et législatives, dimanche 2 août, en Croatie. Ce scrutin était le premier organisé depuis la proclamation de l'indépendance, en juin 1991, et la reconnaissance diplomatique internationale de la Croatie.

Selon les résultats préliminaires, publiés lundi matin 3 août, après décompte des votes de plus d'un tiers des 64 circonscriptions,

M. Tudjman recueille 57,09 % des voix, nous indique notre envoyé spécial, Juan-Fernandez Elorriaga. Le candidat du Parti social-libéral croate (PSLC), M. Drazen Budisa, arrive en deuxième position avec plus de 21 % des suffrages. Loin derrière, suivent le dirigeant du Parti paysan (PPC), M. Savka Dabčević-Kučar (ancienne présidente de la Ligue des communistes), avec 6,8 %, et le candidat du Parti du droit (extrême droite), M. Dobroslav Paraga, qui obtient environ 5 % des voix. Les résultats officiels ne devraient être connus que dans le milieu de la semaine,

mais M. Tudjman, qui a mené sa campagne sur le thème « la Croatie a gagné la guerre contre la Serbie, et maintenant elle se reconstruit », est bien placé, selon les observateurs, pour être élu au premier tour. Sous des formes différentes, MM. Budisa et Paraga avaient justement reproché au président sortant de ne pas avoir « terminé » la guerre et le soupçonnaient de vouloir négocier un accord amputant le territoire de la Croatie.

Aux législatives, l'Union démocratique croate (HDZ), parti de M. Tudjman, arrive également largement en tête, selon les résultats

partiels. Il recueillerait 40,8 % des voix contre 19 % pour les sociaux-libéraux, 8 % pour les paysans et 6,7 % pour le Parti du droit. Si cette tendance se confirme, le HDZ pourrait ainsi conserver sa majorité absolue en sièges.

A Zagreb, la commission électorale a indiqué que l'organisation du scrutin « a été pratiquement impossible » dans les régions toujours occupées par les forces serbes et qui représentent près d'un tiers du territoire de la Croatie. Toutefois, quelques bureaux de vote avaient été installés en Krajina ainsi qu'en Slavonie orientale et occidentale.

Kopce, et elle a fait l'objet de vives critiques. Le porte-parole de la FORPRONU, Mik Magnusson, a parlé de « négligence criminelle ». Il a indiqué que les forces de l'ONU attendaient une demande écrite de l'organisation Ambassade des enfants à laquelle les deux parlementaires avaient eu recours et que l'évacuation n'aurait dû avoir lieu que mardi sous escorte des « casques bleus ». L'opposition social-démocrate du Land de Saxe-Anhalt s'en est prise aux deux parlementaires qu'elle a qualifiés d'« amateurs » et d'« aventuriers ».

Le commandant des « casques bleus » à Sarajevo, le général Lewis Mackenzie, a quitté la capitale bosnienne, samedi, en regrettant que la situation y soit « devenue pire » que lorsqu'il y était arrivé deux mois plus tôt. « Nulle part ailleurs je n'ai vu autant de haine », a-t-il déclaré. Son bataillon canadien, chargé de la protection de l'aéroport, a été relevé par des éléments français, ukrainiens et égyptiens. En attendant la nomination d'un successeur au général Mackenzie, qui est parti à Zagreb, l'intérim est assuré par le colonel Arnel Davout, chef d'état-major de la 4^e division aéroportée basée à Nancy. (AFP, Ag. Reuters.)

Le président serbe renonce à nationaliser le groupe de presse Politika. Les quatre mille employés de Politika, le plus important des groupes de presse de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), ont suspendu, samedi 1^{er} août, leur mouvement de grève (Le Monde du 1^{er} août). Le jour même, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, avait renoncé à apposer sa signature au bas de la loi nationalisant le

groupe, voté jeudi par le Parlement serbe. (AFP.)

Visite de M. Panie à Bucarest et à Sofia. Le premier ministre de la nouvelle Yougoslavie, M. Milan Panie, a déclaré lors d'une visite, dimanche 2 août, à Sofia, que « tous les pays balkaniques » doivent travailler à la création d'une future « union des Balkans ». M. Panie avait auparavant effectué une visite-éclair à Bucarest. (AFP.)

Alors que la force d'interposition a été attaquée

Moldaves et russophones ordonnent le désarmement des combattants

Alors qu'une force d'interposition se déploie dans la région du Dniestr - où vivent les séparatistes russophones de l'est de la Moldavie - les autorités russophones et moldaves (roumanophones) ont décidé, samedi 1^{er} août, le désarmement de leurs forces, suivant l'accord de paix conclu le 3 juillet entre le président moldave Mircea Snegur et M. Boris Eltsine. Le Parlement de la République russo-phonie auto-proclamée du Dniestr a voté, vendredi 31 juillet, le désarmement des milices russophones.

La « garde » et le « bataillon du Dniestr », ainsi que les unités de volontaires cosaques, devaient être désarmées par étapes à compter du 1^{er} août. Les armes doivent être entreposées dans les casernes des unités de la XIV^e armée russe stationnées dans la région. De son côté, le président moldave a décidé, samedi, la restitution des armes des combattants retirés du front du Dniestr, dont une partie se rebelle contre l'accord de paix.

Une colonne de soldats russes de la force d'interposition a été attaquée, vendredi 31 juillet, dans la zone russo-phonie de l'est de la Moldavie, sans qu'il y ait eu, appa-

remment, de victimes. Une enquête de la commission russo-moldave de règlement du conflit a été ouverte.

Des « casques blancs » venus de Russie et de Lituanie se substituent progressivement aux bataillons de la 14^e armée russe basée à Tiraspol, la capitale des séparatistes de l'est de la Moldavie. La police moldave a accusé les « forces de paix » russes d'avoir ouvert le feu, vendredi, sur le commissariat de police moldave de la ville russo-phonie de Bendery. Deux policiers moldaves ont été tués et dix-huit autres blessés lors de ces affrontements, tandis que les russophones ont eu quatre blessés, selon les bilans des deux camps. Les « casques blancs » russes ont rétorqué qu'ils n'ont fait que se défendre. Le président moldave a demandé, vendredi, l'envoi d'observateurs de l'ONU.

La XIV^e armée russe suscite aussi la méfiance des autorités de la « République » russo-phonie. Ses députés ont ainsi refusé d'accorder les pleins pouvoirs à son commandant, le général Lebed, qui voulait « restaurer l'ordre ». (AFP.)

HAUT-KARABAKH

Poursuite des combats et des pourparlers

Un nouvel échec des pourparlers de Rome sur le Haut-Karabakh a été évité, dimanche 2 août, avec une décision des délégués de l'Azerbaïdjan et de la Turquie de revenir à la table des négociations tenues sous l'égide de la CSCE. Ils l'avaient quittée lorsqu'un délégué arménien du Haut-Karabakh a pris la parole en déclarant parler au nom de la « République du Haut-Karabakh », auto-proclamée. Le président Mario Raffaelli semble avoir convaincu les délégués azéris que les onze États de la CSCE participant au processus de paix ne reconnaissent pas cette « République », mais que ses délégués peuvent prendre la parole lors des séances de travail des pourparlers.

Ces délégués arméniens du territoire contesté venaient seulement d'accepter de venir à Rome, car ils refusaient auparavant le statut

d'observateur qui leur était proposé. Les combats se poursuivaient par ailleurs, dimanche, autour de Mardakert, ville du nord du Haut-Karabakh prise il y a un mois par les Azerbaïdjanais et où les Arméniens ont réussi à reprendre partiellement pied samedi. (AFP, Reuters.)

CEI : rencontre entre M. Eltsine et M. Kravtchouk. Les présidents russe et ukrainien, M. Boris Eltsine et M. Léonide Kravtchouk, se sont rencontrés, lundi 3 août, à Mouchkhatka en Crimée, pour discuter du partage de la flotte de la mer Noire, conformément à leur accord passé fin juin à Dagomys, prévoyant la tenue de sommets russo-ukrainiens pour régler les problèmes en suspens. (Hart-Tass.)

Le CICR réclame l'accès aux camps de Bosnie

Suite de la première page

Dans le cadre des projets de « purification ethnique » mis en œuvre en Bosnie, toutes les tentatives peuvent être menées à bien », a estimé le porte-parole de la Croix-Rouge. Le chef de la délégation du CICR à Zagreb, M. Pierre-André Conod, a été plus direct encore : « Je pense que si ces endroits étaient pas des camps de la mort, nous pourrions y avoir accès », a-t-il dit.

Parmi les « camps d'internement », aux mains des différentes parties du conflit, le CICR a pu en visiter cinq dans lesquels sont détenus 4000 personnes, a précisé M. Volat. Ces 4000 personnes ont été enregistrés et des messages transmis aux familles. Conformément à ses traditions, le CICR ne fait toutefois pas de commentaires sur ce que ses représentants ont vu au cours de ces visites.

Selon les sources croates et musulmanes de Bosnie, les nationalistes serbes détiennent au moins 70 000 personnes dans 45 camps. Les Serbes affirment de leur côté que 40 000 des leurs sont détenus dans des camps aux mains des parties adverses. Ces chiffres ne sont pas vérifiés. Cependant, sur le plan militaire, les forces serbes ont maintenant pris possession des deux tiers environ du territoire de la Bosnie, où leur politique de « purification ethnique » provoque des exodes massifs des populations non serbes.

L'un des témoins cité par Newsday, identifié sous le nom de Meho (soixante-trois ans), déclare qu'il a été incarcéré une semaine à

Omarska, et que des gardes serbes prenaient régulièrement des groupes de 10 ou 15 prisonniers pour aller les exécuter près d'un lac voisin. Il explique qu'il était battu tous les deux jours et qu'il a été finalement libéré avec 45 autres prisonniers de moins de dix-huit ans ou de plus de soixante ans.

L'autre témoin, Alina Lujinovic (cinquante-trois ans), ancien prisonnier de Brčko, déclare que 1 350 détenus ont été exécutés dans ce camp entre le 13 mai et le milieu. Selon d'autres témoignages émanant de réfugiés dans la ville de Banja-Luka et cités par l'agence Reuters, des camps ont été installés dans des stades, des écoles, des champs entourés de barbelés dans la « République serbe de Bosnie » (auto-proclamée). L'accès de ces camps étant interdit, les organisations humanitaires ne peuvent se fonder que sur les informations fournies par des Croates et des musulmans qui ont fui la région. Elles font état de mauvais traitements et d'exécutions sommaires : « Les gens disent qu'il n'y a plus d'herbe dans un rayon d'un mètre autour de la clôture car les détenus y mangent. On a également parlé récemment d'une épidémie de jaunisse ».

Des enfants tués d'autres enfants

Les visites-surprise dans ces camps sont impossibles. Les routes sont contrôlées par les militaires qui fouillent les voitures et interrogent les voyageurs. Les journalistes souhaitent se rendre dans la région

doivent remplir des demandes d'autorisation détaillées à remettre à l'agence d'information serbe à Belgrade et aux militaires de Banja-Luka.

Les images d'enfants terrorisés et de deux bébés tués par des tireurs embusqués à proximité de Sarajevo sont venues s'ajouter à l'horreur du week-end. Les deux fillettes (treize mois et trois ans) faisaient partie d'un groupe d'une cinquantaine d'enfants que l'organisation caritative Ambassade des enfants tente d'évacuer de Sarajevo samedi soir pour les envoyer en Allemagne. Sur ce que l'on appelle le « boulevard des enfants », l'autobus qui transportait les enfants avec cinq accompagnateurs a été pris sous le feu de tireurs embusqués. Arrivé au village serbe Iliđa, à la sortie de Sarajevo, les militaires serbes ont fait descendre neuf enfants, affirmant que c'étaient des enfants serbes. Les 36 orphelins rescapés sont arrivés dimanche en début d'après-midi à Fočica, d'où ils devaient partir pour Split puis pour l'Allemagne.

Cette opération qui a tourné à la tragédie avait apparemment été mal organisée par deux parlementaires allemands de la CDU, MM. Jürgen Angelbeck et Karsten

Le président serbe renonce à nationaliser le groupe de presse Politika. Les quatre mille employés de Politika, le plus important des groupes de presse de la nouvelle Yougoslavie (Serbie et Monténégro), ont suspendu, samedi 1^{er} août, leur mouvement de grève (Le Monde du 1^{er} août). Le jour même, le président serbe, M. Slobodan Milosevic, avait renoncé à apposer sa signature au bas de la loi nationalisant le

groupe, voté jeudi par le Parlement serbe. (AFP.)

Visite de M. Panie à Bucarest et à Sofia. Le premier ministre de la nouvelle Yougoslavie, M. Milan Panie, a déclaré lors d'une visite, dimanche 2 août, à Sofia, que « tous les pays balkaniques » doivent travailler à la création d'une future « union des Balkans ». M. Panie avait auparavant effectué une visite-éclair à Bucarest. (AFP.)

ESTONIE

L'adieu au rouble

Samedi 20 juin, la petite Estonie indépendante - 1,8 million d'habitants - devenait la première République de l'ex-URSS à créer sa monnaie, la couronne, entièrement convertible, et à sortir ainsi de la zone rouble. Cette première expérience a poussé d'autres Etats, notamment les voisins baltes, à tenter, eux aussi, de franchir le pas.

TALLIN

de notre envoyé spécial

Le passage du rouble à la couronne s'est déroulé sans accroches. Huit cents points de change avaient été installés, gérés par 15 000 volontaires. Durant deux jours, les Estoniens purent changer 1 500 roubles par personne au taux de 10 roubles pour une couronne. Au-delà, ils n'eurent le droit qu'à 50 roubles pour une couronne. Beaucoup, toutefois, préférèrent dépenser leurs derniers roubles dans les magasins, qui furent pris d'assaut. Désormais, à Tallin, tous les prix sont indiqués en couronnes. Exit donc, les magasins « en devises », réservés aux privilégiés et aux maîtres ayant pu se procurer quelques billets verts. « Rien que pour faire passer cette discrimination, cette sorte d'apartheid, l'introduction de la couronne a été une bonne chose », estimait un avocat de Tallin.

Le mark au lieu de l'écu ?

Si l'Estonie quitte la zone rouble, ce n'est pas pour se retrouver tout de suite, puisque la couronne sera directement liée au deutschemark. Certains Occidentaux estiment un peu ambi-

tieuse cette volonté de vouloir s'écarter à l'une des monnaies les plus fortes du monde plutôt que de s'arrimer, par exemple, à l'écu européen. « Peut-être », répond le ministre de l'économie, mais c'était malgré tout plus simple de traiter avec un seul pays qu'avec douze ». Les liens de l'Estonie avec l'Allemagne ne seront pas seulement monétaires puisque la « Treuhänder », l'organisme public chargé de gérer les privatisations des entreprises de l'ex-RDA, a accepté d'ajouter à son « catalogue » les entreprises estoniennes cherchant des partenaires ou des acheteurs étrangers. « Les investissements des pays occidentaux ont augmenté, ils seront notre économie mais ils constitueront, pour nous, une des meilleures garanties de notre indépendance par rapport à la Russie », explique le ministre de l'économie.

Activité économique déprimée

Le taux de 8 couronnes pour 1 deutschemark a été fixé, et la marge de fluctuation prévue ne pourra dépasser 3 %. Les autorités estoniennes sont déterminées à défendre cette marge et ont gagé la couronne sur les réserves d'or du pays, la forêt estonienne et les avoirs en devises. Les échanges entre l'Estonie et la Russie se feront désormais à partir du deutschemark : la Russie pourra payer en roubles ses achats à l'Estonie, mais ces roubles seront convertis en couronnes via le DM.

Quant au Fonds monétaire international, dont la philosophie serait plutôt de défendre la zone rouble, il a été surpris par la rapidité de la décision estonienne mais a donné sa bénédiction à l'opération, attendant toutefois la

fin de l'été pour accompagner celle-ci d'espèces sonnantes et trébuchantes.

Si est encore tôt pour tirer un bilan, les experts reconnaissent que, sur le plan strictement monétaire, il s'agit, pour le moment, d'un succès. La couronne « se tient » sur le marché des changes, elle est acceptée dans le pays, et il semble qu'elle ne subira pas d'attaques inconsidérées dans les mois qui viennent. Tout a été fait pour qu'il en soit ainsi. Les responsables ont en effet décidé de respecter la lettre (les dispositions ont même force de loi) la politique dite du « currency board » (la banque centrale ne peut émettre de la monnaie que dans la mesure où cette émission est gagée sur les réserves en devises fortes : si ces réserves diminuent, la masse monétaire doit aussi diminuer). A moins d'une banqueroute totale - toujours possible puisque les réserves du pays ne sont que d'environ 100 millions de dollars, - la monnaie devrait donc se maintenir à un bon niveau.

Mais le problème n'est-il pas ailleurs ? Cette politique ultra-orthodoxe - elle ne permet, par exemple, aucun déficit budgétaire - a, en effet, toutes les chances de ralentir davantage encore une activité économique déjà déprimée. La production industrielle, tombée à 62 % de son niveau de l'an passé, sera encore pénalisée par cette rigueur. Celle-ci devrait aussi avoir un effet accélérateur sur une inflation qui commençait à se ralentir (87 % en janvier et 11 % actuellement). Et, pour avoir un budget en équilibre, les autorités ont dû appliquer de nouvelles taxes aux entreprises, augmenter l'impôt sur le revenu et la TVA. Autant de mesures qui ne sont pas de nature à relan-

cer l'activité. Le ministre des finances prévoyait, en mai, près de 100 000 chômeurs au début de l'hiver, pour un pays de 730 000 salariés.

Une décision politique

Apparemment, les responsables estoniens ne regrettent pas leur décision. Car elle a été d'abord essentiellement politique. Pour manifester, de la manière la plus incontestable, leur indépendance, les autorités de Tallin ont peut-être mésestimé ses conséquences économiques. Mais, fiars d'avoir été « les premiers », ils estiment qu'ils n'ont pas grand-chose à garder de l'héritage soviétique et espèrent que dans cinq ans leur économie, épurée, pourra décoller sur des bases solides. Pour cela, ils vont jouer d'atouts non négligeables : une agriculture qui leur permettra l'autosuffisance, quelques « restes » soviétiques (des entreprises énergétiques pouvant être revitalisées) et surtout une situation géographique exceptionnelle. « Nous serons le point de passage obligé du commerce vers la Russie », répètent les responsables. Le ministre de l'économie prévoit que, « dans quinze ans, l'Estonie sera dotée de grands ports et d'un réseau de communications modernes ». Il faut ajouter à cela le sens du commerce d'un peuple, dans la plus pure tradition hansatique. Conclusion unanime : « Compte tenu de notre vocation commerciale, nous ne pouvons nous permettre d'avoir une monnaie qui ne soit pas respectée. » Un pari qui ne vaut bien d'autres.

JOSE-ALAIN FRALON

DIPLOMATIE

En visite en Chine

M. Strauss-Kahn veut sonder les intentions de Pékin sur l'hypothèse de la vente de « Mirage » à Taiwan

PÉKIN

de notre correspondant

Les gouvernements français et chinois ont pulvérisé leurs records de laconisme à l'occasion de la visite de M. Dominique Strauss-Kahn, parti de Pékin samedi soir 1^{er} août, sans y être officiellement invité. L'agence Chine nouvelle a simplement annoncé que le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur, envoyé spécial de M. Pierre Bérégovoy, avait rencontré le premier ministre, M. Li Peng pour « un échange de vues sur les relations bilatérales ».

C'est, laisse-t-on entendre côté français, d'un commun accord qu'il avait été décidé de procéder à ces entretiens de haut niveau, les premiers depuis que le débat sur l'éventuelle vente de Mirage français à Taiwan a été porté sur la place publique. On peut donc supposer que M. Strauss-Kahn a tenté de jauger la nature exacte de la « vive » réaction promise par la Chine à l'hypothèse de cette vente. Il aura également passé en revue avec ses interlocuteurs les projets de coopération qui en pâtiraient. La procédure secrète, sans précédent à ce niveau, est indicative de l'embarras de Paris, qui n'avait jusqu'à présent pas obtenu de Pékin le moindre élément susceptible de lui permettre d'envisager des compensations sur le continent en cas d'abandon du projet.

Il paraîtrait également judicieux de sonder, au plus haut niveau, l'éventuel client taiwanais, ne serait-ce que pour dissiper ou confirmer le doute qui plane sur ses préférences. Le président Bush a en effet indiqué qu'il pourrait revenir sur le refus opposé depuis dix ans à la fourniture de chasseurs F-16 à Taiwan. A Taipei, des res-

ponsables ont reconnu que la levée éventuelle de l'embargo américain sur les avions les plus performants ajoutait une dose de confusion dans leurs plans. L'armée de l'air taiwanaise préférait acquiescer des appareils américains en raison de sa familiarité avec leur logistique. En revanche, des politiques ne cachent pas leur souci de diversifier leur approvisionnement en armes sophistiquées. Pékin préférerait à tout prendre que les Etats-Unis restent le principal fournisseur d'armes de Taiwan.

FRANCIS DERON

CORRESPONDANCE

Françoise Giroud et la défense du français

Françoise Giroud nous a adressé la lettre suivante :

Dans votre numéro daté du 28 juillet, M. Péron-Hugon rapporte que l'on me prête le propos suivant : « Le combat pour le français est dérisoire », dont il se fait l'écho. Je ne saurais trop lui conseiller de chercher ses informations ailleurs que chez « on ». Je n'ai, bien évidemment, jamais pensé, écrit, suggéré rien de pareil. Vous m'obligez en le faisant savoir à vos lecteurs.

Dans *Trois Jours en Europe d'été 1979*, à une question sur les langues en Europe, M^{me} Giroud répondit : « (...) Le français peut être une véritable langue de la culture, c'est une possibilité qu'il faut savoir exploiter mais sans chercher à mener un combat dérisoire contre l'anglais. » Cette phrase est notamment reprise dans *Lettre ouverte à ceux qui se posent leur français*, de Philippe Sabat-Robert (Albin Michel, 1986). - J.-P. P.-B.

PROCHE-ORIENT

A l'occasion du deuxième anniversaire de l'invasion de l'Emirat

L'Irak insiste sur sa volonté de récupérer le territoire du Koweït

L'Irak a marqué, dimanche 2 août, le deuxième anniversaire de l'invasion du Koweït, en revendiquant, une fois de plus, la souveraineté sur l'Emirat, cependant que le ministre de la Défense, M. Ali Hassan al-Majid, affirmait que Bagdad regrette avec « force et fermeté » à toute « nouvelle agression ». L'Irak « n'a jamais renoncé » au Koweït. L'envoi de troupes en février 1991, après avoir été forcé par la coalition alliée, ne

signifie pas qu'il « renonce à ses droits historiques » sur ce pays, car « le Koweït a été irakien tout au long de l'histoire », a affirmé le ministre de la Défense dans un éditorial publié par le quotidien *al-Qadisiyah*, organe de l'armée. « Le Koweït finira par revenir à l'Irak, mais seule l'histoire dira quand et par quel moyen », a affirmé de son côté le quotidien gouvernemental *al-Jumhouriyah*.

Répertoire du secrétaire américain

à la défense, M. Richard Cheney dans une interview à la chaîne de télévision CNN : le gouvernement irakien « qui est manifestement en dehors des réalités, refuse de reconnaître que les deux tiers de son territoire ont été détruits lors de la guerre du Golfe et qu'il n'est plus que l'ombre de lui-même en terme de capacité militaire ». Selon M. Cheney, l'envoi de troupes américaines pour des manœuvres au Koweït (le Monde des 1^{er} et

2 août), n'est pas un acte de provocation, mais vise à démontrer « la capacité des forces américaines à retourner rapidement dans la région en cas de crise ».

Dans les pays du Golfe, plusieurs journaux ont appelé l'opposition irakienne à renverser le président Saddam Hussein. Le quotidien saoudien *al-Madinah*, invitant la communauté internationale à « aider le peuple irakien à voir le bout du tunnel ». — (AFP)

L'espoir évanoui

Suite de la première page

« Nous pensions que ce drame était l'occasion de repartir à zéro, de reconstruire le pays sur des bases plus saines : or rien n'a changé sinon en pire, puisque plus rien ne marche », affirme, frustré, un homme d'affaires resté dans l'Emirat sous l'occupation. Chacun se plaint des affaires moroses, de l'insécurité qui grandit, du personnel qualifié qu'on ne trouve plus, des lois qui changent au gré des besoins, en fait, d'une instabilité permanente, due, selon l'opposition, à « la faiblesse d'un gouvernement incapable de prendre une décision et de s'y tenir ». « Vu les circonstances, il aurait fallu un gouvernement très fort, exceptionnel, comme un banquier, or on a eu le même qu'avant... »

Le départ massif des étrangers, en particulier de la quasi-totalité de la très importante communauté palestinienne - il ne reste environ que 30 000 Palestiniens sur plus de 400 000 -, se fait lourdement sentir, alors que les solutions de remplacement sont loin de satisfaire tout le monde. Certes, aujourd'hui, les 650 000 Koweïtiens représentent bien la moitié de la population de l'Emirat, comme le voulait le gouvernement, mais nombre d'étrangers embauchés après la crise l'ont été grâce à des permis payés de 300 à 700 dinars par personne, soit 1 000 à 2 500 dollars, qui ont, dit-on, enrichi quelques privilégiés du régime, mais sans tenir compte des qualifications nécessaires. « Aujourd'hui, vous ne pouvez pas trouver une secrétaire de direction dans tout Koweït », se lamente un commerçant, et vous ne pouvez pas non plus la faire venir puisque le quota d'étrangers a été atteint. » « A l'hôpital, raconte un médecin, des praticiens bulgares, tchèques ou yougoslaves ont pris la place des Palestiniens ou Irakiens, mais au grand dam de la clientèle koweïtienne, qui préfère se faire hospitaliser en Europe aux frais du gouvernement. »

Le phénomène est le même pour beaucoup d'emplois spécialisés. Dans l'administration, où les Égyptiens, principaux bénéficiaires des embauches arabes (limitées), ne recueillent pas tous les suffrages, soupçonnés qu'ils sont d'apporter avec eux l'atavisme d'une bureau-

cratie légendaire. « Le gouvernement veut sur ce point l'inconciliable, assure un observateur étranger. Il veut du personnel qualifié mais ne pas le payer au prix fort, afin que le pays ne soit pas attiré (aux yeux des travailleurs migrants). » Résultat inévitablement l'émigration : des démissions en série de cadres supérieurs, médecins, ingénieurs, enseignants, qui sont « récupérés » par l'Arabie saoudite ou les Emirats arabes unis.

Le marasme du commerce est une autre conséquence de la réduction drastique de la population étrangère, les travailleurs asiatiques ou arabes, venus par obligation en célibataires ne dépensant pas leur argent ici. Faire venir sa famille - ce qui est autorisé seulement si l'on gagne plus de 1 600 dollars par mois - coûte en effet une petite fortune, puisque pour une femme et trois enfants par exemple, la somme se monte à environ 2 100 dollars. L'immobilier est aussi affecté. On estime à 180 000 les appartements vides, dont 90 000 dans le seul quartier d'Hawali, majoritairement palestinien « avant ». Et nombre d'usines n'ont pas repris leur activité. En général, les prix ont augmenté d'environ 30 %.

Une police insuffisante

Conséquence de la guerre, l'insécurité et les vols se sont développés dans des proportions jusqu'ici inconnues. Le message des armes - qui abondaient après la guerre - a été régulièrement annoncé par le gouvernement, sans grand effet. Tous les Koweïtiens en conviennent : chacun a une arme et a bien l'intention de la garder, ne serait-ce qu'en souvenir. La police, dont les effectifs sont moitié de ce qu'ils étaient avant la guerre, est trop peu nombreuse, et personne ne veut s'engager. A condition de pouvoir prouver qu'ils n'ont pas « collaboré » avec l'occupant, certains « *shabou* » (ces Bédouins sans nationalité, nombreux dans la police et l'armée auparavant) commencent à être réengagés, et le gouvernement envisage de mettre sur pied des auxiliaires de police, c'est-à-dire des citoyens qui, à temps partiel, aideraient les professionnels avec tous

les risques de dérapage qu'une telle mesure comporte.

Attribués par le gouvernement à une « cinquième colonne » irakienne, les attentats plus ou moins importants qui, régulièrement, frappent le Koweït entretiennent aussi le malaise ; l'opposition accuse le pouvoir d'en être à l'origine, afin de justifier éventuellement un report des élections, prévues normalement en octobre. Une telle démarche apparaît cependant peu probable, et le gouvernement se défend avec vigueur d'un tel dessein.

Regroupée sous le thème unique de l'application de la Constitution de 1962 - suspendue à deux reprises par le pouvoir, la dernière fois en 1986 -, l'opposition, démocrate et islamiste, ne mène pas ses critiques à l'égard de la famille de l'émir, accusée de maintenir son pouvoir sur tout et de ne pas vouloir respecter les promesses de partage faites au temps du malheur. « Dès leur retour, ils n'ont eu de cesse que de détruire l'unité qui s'était créée pendant l'occupation, commente, amer, un candidat indépendant aux élections législatives. Ils veulent que le peuple soit dépendant pour bien lui montrer que sans eux, rien n'est possible. »

« Le gouvernement a tout fait pour que le peuple ne change pas, notamment en le gavant d'argent pour qu'il ne pense plus qu'à cela, constate M. Ahmad Baqr, du Rassemblement populaire islamique. Que pouvons nous aujourd'hui lui offrir que le gouvernement ne lui donne pas ? Il contrôle l'argent, la presse, les emplois. Difficile, dans ces conditions, d'agir. »

La présence américaine

Dans cette atmosphère, la préparation fébrile des élections donne déjà lieu à de sévères polémiques, en particulier à propos des « *primaries* » organisées dans les tribus, que l'opposition quasi unanime dénonce comme un moyen pour le pouvoir de s'assurer des soutiens traditionnels. « Rien de tel n'est prévu dans la Constitution, assure M. Abdelwahab Al Wazzan, du Rassemblement islamique national, qui regroupe plusieurs mouvements chiites. Mais le gouvernement leur donne de l'argent, des places, les protège et en échange, s'assure de leur fidélité. » « Les élections seront peut-être honnêtes le jour du vote, mais c'est avant que les choses vont se passer », dit avec inquiétude un

intellectuel, qui ajoute : « Mais c'est aussi de la responsabilité de la coalition [des pays arabes et occidentaux contre l'Irak] d'y veiller. Après tout, elle n'est pas venue seulement pour réinstaller les *Al Sabah*. » Parmi les premières demandes que les candidats à la députation veulent faire au gouvernement, figurent, de façon significative, « des explications claires sur ce qui s'est passé avant, pendant et après l'invasion ». « On s'est endormi un mercredi soir comme si de rien n'était, et on s'est réveillé le jeudi avec l'armée irakienne devant notre porte, commente M. Wazmi, du Forum démocratique. On veut savoir qui a failli, pourquoi, comment. Ne sentez-vous pas qu'il y a là une même tragédie. »

En attendant, c'est sur les Américains que les Koweïtiens comptent pour la sécurité du pays. Gouvernement et opposition sont au moins d'accord sur un point : la nécessité d'un soutien militaire américain. « Nous ne pouvons pas maintenant contester la présence américaine, assure le porte-parole du Forum démocratique, M. Abdallah Nibari. Nous n'avons pas d'autres choix, dans la mesure où la sécurité internationale n'a pas fonctionné et se révèle impossible. » L'accord de sécurité avec les États-Unis ? « C'est un accord politique, affirme-t-il, car qu'il existe ou pas, les Américains agiront selon leurs propres intérêts. Nous devons être conscients de cela. » Installés dans le désert koweïtien, les soldats américains (depuis la fin de la guerre du Golfe, leur nombre fluctue entre plusieurs centaines et plusieurs dizaines) se font discrets et ne déambulent pas en ville en uniforme. Une précaution demandée par le gouvernement, qui aimerait bien au fond faire oublier cette présence rassurante et indispensable certes, mais quelque peu gênante, dans la mesure où elle s'accompagne d'un droit de regard distant sur les affaires internes. Deux ans après l'invasion irakienne, le Koweït est très loin d'avoir pansé ses plaies et s'interroge plus que jamais sur son avenir d'État riche mais petit, entouré de trois grandes puissances, l'Irak, l'Iran et l'Arabie saoudite, menaçantes à des degrés divers. La population s'inquiète, sachant, malgré les apparences, que rien ne sera plus comme avant.

FRANÇOISE CHIPAUX

ASIE

AFGHANISTAN

Kaboul pilonnée par le Hezb-i-Islami

De nouveaux tirs de roquettes ont visé, dimanche 2 août, l'aérodrome de Kaboul, tuant trente personnes et faisant près de cent blessés dans les quartiers proches. Un avion de la compagnie Ariana a été détruit. Les obus provenaient de la zone située à l'est de la capitale où le Hezb-i-Islami du fondamentaliste Gulbuddin Hekmatyar est établi. L'aérodrome est tenu par la milice du général ouzbek Rachid Dostoon, devenu l'allié du ministre de la Défense, M. Ahmed Shah Massoud, après avoir soutenu l'ancien président Najibullah. Ces événements ont conduit le premier ministre pakistais à annuler une brève visite qu'il devait faire à Kaboul.

Le chef d'un influent parti sunnite, M. Yunus Khalis, a par ailleurs annoncé dimanche son retrait du Conseil de direction et son

retour au Pakistan. Le dirigeant de la faction dissidente du Hezb a expliqué son geste par son opposition à la récente entrée dans cette instance - que dirige le président intérimaire, M. Burhanuddin Rabbani, - de représentants de la minorité chiite. Il a, en outre, repris à son compte les critiques de M. Hekmatyar contre la persistance d'anciens commandants à la Défense et à la sécurité. La shura de Djallalabad, troisième ville du pays, présidée par un proche de M. Khalis, a retiré dimanche son soutien au gouvernement de Kaboul.

Enfin, M. Rabbani a annoncé la désignation comme premier vice-président de M. Nabi Mohammadi, chef d'une faction sunnite influente parmi les tribus royalistes pachtounes du sud du pays. — (AFP, Reuters, UPI)

Destitution des chefs de l'armée thaïlandaise

Suite de la première page

Le nouveau commandant suprême est le maréchal de l'air Voranart Aphichart, un ancien inspecteur général. L'armée de terre est confiée au général Vinol Wongwachin, commandant suprême adjoint, qui s'est engagé à dépolitiser son arme. Un autre commandant suprême adjoint, le maréchal Chul Fimmachit, prend la tête de l'aviation, dont il a assumé le rôle de renforcement du caractère professionnel. Enfin, la 1^{re} région militaire passe entre les mains du général Chettha Tanajaro, ancien commandant du 2^e corps d'armée.

Depuis sa nomination par le roi, le 10 juin, dans le but d'apaiser les tensions, M. Anand n'a pas perdu son temps. Après avoir annoncé, le 14 juin, un cabinet formé essentiellement de technocrates, cet ancien diplomate reconstruit dans les affaires dissous l'Assemblée élue le 22 mars, et au sein de laquelle les partis pro-militaires étaient majoritaires. Dans un deuxième temps, il a transféré de l'armée à la police le commandement chargé du maintien de l'ordre.

Simultanément, il a réduit le poids du lobby militaire dans les entreprises publiques. L'armée de terre a perdu le contrôle de l'organisme chargé des communications internationales et une procédure est engagée pour retirer aux aviateurs celui de la Thaï, la compagnie aérienne nationale. En outre, plusieurs enquêtes sont en cours sur d'éventuelles irrégularités commises par les militaires dans la gestion de ces entreprises. Enfin, pour la première fois, des chaînes privées de télévision ont été autorisées, en concurrence avec celles contrôlées par les armées ou l'État.

Il se trouve - c'est tout le sel de la situation - que M. Anand avait été choisi par le général Suchinda et par le maréchal Kasat pour diriger le mouvement contre leur coup d'État du 23 février 1991. Il s'est alors révélé un bon premier ministre, capable notamment de mettre de l'ordre dans l'économie et les finances du royaume. En outre, M. Anand avait déjà mis fin à une brillante carrière diplomatique quand, après le sanglant coup d'État de 1976, il avait été taxé de « pro-communiste » avant d'être lavé de tout soupçon.

Le retour

de M. Chatichai Choonhavan

Mais si M. Anand tient sa revanche - ce qu'il se garde bien de dire - il ne fait tout de même se faire trop d'illusions. Ce remaniement n'est que l'une des étapes d'une partie de bras armé. La répression a été très serrée. Fallait-il céder encore une fois ? Les généraux en auraient longtemps discuté entre eux ; les partisans d'une nouvelle répression ne l'auraient emporté que de justesse et moyennant la promotion d'officiers généralement acceptés. Ce qui serait notamment le cas du général Vinol, qui a une réputation d'intégrité, et de son homologue de l'armée de l'air, que l'on dit proche du palais royal.

Il reste surtout que, dans la perspective des élections du 13 septembre, la machine s'est déjà emballée et que, sous certains nouveaux labels, les divisions et les pratiques demeurent les mêmes. Créé dans la foulée du putsch de 1991, arrivé en tête le 22 mars avec 78 élus sur 360, le Samakhi Tham (Justice et Unité), trop marqué par sa collusion avec l'armée, est devenu, dans un premier temps, le *Therd Thai*. Comme il a peu, en passant, une bonne partie de ses troupes et de ses anciens députés, il a fusionné avec la deuxième formation dominante de l'ancienne majorité pro-militaire, le Chat Thai (74 députés), lui-même sorti très affaibli d'une scission. Mais les défections les plus impressionnantes se sont produites au profit d'un nouveau mouvement, le Chat Pattana (Parti du développement national), fondé par un ancien premier ministre, Chatichai Choonhavan.

Ce dernier, qui a détesté son ancien parti, le Chat Thai, est déjà présenté comme l'un des favoris du scrutin. Ce remaniement - à est-est de septembre-trois ans - a su effacer de nombreux ténors de la politique et des milieux d'affaires. En Thaïlande, où les accusations d'achat de voix sont si communes, les barons locaux disposent de clientèles d'autant plus fidèles que les ruraux, dans la majorité des électeurs, savent à qui ils doivent souvent l'électricité, le téléphone, un château d'eau ou un puits. Les prises de position ou les manœuvres des politiciens, au niveau national, pèsent moins lourd dans le choix des électeurs.

Certains calculent déjà que le Chat Pattana pourrait obtenir une centaine de sièges et devenir la première formation de la future Assemblée, ce qui en ferait un élément pratiquement incontournable d'une majorité gouvernementale. Or, en dépit du fait que le coup d'État de février 1991 avait eu pour objet de le chasser du pouvoir, M. Chatichai, lui-même un ancien général, conserve des liens avec les lobbies pro-militaires.

D'un autre côté, l'ancienne opposition parlementaire n'a pas suivi le vent en poupe que le lénitisme comme sa participation aux manifestations de mai. Le général Chaovalit Yongchaiyud a avoué que les causes de son Parti de la nouvelle aspiration (PNA) étaient vides, et doute de ses anciens députés, sur 72, ont déjà rejoint le Chat Pattana.

M. Chamlong Srimuang, l'ancien gouverneur de Bangkok, qui avait été le héros des foules en mai, s'est senti assez controversé pour publier un Livre blanc afin de prouver qu'il n'avait pas provoqué les forces de l'ordre. Son Palang Dharma pourrait perdre quelques sièges à Bangkok, où il avait remporté 32 sièges sur 35, au profit des démocrates, la troisième formation de l'ancienne opposition. Ce parti, bien implanté dans le Sud, a une attitude assez modérée pour que son chef de file, M. Chuan Leekpai, fasse déjà figure de premier-ministère, en concurrence avec M. Chatichai.

Ainsi, en Thaïlande, ce qui se perd d'une main peut se récupérer de l'autre. Si le remaniement du gouvernement est respecté, le pouvoir militaire aura subi une nouvelle et nette érosion. M. Anand, qui n'est qu'un intérimaire, aura alors marqué un point important. Ce succès ne satisfait pourtant pas tout le monde. L'amnistie générale, décrétée par le général Suchinda à la veille de sa démission, n'a pas été levée et ne pourra l'être, selon une décision du Tribunal constitutionnel en date du 22 juillet, que par un vote de la prochaine Assemblée.

Entre-temps, les responsables du massacre de mai, qui n'ont toujours pas été officiellement désignés, demeurent à l'abri de toute poursuite. Or la répression a fait, selon les chiffres officiels, 32 morts et, d'après encore, le Bangkok Post a publié une liste de 469 disparus. Ce qui laisse penser que beaucoup de Thaïlandais ne se sont toujours pas réconciliés avec leur armée.

JEAN-CLAUDE POMONTI

PHILIPPINES : le PC clandestin rejette l'offre de paix du président Ramos. - Le PC clandestin philippin a rejeté, dans un communiqué publié, lundi 3 août, par le quotidien *Inquirer*, l'offre du président Ramos de légaliser leur mouvement, jugée inacceptable parce qu'elle leur impose de déposer leurs armes. Ce texte est signé par le chef du PCP, Amado Livanag, qui selon l'armée, serait le nom de guerre de M. Jose Maria Sison, fondateur du parti, en exil aux Pays-Bas. « Pour l'instant, affirme le communiqué, les forces révolutionnaires (...) sont déterminées à étendre et à intensifier leur lutte armée révolutionnaire pour la libération nationale et la démocratie. » — (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

AUSTRALIE

M. Michel Rocard a été décoré de l'Ordre national

M. Michel Rocard a reçu du gouverneur général, M. Bill Hayden, samedi 1^{er} août, l'insigne de compagnon de l'Ordre de l'Australie, en raison de sa contribution au rapprochement franco-australien et du rôle qu'il a joué dans les négociations sur l'environnement dans l'Antarctique. En privé, les hommes politiques australiens n'ont pas de mots assez forts pour louer l'ancien premier ministre. La presse donne l'image d'un homme qui a su changer la vision que les pays des antipodes avaient de la France. Il a été, en 1989, le premier chef de gouvernement français à se rendre en Australie. Les accords de Maastricht sur la Nouvelle-Calédonie avaient déjà permis un réchauffement des relations entre les deux pays.

Les quotidiens ont aussi noté avec satisfaction que M. Rocard avait présenté publiquement ses excuses pour l'attentat contre le Rainbow Warrior et qu'il s'était engagé avec l'Australie à faire de l'Antarctique une réserve internationale, afin d'y empêcher toute forme d'exploitation minière. A cela il faut ajouter la coopération diplomatique sur d'autres points, notamment le désarmement chimique et les négociations pour le paix au Cambodge. — (Corbis)

CENTRAFRIQUE

Un opposant tué lors d'affrontements

Plusieurs voitures transportant des militaires français ont été visées par des jets de pierres, lundi matin 3 août, à Bangui où débute une journée « ville morte », à l'appel de l'opposition, a-t-on appris de source informée, dans la capitale centrafricaine. Samedi, le Dr Jean-Claude Conjugo, responsable de l'Alliance pour la démocratie et le progrès (ADP, opposition), avait été mortellement blessé à Bangui, dans des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, lors de l'ouverture du « grand débat national » organisé à l'initiative du pouvoir.

Les manifestants, estimés à plusieurs centaines d'après des témoins, avaient répondu à l'appel de la Concentration des forces démocratiques (CFD), composée de quatorze partis d'opposition, et de l'Union syndicale des travailleurs de Centrafrique (USTC). — (AFP)

BÉNIN : manifestation de militaires. Le gouvernement béninois a annoncé, lundi 3 août, à la radio, que des militaires avaient pris le contrôle du camp de Naitingou, à 440 kilomètres au nord-ouest de Cotonou, pour réclamer la libération d'officiers arrêtés à la suite de « la tentative de coup de force du 27 mai dernier ». — (AFP)

ITALIE

M. Emilio Colombo est nommé ministre des affaires étrangères

Notable démocrate-chrétien et européen de la première heure, M. Emilio Colombo, soixante-deux ans, a été nommé, samedi 1^{er} août, ministre italien des affaires étrangères en remplacement de M. Vicenzo Scotti.

Ce dernier, également démocrate-chrétien, avait démissionné, mercredi 29 juillet, après la décision de son parti d'instaurer l'incompatibilité entre mandat parlementaire et fonction ministérielle (le Monde du 1^{er} août).

M. Colombo est un politicien chevronné. Ancien président du conseil dans des coalitions de centre gauche entre 1970 et 1972, il s'est notamment distingué par son engagement européen. Entré dans l'arène politique à vingt-six ans, M. Colombo, secrétaire d'État à l'Agriculture à vingt-huit ans, a occupé ensuite pendant près de trente ans de nombreux postes ministériels, dont celui des affaires étrangères. Il a présidé le Parlement européen en 1977, puis en 1979. — (AFP)

ISRAËL : deux Arabes nommés vice-ministres. - Neuf nouveaux vice-ministres, sept travaillistes et deux du Meretz (gauche), ont été nommés, dimanche 2 août, en Israël lors de la réunion du gouvernement, portant le total des vice-ministres à douze. Deux Arabes, MM. Walid Tzadik et Nawaf Massalha, font partie du groupe, ce qui n'est pas inhabituel dans les gouvernements dirigés par les travaillistes. — (AFP)

Raid aérien israélien au Liban sud. - Une femme a été blessée, dimanche 2 août, lors d'un raid aérien israélien, le sixième en huit jours, contre la localité de Qlaylé, proche de la « zone de sécurité » occupée par l'État juif au Liban-sud. Un porte-parole de l'armée israélienne a indiqué que le raid visait une base du Hezbollah pro-iranien. Lundi matin, l'aviation israélienne a, à nouveau, bombardé les positions intégrées à l'est de Salda, dans le village de Milta. — (AFP, AP)

Reprise à la mi-septembre des négociations multilatérales sur le Proche-Orient. - Le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, a annoncé dimanche 2 août au gouvernement avoir été informé par l'administration américaine de la reprise, à la mi-septembre, des négociations multilatérales sur la paix au Proche-Orient, à l'indiqué une source diplomatique israélienne. La commission sur le contrôle des armements se réunira à Moscou du 15 au 17 septembre, celle sur les ressources en eau à Washington les 15 et 16 septembre.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême approuve provisoirement le rapatriement forcé des boat-people haïtiens

La Cour suprême des États-Unis a autorisé, samedi 1^{er} août, le gouvernement fédéral à continuer de rapatrier de force dans leur pays les boat-people haïtiens interceptés en haute mer par les garde-côtes américains.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Par sept voix contre deux, la Cour suprême a estimé que cette politique, qui a notamment ralenti le flux des départs, pouvait être poursuivie sans que les intéressés fassent l'objet d'un interrogatoire en bonne et due forme des officiers des services d'immigration permettant de déterminer s'ils avaient droit ou non au statut de réfugié politique. Les garde-côtes ont intercepté au total environ 37 000 Haïtiens naviguant sur des embarcations de fortune, depuis le coup d'État militaire du 30 septembre dernier qui a renversé le président élu Jean-Bertrand Aristide.

Dans un premier temps, l'administration Bush a choisi de les interner sur des navires-prisons ancrés devant la base américaine de Guantanamo, à l'est de Cuba, puis dans un camp installé sur cette base. Les officiers d'immigration étaient chargés de faire le tri entre ceux qui pouvaient légitimement craindre pour leur vie en raison des persécutions politiques s'ils étaient ramenés en Haïti, et ceux qui fuyaient seulement la pauvreté. Dix mille Haïtiens ont été ainsi admis aux États-Unis en tant que réfugiés politiques.

Washington espérait visiblement qu'une solution serait rapidement trouvée à la crise provoquée par le coup d'État. Mais rien n'est venu de ce côté-là et le système mis en place a été peu à peu débordé par l'afflux des boat-people. M. Bush a donc signé, le 24 mai, un décret autorisant les garde-côtes à rapatrier de force à Port-au-Prince, et



sans aucun interrogatoire, les Haïtiens interceptés en mer. Cette pratique était déclarée illégale, le 29 juillet par une cour d'appel fédérale de New-York, qui faisait valoir qu'une loi de 1980 interdisait de « remettre des étrangers entre les mains de leurs persécuteurs ». Le gouvernement obtenait cependant que cette décision reste sans effet tant que la Cour suprême ne se serait pas prononcée.

Celle-ci a maintenu samedi la suspension du jugement de la cour d'appel, laissant de fait les garde-côtes continuer d'appliquer le décret présidentiel. Mais elle a demandé à l'exécutif de présenter ses arguments devant elle avant le 24 août. L'instance judiciaire suprême devrait donc trancher dans les semaines qui viennent. Les avocats qui plaident en faveur des réfugiés haïtiens font valoir que le temps presse et que chaque

jour qui passe voit des malheureux rendus aux autorités de Port-au-Prince dans des conditions qui laissent présager le pire.

Deux poids, deux mesures

L'administration Bush a fait connaître samedi sa satisfaction devant cette décision provisoire en sa faveur. « Cette mesure continue à dissuader les Haïtiens de prendre la mer vers les États-Unis dans des embarcations impropres à la navigation », a déclaré M. Judy Smith, secrétaire de presse adjointe de la Maison Blanche. L'argument « humanitaire » de l'exécutif est qu'il faut éviter tout ce qui peut inciter les habitants de l'île caribéenne à tenter une aventure dangereuse au cours de laquelle beaucoup périssent noyés.

Les deux membres de la Cour suprême qui se sont prononcés

contre le maintien du décret présidentiel ont estimé au contraire que le gouvernement « n'offre que des arguments vagues, alors que les Haïtiens font face aux risques immédiats et bien réels d'être maltraités, voire tués, par ceux-là mêmes entre les mains desquels ils sont remis de force ».

Il y a, à l'évidence, une différence de traitement choquante entre le sort des Haïtiens et celui des Cubains. Les premiers sont renvoyés chez eux sans ménagement tandis que les seconds sont accueillis à bras ouverts. L'administration Bush qui a souvent, dans le passé, fait la leçon aux Européens en matière de réfugiés — notamment aux Britanniques à propos du rapatriement forcé des boat-people vietnamiens qui tentent d'aborder à Hongkong — aura plus de mal à l'avenir à justifier ses critiques. A moins, évidemment, que la Cour suprême ne tranche finalement en faveur des réfugiés haïtiens.

DOMINIQUE DHOMBRES

Un plan a été élaboré dès les années 50 en cas d'attaque nucléaire. — Au plus fort de la guerre froide, le gouvernement américain avait fait creuser de nombreux bunkers et enterré d'importantes sommes d'argent, dans le cadre d'un gigantesque plan baptisé « Jugement dernier », et élaboré dans l'éventualité d'une guerre nucléaire, rapporte l'hebdomadaire Time dans son édition du lundi 3 août. Le président Eisenhower, qui en est à l'origine, avait prévu de réorganiser toutes les branches de l'administration dans différents sites entourant la capitale. Des exercices d'évacuation étaient d'ailleurs organisés chaque année. Selon Time, beaucoup de ces mesures seraient encore appliquées dans l'hypothèse d'un conflit nucléaire. — (AFP)

AFRIQUE

ALGÉRIE : alors qu'attentats et sabotages se multiplient

Les autorités annoncent le démantèlement de plusieurs groupes islamistes

Deux policiers ont été tués par balles, samedi 1^{er} août, à Alger, à quelques heures d'intervalle, par des inconnus qui ont réussi à prendre la fuite. L'une des deux victimes a été défenestrée de son appartement, l'autre a été tuée dans une rue. En une semaine, quatre policiers ont été assassinés dans des circonstances semblables, probablement par des commandos islamistes contre lesquels les autorités multiplient les opérations.

Les forces de sécurité annoncent ainsi avoir intercepté, les 1^{er} août et 2 août, dans la région d'El Oued, en bordure du Sahara, une trentaine de membres présumés du « Mouvement islamiste armé ». Quatre-vingt-dix

kilos d'explosifs, cent trente bombes, des « tonnes d'armes » et du matériel divers auraient été saisis. La région d'El Oued avait été le théâtre, le 29 novembre dernier, d'une attaque meurtrière menée par un groupe d'islamistes contre le poste de garde-frontières de Guezzam.

Seize autres arrestations ont été opérées à Ain-Defla, où, le 25 juillet, M. Abdelkader Chelkenti, dit El Assani, chef d'un important groupe armé, avait déjà été intercepté (le Monde du 31 juillet) — à Ouled-Yaich, près de Blida, à Oran, à Biskra et à El Milia. Selon les autorités, ces arrestations ont été rendues possibles grâce à la collaboration de la population.

Huit arrestations ont également été annoncées à Taret, à 320 km au sud d'Alger, après quatre attentats commis, samedi, contre les installations téléphoniques et contre un pylône de la centrale électrique qui alimente la ville. Le sabotage des lignes téléphoniques avait bloqué les communications durant plusieurs heures au cours du week-end. Depuis deux semaines, des sabotages similaires ont été commis dans plusieurs autres localités d'Algérie. — (AFP, Reuters, AP)

Le directeur du Matin poursuivait pour « diffusion d'informations erronées ». — M. Mohamed Bencheou, directeur du quotidien algérois le Matin, comparaitra, le 29 septembre prochain, devant un juge d'instruction pour « diffusion d'informations erronées ». Il avait été interpellé le 30 juillet, et libéré quarante-huit heures plus tard, après avoir publié une information faisant état de l'arrestation d'un des chefs « militaires » islamistes, M. Abdelkader Cheboubi. La gendarmerie avait « catégoriquement » démenti l'information (le Monde du 31 juillet et du 1^{er} août). Ce n'est pas la première fois que des journalistes sont incarcérés, même si, cette fois, l'on ne saisis pas nettement le préjudice subi par les autorités qui, tous les jours désormais, font état de leurs succès face aux groupes islamistes armés.

Une mise au point du premier ministre algérien sur les sociétés pétrolières

A propos du compte rendu de la récente conférence de presse de M. Belaid Abdesslam (le Monde du 29 juillet), nous avions écrit, sur la foi d'une dépêche d'agence, que M. Abdesslam « était disposé à revenir à la situation d'avant les nationalisations de février 1971, lorsque l'Algérie (...) avait d'abord procédé, avant de la nationaliser, à une prise de contrôle majoritaire des sociétés pétrolières étrangères ». Les services du premier ministre algérien nous ont adressé la mise au point suivante :

« Il convient de rappeler qu'en février 1971, l'État algérien avait pris le contrôle de l'industrie des hydrocarbures en nationalisant 51 % de toutes les sociétés pétrolières. Les sociétés étrangères n'avaient alors pas été exclues de la possibilité de conserver des intérêts dans l'exploitation du pétrole algérien. Elles pouvaient rester propriétaires de parts allant jusqu'à 49 %. Certaines sociétés avaient aussitôt choisi de vendre leurs parts à Sonatrach, d'autres ont préféré rester en Algérie où elles ont poursuivi, en association avec Sonatrach, leurs activités industrielles. C'est dans ces conditions qu'il y a lieu de situer la référence faite par le chef du gouvernement à la situation qui a prévalu après les décisions de février 1971. »

AFRIQUE DU SUD

La beauté partagée

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Les Blancs sud-africains ne sont plus les seuls à être belles. Pour la première fois, le concours de Miss Afrique du Sud était ouvert, cette année, à toutes les communautés. Et c'est une jeune métisse du Cap, Amy Kleinheins, jeune mannequin de vingt-quatre ans, qui a fait l'unanimité, samedi 1^{er} août. L'événement est assez extraordinaire pour être signalé. D'autant que la dauphine d'Amy est une jeune Noire de Soweto, le ghetto le plus célèbre d'Afrique du Sud.

Comme le veut la coutume, c'est Miss Afrique du Sud 1991, Diane Tilden-Davis, qui a couronné la belle Amy. Un geste qui efface symboliquement les propos racistes qu'elle avait tenus l'an passé, sur les coutumes alimentaires et les traditions sociales des jeunes filles noires qui, selon elle, auraient dû leur interdire à jamais de remporter le moindre concours de beauté. Une prédiction bête et méchante prouvant aujourd'hui que si les jeunes Blancs n'ont plus le monopole de la beauté, elles n'avaient pas non plus celui de l'intelligence.

F. F.

ANGOLA : libération d'un Français enlevé par des indépendantistes du Cabinda. — M. Michel Lévêque, un Français qui avait été enlevé le 15 juillet à la frontière entre le Congo et le Cabinda par des membres du Front de libération de l'enclave du Cabinda (FLEC, indépendantiste) (le Monde du 22 juillet), a été libéré par ses ravisseurs, a indiqué son épouse dimanche 2 août. — (AFP)

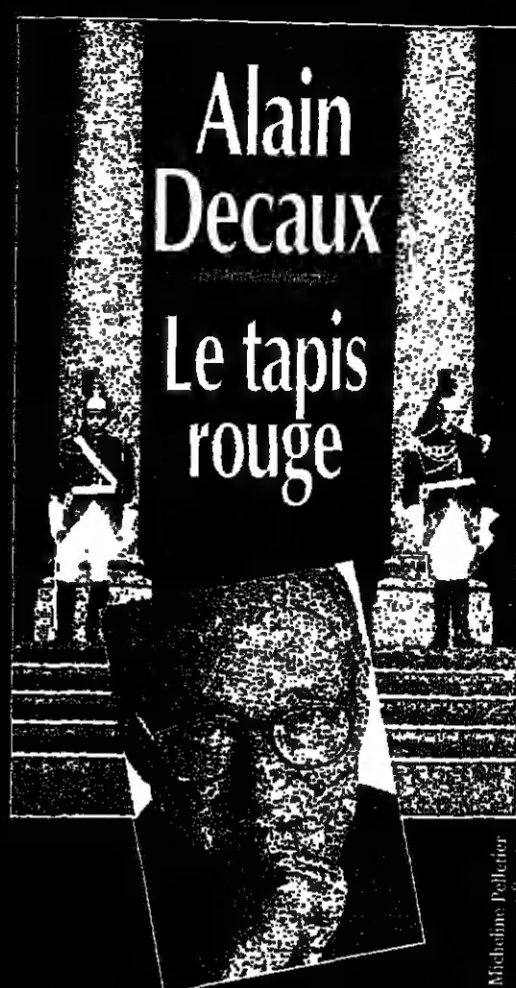
DJIBOUTI : appel à l'aide en faveur des populations sous le contrôle des rebelles. — Le Front uni de l'opposition djiboutienne a lancé un appel aux organisations non gouvernementales (ONG), dimanche 2 août, pour qu'elles portent secours aux populations du Nord et du Sud-Ouest « soustraites depuis dix mois à un blocus économique, alimentaire et médical ». Aucune organisation humanitaire n'est intervenue, et celles qui ont souhaité intervenir ont été purement et simplement interdites par le gouvernement djiboutien, a souligné l'opposition, dans un communiqué publié à Paris.

NIGÉRIA : les premières élections primaires marquées par des irrégularités. — De graves irrégularités ont caractérisé les premières élections primaires, organisées samedi 1^{er} août dans cinq États de la fédération nigérienne dans la perspective de l'élection présidentielle du 5 décembre. Des violences ont eu lieu dans l'État du Borno, dans le nord, où les agents de certains des vingt candidats ont ouvertement distribué de l'argent aux électeurs, selon la radio nationale. — (AFP, Reuters)

TCHAD : la Ligue des droits de l'homme suspend sa participation au gouvernement. — La Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH) a annoncé, dimanche 2 août, qu'elle suspendait sa participation au gouvernement, en attendant que le premier ministre, M. Joseph Yodoyman, présente la démission collective de son cabinet. Cette décision a été prise à la suite de la mort de six civils, tués dans la nuit de samedi à dimanche par des gendarmes, à Diga, au nord-est de N'Djamena. La LTDH était représentée au gouvernement par le ministre délégué chargé des affaires humanitaires, le Dr. Djime Haby Lantoine. — (AFP)

“Le tapis rouge est le premier documentaire vécu et vrai sur les réalités secrètes du pouvoir. Avec des confidences de Michel Rocard comme on n'en avait jamais lu et entendu.”

Henri Marque - Valeurs Actuelles



Il raconte avec verve ses aventures d'historien au pays des pros de la politique - PARIS-MATCH ■ Autant d'épisodes où se mêlent le comique et l'aigu de l'observateur - LE JOURNAL DU DIMANCHE ■ Etincelant - LA VOIX DU NORD ■ Un document rare - L'EXPRESS ■ Riche en portraits, anecdotes, petites histoires - LIBERATION ■ La malice d'un Candide - LE NOUVEL OBSERVATEUR ■ Savoureux : un homme libre - LE FIGARO MAGAZINE ■ Admirablement écrit - LA CROIX ■ Humour, verve et précision... une plaisante leçon de politique et d'histoire - LE POINT ■ Vous ne le lâcherez plus quand vous l'aurez ouvert - OUEST-FRANCE ■

Perrin

JUSTICE

Instruction interrompue

L'ancien maire de Villeparisis et un adjoint mis en cause dans l'affaire de la tour BP

Depuis le lundi 27 juillet, l'instruction parisienne de l'affaire de la tour BP, conduite par M. Jean-Luc Delahaye, est interrompue. La mise en cause, ce jour-là, par l'un des inculpés, M. José Gil, de deux élus RPR - l'ancien maire de Villeparisis (Seine-et-Marne), M. Claude Duchemin, et l'un de ses adjoints, M. Alain Chaverno - a entraîné, sur réquisition du parquet, la transmission du dossier à la chambre criminelle de la Cour de cassation afin qu'elle désigne la juridiction compétente pour poursuivre l'information judiciaire (le Monde du 1^{er} août). Cette interruption soudaine intervient alors que ce dossier, qui compte déjà seize inculpés, devait connaître de nouveaux développements courants août.

Des tours de la Défense aux bureaux de la préfecture de police de Paris, en passant par diverses villes de banlieue, cette affaire mêle gros et petits promoteurs, grands «filas» et policiers de base, grosses commissions et petites combines. Au moment où la lutte contre la corruption est à l'ordre du jour gouvernemental, ce dossier a tour à tour éclairé d'une lumière crue les mœurs répandues dans le monde de l'immobilier à l'occasion de la flamme des années 80. Ainsi de l'histoire de José Gil dont les confessions ont provoqué l'arrêt de l'instruction du juge Delahaye.

De nationalité portugaise, M. Gil avait fait, au milieu des années 80, la connaissance du brigadier-chef Daniel Voiry, en fonction à la préfecture de police, alors qu'il cherchait à se lancer dans les affaires immobilières. Mais, jusqu'alors, M. Gil n'avait pas réussi à obtenir les agréments nécessaires, ne remplissant pas les conditions exigées par la loi pour devenir agent immobilier. Or à ce stade, le policier se proposait d'aplanir ces difficultés. M. Gil put donc, sur la base de documents falsifiés, créer la SARL Immobil, établie au Raincy (Seine-Saint-Denis).

Passant au crible toutes les relations d'affaires du brigadier-chef, qui s'est donné la mort en décembre 1990, les policiers de la brigade financière de la police judiciaire s'intéressaient de longue date à M. Gil. N'avait-il pas prêté, entre 1988 et 1989, 2,6 millions de francs au policier qui avait créé, avec son épouse, la société Eurocon spécialisée dans le «blanchiment» de commissions occultes, en marge de transactions immobilières? Mais le juge d'instruction attendait qu'il lui apportait la preuve que M. Gil n'avait pu créer sa société immobilière que grâce à l'entremise complaisante du brigadier-chef.

Le 3 juillet, il inculpait M. Gil d'obtention induite de document administratif, exercice illégal de la profession d'agent immobilier, usage de faux, recel et abus de biens sociaux. Eurocon, M. Gil assistait impuissant au naufrage de ses affaires. L'administrateur provisoire désigné par le juge d'instruction a récemment déposé le bilan d'immobilier.

Toutefois, le magistrat et ses enquêteurs étaient surtout intéressés par une commission de 500 000 francs hors taxes (593 000 francs TTC) versée en mai 1989 par M. Gil et deux associés à Eurocon, la «société-taxe» de Daniel Voiry. Elle était censée rémunérer l'aide du policier pour l'achat d'un terrain de 14 000 mètres carrés à Villeparisis, sur la zone d'aménagement concerté de l'Ambresia. Dans ses premières déclarations, M. Gil affirmait que l'intervention d'Eurocon avait été réelle et méritait salaire. Mais, interrogés à leur tour, ses deux associés déclaraient sa version, affirmant qu'ils n'avaient jamais été en relation avec Voiry et que M. Gil leur aurait imposé le versement de cette commission.

En Seine-Saint-Denis, deux personnes tuées par l'écroulement d'un mur. Deux membres d'une famille d'origine turque ont été tués et cinq autres blessés, dont un grièvement, dimanche 2 août, à Livry-Gargan (Seine-Saint-Denis), par l'écroulement d'un mur. Le propriétaire d'un pavillon était en train de démonter lui-même la charpente de sa maison, pour la surélever d'un étage, alors que sa famille se trouvait juste en dessous, seulement protégée par une bache.

Se sentant abandonné par ses anciens amis, M. Gil décide de revenir sur ses précédentes déclarations. Le lundi 27 juillet, il déclarait au juge d'instruction qu'en réalité, alors qu'il voulait se porter acquéreur de ce terrain mis en vente par la municipalité RPR de Villeparisis, Daniel Voiry était lui-même propriétaire de ce terrain. S'il versait une commission de 500 000 francs, le maire accepterait de lui vendre le terrain. Dans sa déposition, M. Gil citait les noms du maire, qui a perdu son mandat en 1989, et de l'un de ses adjoints, chargé du département de l'urbanisme. La mention sur procès-verbal de ces deux élus suffisait à entraîner l'arrêt de l'instruction en raison du «privilège de juridiction» qui impose, dans ce cas, le désistement du juge et la transmission du dossier à la Cour de cassation.

Obligés de se soumettre à cette règle, aujourd'hui de plus en plus contestée, les «financiers» de la direction centrale de la police judiciaire sont quelque peu dépités tant leurs investigations sur les activités du brigadier Voiry allaient bon train. Eurocon rendait en effet service à des clients très divers, en quête de sommes en liquide - de «black», selon l'argot de ce milieu, autrement dit d'argent noir - pour rembourser tel ou tel intervenant complaisant. Versé à Eurocon, le plus souvent par des cabinets immobiliers, l'argent ressortait sous forme de chèques à l'ordre d'amis du policier qui retirait ensuite les sommes en liquide et les lui remettait.

Convocation annulée pour M. Pellerin

C'est ainsi qu'entre la venue du brigadier-chef Daniel Voiry, douze personnes sont inculpées pour avoir eu recours aux services d'Eurocon. Il s'agit de quatre responsables des cabinets Richard Ellis, BBIE et GEFIC, d'un gérant d'intermarché et des sept protagonistes de l'achat en 1988 de la tour BP et cabinet F&H-Hampten et au million qu'ils offrirent à M. Paul Gatrill, l'un des négociateurs britanniques qui les aida à réussir cette opération.

Les acheteurs étaient M. Christian Schwartz, remis en liberté après près de six mois de détention, et surtout M. Christian Pellerin, le célèbre promoteur de la SARL SEERL, les deux hommes étant associés pour l'occasion à travers leurs sociétés respectives, PII et Lucia. Après avoir inculpé en janvier M. Pellerin de «complicité d'abus de biens sociaux et de complicité de faux et usage de faux», le juge d'instruction avait fait connaître au parquet, en février, son intention de l'inculper également «pour corruption active et fausse» (le Monde du 29 février). Cette décision s'appuyait sur un rapport de synthèse établi par le commissaire principal Jean-Paul Bonzin qui révélait comment M. Paul Gatrill avait transmis des informations confidentielles aux dirigeants de Lucia et PII leur permettant d'ajuster leur offre afin qu'elle soit la meilleure.

Après un long silence, la section financière du parquet de Paris établit une réquisition supposant l'extension de l'instruction pour «faux» sur la base de ces faits nouveaux. Les avocats de M. Pellerin s'attendaient donc à ce que de nouveaux chefs d'inculpation lui soient signifiés. Un premier rendez-vous avait été pris pour le 2 juillet, mais avait été reporté au 10 août en raison des graves difficultés financières que connaît actuellement Oligar, holding des activités immobilières de M. Pellerin. Ce rendez-vous, comme tous les autres actes de l'instruction, a été annulé, le promoteur évitant ce nouveau désagrément grâce aux révélations de M. Gil, remis en liberté dès le lendemain de sa confession.

Ce répit profite aussi à la commune de Courbevoie, dont le maire UDF est M. Charles Deprez. Les enquêteurs avaient en effet le projet de comprendre pourquoi la municipalité avait abandonné en l'espace d'une semaine son droit de préemption - dont le délai légal est de deux mois - lors de la vente de la tour BP. Ils s'interrogeaient également sur les assurances qui avaient

permis à la société de M. Pellerin, Lucia, d'annoncer, dès le 31 décembre 1988, qu'elle avait obtenu un «permis de construire» autorisant l'extension de la surface de l'immeuble de 30 633 mètres carrés à 47 000 mètres carrés. Or ce n'est qu'en février 1991 que la ville de Courbevoie a adopté le principe de la création d'une ZAC «bord de Seine» englobant la tour BP et impliquant l'augmentation de sa surface, et donc de sa valeur (le Monde du 25 janvier).

Enfin, l'interdiction de l'instruction laisse en jachère l'autre volet de ce dossier gogone : les amitiés et solidarités policières du brigadier Voiry. Aux quatorze inculpés déjà mentionnés s'ajoutent en effet un sous-brigadier affecté, comme son défunt collègue, à la direction de la sécurité publique parisienne, M. Jean-Marie Kelai, et un inspecteur général de la police nationale à la retraite, en fonction à la Banque de France, M. Georges Le Corre.

Le sous-brigadier Kelai, aujourd'hui suspendu, avait accepté de jouer les relais en encaissant sur son compte personnel des chèques d'Eurocon pour un total de 1 million de francs, dont il reversa ensuite le montant en liquide à Daniel Voiry. Quant à M. Le Corre, ancien directeur de la sécurité publique de juillet 1983 à février 1986, puis de juin 1986 à juillet 1988, et ayant eu à ce titre Daniel Voiry comme secrétaire particulier, il est inculpé de recel

d'abus de biens sociaux pour avoir bénéficié du paiement par Eurocon de travaux de serrurerie et de clôture effectués dans son pavillon.

Lors de son interrogatoire, M. Le Corre précise que le brigadier Voiry, parmi les multiples services qu'il rendait à certains hiérarques policiers, s'occupait de récupérer les cotisations des membres de l'Association des hauts fonctionnaires de la police nationale qui regroupe les policiers les plus élevés en grade - contrôleurs et inspecteurs généraux. Ce n'est pas la moindre ironie de cette affaire... Car l'enquête sur la dimension policière des activités occultes de Daniel Voiry était confiée à l'inspection générale de la police nationale (IGPN), surnommée «le cimetière des éléphants» par la rumeur policière et où sont justement affectés nombre des hauts fonctionnaires membres de l'association dont le brigadier Voiry remplissait la caisse!

Quand la Cour de cassation aura désigné la juridiction compétente pour poursuivre l'instruction, nul doute que les enquêteurs s'efforceront de clarifier ce point si, d'ailleurs, ces vacances forcées ne leur ont pas fait perdre le fil d'une affaire bien complexe.

EDWY PLENEL

SCIENCES

Après son lancement par Atlantis

La plate-forme européenne Eureka connaît des difficultés techniques

Retardé de vingt-quatre heures, le lancement de la plate-forme européenne récupérable Eureka a été finalement exécuté avec succès, dimanche 2 août, par l'astronaute suisse Claude Nicollier, à bord de la navette américaine Atlantis. De nouveaux problèmes techniques ont cependant empêché les techniciens de placer Eureka sur son orbite de travail. Les responsables de l'Agence spatiale européenne (ESA) espèrent pouvoir y parvenir lundi. Mardi 4 août débute la partie la plus délicate et la plus spectaculaire de sa mission : le largage d'un «satellite à fil» italien qui restera accroché à la navette par un câble pendant une trentaine d'heures.

Sortie de la soute à l'heure prévue samedi matin 1^{er} août, la plate-forme Eureka avait déjà connu une première déconvenue alors qu'elle était encore retenue au bout du bras manipulateur d'Atlantis mané par l'astronaute suisse de l'ESA Claude Nicollier. Des difficultés de communication avec le sol ont compliqué le déploiement de ses panneaux solaires et de l'une de ses antennes. Ces problèmes surmontés, la défaillance d'une boîte électronique à bord d'Eureka, et la persistance d'anomalies dans les transmissions de données amenaient cependant les techniciens à retarder le largage (le Monde daté 2-3 août).

C'est finalement dimanche à 9 h 05 (heure de Paris), avec vingt-quatre heures de retard sur

le plan de vol, que Claude Nicollier a pu lâcher délicatement ce satellite de 4,5 tonnes. Quelques heures plus tard, hélas, des «anomalies dans l'altitude» et l'orientation d'Eureka conduisirent les ingénieurs de l'ESA, opérant depuis le centre de Darmstadt (Allemagne), à interrompre prématurément l'allumage des moteurs de la plate-forme qui devaient l'emporter sur son orbite de travail à plus de 500 kilomètres d'altitude. Lundi, ces derniers ne désespèrent pas de réussir cette manœuvre.

S'il n'y parvenaient pas, Eureka resterait sur une orbite elliptique entre 425 km et 433 km. Elle pourrait quand même conduire partiellement sa mission scientifique. Mais, durant les neuf mois de son séjour dans l'espace, elle risquerait, à cette altitude trop basse, d'être dangereusement freinée par les très hautes couches de l'atmosphère. Sa récupération par une autre navette, prévue en avril prochain, pourrait alors être impossible.

«Un tigre par la queue»

Eureka larguée, la navette devait ensuite abaisser son orbite de 425 km à 296 km, pour entamer le second volet de son programme. Une expérience extrêmement spectaculaire consistant à déployer et à récupérer le TSS (Tethered Satellite System). Réalisé par l'Italie dans le cadre d'un contrat avec la NASA, ce dispositif étonnant semble sorti tout droit de l'imagination débridée d'un lauréat du concours Lépine. Il s'agit d'une sorte de compromis entre le satellite et le ballon d'enfant, composé d'une boucle de 512 kilos bourrée d'instruments qui sera tractée pendant une trentaine d'heures par la navette, au bout d'un câble de 20 kilomètres de long qu'on peut voir qu'un spaghetti (2,54 millimètres), lui-même armé au sommet d'une tour flexible faisant un peu office de «canne à pêche».

Cette manœuvre, dont on imagine la difficulté, est évidemment impossible à simuler sur Terre. Le seul précédent dans l'histoire spatiale date de 1966. Un essai tenté avec les capsules Gemini 11 et 12 qui étaient restées attachées quelques heures au dernier étage d'une fusée Agena par une sangle. Le résultat avait donné la chair de poule à l'équipage. «Ramenner le TSS dans la soute sera comme attraper un tigre par la queue, mais nous sommes sûrs

CATASTROPHES

Selon la compagnie thaïlandaise

L'accident de l'Airbus au Népal n'est pas dû à une défaillance de l'appareil

BANGKOK

de notre correspondant

Des sauveteurs ont pu, dimanche 2 août, rejoindre l'épave de l'Airbus 300-310 de la Thai qui s'était écrasé sur une montagne au Népal quarante-huit heures auparavant (le Monde des 2-3 août). Ils ont annoncé que l'espoir de retrouver des survivants parmi les 113 passagers et membres de l'équipage était «nul».

Les débris de l'appareil ont été retrouvés à flanc de montagne, à 3 500 mètres d'altitude et à quarante kilomètres au nord-est de Katmandou. Les hélicoptères qui l'ont repéré n'ont pas pu se poser en raison de la densité de la forêt. Des sauveteurs ont pu, cependant, descendre à l'aide de fils et ont affirmé qu'aucun débris de la carlingue n'était d'une longueur supérieure à deux mètres, laissant entendre que l'appareil s'était quasiment volatilisé. Un hélicoptère de fortune, capable d'accueillir des Puma, a été amené à trente minutes de marche du site de la catastrophe.

A Bangkok, selon le vice-président exécutif de la Thai, M. Chatchai Bunya-Ananta, l'enregistrement - de la dernière conversation entre le pilote et la tour de contrôle de l'aéroport de Katmandou permettait de penser que le premier avait eu des difficultés, en raison du mauvais temps, avec la procédure précédant l'atterrissage. L'accident ne serait donc pas lié à un mauvais fonctionnement de l'appareil, a-t-il dit. En effet, peu avant que la tour de contrôle perde le contact avec l'appareil, le commandant de bord avait fait état d'un «problème technique», avant d'ajouter que ce dernier était réglé. Cette conversation aurait permis de retrouver la trajectoire de l'appareil.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Un très bon client du consortium européen

«La compagnie Thai Airways International est un de nos meilleurs clients», indique-t-on chez Airbus Industrie où l'on précise que la flotte de la compagnie thaïlandaise compte notamment douze appareils A 300 B2-B4, des moyens courriers de 250 places en moyenne ; quatorze A 300-600 (version modernisée du précédent appareil) avec une capacité moyenne de 287 places ; deux A 310-200 et deux A 310-300 de 220 places. En outre, Thai Airways a en commande deux A 300-600 et huit A 330.

LETTRES

La mort de Fernand Robert

L'helléniste Fernand Robert, ancien professeur à la Sorbonne, est décédé le 25 juillet dans sa quatre-vingt-cinquième année (le Monde du 31 juillet).

Avec Fernand Robert disparaît l'un des plus brillants représentants de l'hellénisme traditionnel. Longtemps sur la brèche pour la défense des langues classiques dans notre pays, notamment à l'Association Guillaume Budé où il eut des fonctions importantes pendant vingt années difficiles, de 1962 à 1981, Fernand Robert fut peut-être un homme de parole plus encore que de plume. Professeur au charisme certain, conférencier brillant, il commença sa carrière universitaire en 1936. En 1946, il avait le courage d'écrire que la foi humaniste «ne s'étonne et ne se rebute d'aucune faiblesse, d'aucune chute». Face à la science qui se démode, il gardait sa fidélité à Homère qui ne vieillit pas. Et il lui a consacré quelques-unes de ses plus belles pages, depuis son *Homère* (1950), jusqu'aux préfaces de 1972 à *l'Illiade* et à *l'Odyssée*. Sa thèse, *Thymélé. Recherches sur la signification et la destination des monuments circulaires dans l'architecture religieuse de la Grèce* (1939), eut pu rester un monument d'érudition archéologique. Il sut en tirer une théorie reliant l'origine de la tragédie à des

rituels funéraires archaïques, qui a été depuis très largement confirmée.

Homme d'égare, il n'hésita pas à prendre des positions provocatrices, s'afficha en 1970 comme un «mandarin», au moment même où l'idéal «socialiste» de «donner à tous un travail digne et des loisirs permettant aux travailleurs de penser». Parce que, comme il le disait, «il avait confiance dans le peuple», il prônait un enseignement exigeant, considérant que si la sélection par le savoir était rejetée, seule régnerait la sélection par l'origine sociale. Mais c'est sans doute l'image du savant à l'optimisme raisonné qui devrait demeurer de Fernand Robert : «Je crois aux étudiants qui travaillent et à la joie de les faire travailler».

[Fernand Robert, né le 30 mars 1908, à Paris, a publié notamment *Thymélé. Recherches sur la signification et la destination des monuments circulaires dans l'architecture religieuse de la Grèce* (1939) ; *l'Illiade*, essai de définition, Les Belles Lettres, 1946, réimp. 1972 ; *la Littérature grecque*, PUF, «Que sais-je?», 1946 ; *Homère*, PUF, 1950 ; *Un mandarin prend la parole*, PUF, 1970 ; *la Religion grecque*, PUF, «Que sais-je?», 1981. Il fut professeur à la faculté des lettres de Rennes de 1936 à 1954, à la Sorbonne de 1954 à 1977, président du jury de l'agrégation de lettres classiques (hommes) de 1960 à 1967, secrétaire général (1963-1975) puis président (1975-1981) de l'Association Guillaume Budé.]

سكز من الامل

Zapping

« Des images, pas de bavardages. » C'est le leitmotiv de Gérard Holtz quand il commande le « Startrek » des chaînes du service public à Barcelone. Huit monteurs de télévision lui font face dans le studio aménagé pour la couverture des Jeux. L'animateur vedette du service des sports d'Antenne 2 a un œil sur chacune des compétitions en cours. Dès qu'un concurrent français est en lice, il peut ainsi « zapper » d'une épreuve à l'autre. Et il vante l'opération comme il gratifie de « super » et de « formidables » les prestations des commentateurs et des consultants avec lesquels il jongle.

L'amateur de sport trouve-t-il son compte dans ces tours d'illusionnisme cathodique ? Au moment de la sieste, la technique du plus obscur plongeur est disséquée sous tous les angles à n'en plus finir, comme s'il s'agissait de l'événement le plus important des Jeux. Quand les Catalans envahissent les ramblas, le temps manque pour être partout à la fois. Commence alors une chasse effrénée à la médaille française. Impossible désormais de suivre un événement. Les nouvelles d'un sport n'arrivent que tant que le concurrent national reste en lice. Tant pis pour les étrangers. Ils ne sont jugés dignes d'intérêt, à la rigueur, que s'ils pratiquent l'athlétisme ou la gymnastique.

S'agit-il d'empêcher le téléspectateur installé devant son petit écran de jouer avec sa télécommande en faisant sa fibre nationale ? Canal-Plus s'y exerce presque vingt-quatre heures sur vingt-quatre avec le concours d'une pléiade d'anciens champions qui vocifèrent comme Chantecler au lever du jour. Il paraîtrait d'ailleurs que l'un d'eux, l'ancien champion olympique de judo, Thierry Rey, a réinventé à cette occasion le commentaire sportif : en guise d'explications, il a « coaché » les combattants français comme un entraîneur au bord des tatami. Et la chaîne cryptée se flâte qu'il ait ainsi fait passer l'intensité de l'affrontement aux plus bétistes.

En faisant le bilan de la journée vers 23 heures, TF1 aurait le loisir de prendre un peu de recul. Hélas ! Il paraît que cela est trop doctoral. En clair, trop ennuyeux. Résultat : quatre heures après les finales féminine et masculine du 100 m, le tandem Jean-Michel Bellet-Thierry Roland n'a eu à offrir que les commentaires effectués en direct. Acceptables quand elles sont effectivement faites à chaud, les approximations et les hésitations des reporters sont insupportables quand le résultat est avéré depuis longtemps. On attendait un vrai portrait des nouveaux champions du 100 m, l'Américaine Gail Devers, une ancienne cancéreuse, et le Britannique Linford Christie, le mauvais garçon repenti. On voudrait aussi comprendre pourquoi le niveau de leur performance est tellement inférieur à celui des vainqueurs de Séoul. On n'aura que la lecture annoncée de quelques dépêches. Sans doute ne faut-il pas gâcher la fête. Roger Zabel annonce qu'à mi-Jeux les Français ont d'ores et déjà gagné plus de médailles qu'à Séoul. Oubliant de préciser que sept d'entre elles l'ont été dans des disciplines, le judo féminin et le canoë-kayak en eaux vives, qui ne figuraient pas au programme en 1988.

A. G.

L'Anglais Linford Christie est devenu champion olympique du 100 mètres, en 9 s 96, devant le Namibien Frankie Fredericks et l'Américain Dennis Mitchell, samedi 1^{er} août. Dans le 100 mètres féminin, l'Américaine Gail Devers a créé la surprise en gagnant la médaille d'or. La favorite jamaïcaine Merlene Ottey s'est seulement classée cinquième. Dimanche 2 août, le Cubain Javier Sotomayor s'est imposé dans le concours du saut en hauteur, tandis que l'Américaine Jackie Joyner-Kersey, en remportant sa deuxième médaille d'or de l'heptathlon après celle de Séoul, est devenue la première athlète à s'imposer deux fois dans une épreuve combinée.

En regardant ce 100 mètres, Carl Lewis a dû sourire. Quel plus bel hommage pouvaient-ils lui rendre ? Ils étaient venus s'approprier son coyaume, ils révalent tous de se tailler un morceau de légende dans la dépouille de l'absent. En dix secondes, ils ont seulement avoué leur impuissance. En une ligne droite, ils ont confessé leurs angoisses, leur timidité, leur rancœur. Carl Lewis, éliminé pour avoir échoué au cours des impitoyables sélections américaines, pouvait se rengorger : lui n'avait jamais raté ses rendez-vous. Lui avait su gagner, ou perdre, en écrivant sa légende entre huit lignes blanches.

Samedi soir, l'épreuve reine était devenue banale. De l'émotion des grandes finales précédentes ne restait plus qu'une tension insupportable. Huit sprinters ont couru pour s'adjuger la médaille d'or, en publiant de faire trembler la foule. Aux championnats du monde de Tokyo, cinq d'entre eux étaient descendus sous les dix secondes, derrière Lewis bien sûr, nouveau recordman du monde. A Séoul, d'autres barrières étaient tombées, éphémères mirages chimiques parfois. Samedi, un seul concurrent a daigné se baisser sous la barre des dix secondes. Est-ce un effet de la lutte anti-dopage ? Le 100 mètres semblait tout à coup frappé d'une sorte de régression infantile. Dans le creux de cette course, les sprinters sont seulement parvenus à dessiner l'image du père absent.

Le soupçon de Séoul

Leroy Burrell, l'ami, s'est élané comme un orphelin. Le temps d'un faux départ, d'une course racoquillée sur ses angoisses, le sprinter a paru se liquéfier devant l'héritage à assumer. Dennis Mitchell, l'ennemi, a prouvé que le rancœur contre les stars du Santa Monica Track Club ne peut suffire à allonger les foulées. Frankie Fredericks confie volontiers avoir collé des photos de son idole, Carl Lewis, dans ses cahiers. Le Namibien au visage fin, frappé d'une sorte de timidité, n'aura pas réussi à imposer l'Afrique dans une épreuve qui lui a toujours échappé.

Dans ce formidable accélérateur de destins qu'est un 100 mètres olympique, aucun de ceux-là n'a

pu saisir sa chance. Et, paradoxalement, l'apologie de la vitesse s'est offerte à un homme qui fut si long à démarrer. Le sacre espéré d'un roi des Jeux est devenu une prime à l'ancienneté, au plus gradé des concurrents en présence.

A presque trente-trois ans, Linford Christie est plus âgé que Carl Lewis. Arrivé très tard aux sommets du sprint, alors que le roi régnait déjà, il en fut longtemps l'éternel second. Linford Christie a souffert de la morgue des sprinters américains. Ils brimaient son orgueil d'homme qui court en chef, rapide et digne, comme on passerait des troupes en revue. Ils le condamnaient à régenter un territoire trop exigü pour son ambition : l'Europe, dont il détiend les derniers titre et record. « Les Européens peuvent très bien lutter avec les Américains », répétait-il inlassablement. Borzov et Meyers l'ont fait, pourquoi pas moi ? Christie s'est imposé, nettement, comme il aime ses courses, médiocre pourtant, impérial dans les derniers mètres.

De tous, il a été le moins gêné par l'absence de celui qui n'est ni son idole ni son ennemi intime. Solide psychologiquement, il n'aura laissé aucun fantôme traverser son esprit. Mais, drapé dans l'Union-Jack, la toge de sa victoire de détenteur du sprint, il ne se voulait pas drape. « Si Lewis avait été là, j'aurais sans doute gagné », expliquait-il à l'arrivée. Linford Christie, le voyou au caractère de cochon, à la réputation exécrable dans la presse anglaise, qui ne s'est jamais vraiment habituée à voir ces sprinters noirs supplanter les traditionnels coureurs de fond hors

des pistes, peut-il servir de maître à cette distance qui espérait un vrai héros ?

Au cours de sa carrière, il n'aura pas su échapper au soupçon qui a toujours égaré Lewis : le dopage. A Séoul, il a été déposé de sa médaille de bronze - qui devait d'argent lorsque Ben Johnson fut disqualifié - pendant une demi-journée. Le temps pour la commission médicale du CIO de décider que l'éphédrine, un stimulant illicite qu'on le soupçonnait d'avoir absorbé, n'était en fait que de la dans le gingembre qu'il consommait en grande quantité. Christie traîne depuis ce doute sur sa probité, ce léger voile qui ternit un peu plus une finale qui n'en avait pas besoin.

Musée de la douleur

De doutes sur sa protégée, Bob Kersey ne veut surtout pas en entendre parler. L'entraîneur de Gail Devers, qui venait de remporter le 100 mètres féminin, a interrompu la conférence de presse d'après course pour le faire savoir oralement. Il a tenu à jurer sur la tête de sa mère et de sa femme ce que les coureuses ne s'ont de toute manière jamais parvenues à prouver : Gail Devers n'avait jamais absorbé de produits illicites. La mise au point s'imposait. Gwen Torenson, l'autre Américaine, quatrième de la course, ne venait-elle pas de déclarer que deux des athlètes médaillés n'étaient « pas propres ». Cette saison, autour des courses, l'atmosphère semble de plus en plus délétère.

Rancœur de perdant ? Les athlètes n'hésitent plus à exprimer tout haut ce qu'ils ruminent entre eux, une fois la ligne d'arrivée franchie. Bob Kersey, qui fut l'entraîneur de Florence Griffith-Joyner, sait bien que la musculature des jambes de Devers ressemble étrangement à celle de la double championne olympique de Séoul. Et que sa nouvelle vedette n'échappera pas aux doutes qui poursuivaient l'ancienne. L'athlète de l'université californienne UCLA a préféré prendre les devants.

Gail Devers, elle, n'en avait cure. L'athlète préfère énumérer, dans le moindre détail, avec un souci de précision chronologique étonnant, la longue liste des maladies auxquelles elle avait échappé au cours de sa jeune existence : les premiers et multiples symptômes inexpliqués, la tumeur de la thyroïde qui lui valut un traitement par rayons, l'infarction qui a failli lui coûter l'amputation des deux pieds. Véritable musée de la douleur, la jeune femme pouvait conclure : « Je suis une miraculée. » Samedi soir, elle semblait effectivement revenir de nulle part pour s'emparer d'une médaille d'or inattendue, dans une course à laquelle Kristine Krabbe, l'Allemande championne du monde en titre, a renoncé après avoir été accablée par le soupçon. La miraculée avait enfoncé une massade des grandes compétitions, la Jamaïcaine Merlene Ottey. La reine en puissance de la distance, dont le sacre fut tant de fois espéré, ne serait jamais couronnée. Et elle ne souriait pas.

JÉRÔME FENOGLIO

Saut en hauteur messieurs

Javier Sotomayor reste fidèle



La scène se passe au pied du sautoir en hauteur. Mais elle pourrait tout aussi bien se jouer en n'importe quel point de périmètre olympique. On y voit cinq gars à la fois, une jambe interminable, une médaille autour du cou et le regard perdu au loin. Quatre d'entre eux se racontent en détails. Elan, foulées, appel... Ils revivent en mots les émotions de ce concours sans fin.

Le cinquième répond d'un sourire embarrassé aux félicitations qui lui coulent sur l'épaule. Plus tôt, la finale olympique l'a désigné vainqueur. Il a effacé sans peine une barre posée à 2,34 m du sol. Un bond sans prétention, très en dessous de ses moyens de recordman du monde. Mais un saut bien suffisant pour hériter de ce titre olympique. Au contraire de ses rivaux, ce n'est pourtant pas de lui qu'il a envie de parler. C'est devenu une habitude, Javier Sotomayor ne se penche que rarement sur lui-même. Il évoque Cuba, son amour du pays et les bienfaits insondables du régime castriste. Cuba. Le mot revient comme un écho au détour de chaque phrase.

Le discours est d'un bloc, sans angle mort ni face cachée. Javier Sotomayor s'en sert comme d'une masse, prête à s'abattre sur les questions perfides. Le boycott des Jeux de Séoul a-t-il été décidé par le gouvernement mais l'ensemble des sportifs cubains qui a pris cette décision. Et je suis fier d'y avoir apporté ma voix. Les privilèges accordés aux athlètes par le régime de Fidel Castro ? « A Cuba, nous avons l'habitude de tout partager même le minimum. Le pays connaît une grave crise économique, c'est vrai, mais la solidarité du peuple reste exemplaire. » L'étendue de

sa joie de champion olympique ? « Je suis heureux pour moi mais surtout pour le peuple cubain. Je sais ce que cette victoire représente pour mon pays. Elle prouve au monde entier que notre régime peut encore fonctionner. »

L'éthique contre l'argent

Repoussés hors des stades olympiques par deux boycotts successifs, les sportifs cubains ont patienté à la porte des Jeux sans jamais avouer la moindre frustration. Douze ans après les JO de Moscou, ils remontent sur la piste

d'un pas militaire. Et se servent tous de la même litanie pour étaler leur motivation aux yeux de la planète : « Nous revenons aux Jeux pour la gloire de Cuba et de Fidel Castro. »

Da décor sans relief des Jeux de Moscou au gigantisme monétaire de ceux de Barcelone, le sport a bien changé. Les champions cubains. Tous s'habillent de tenues oubliées par la mode. Ils ont choisi la proximité du Mexique, « moins coûteux que l'Europe », pour régler tous les détails de leur préparation. Et à les écouter ouvrir d'un geste lent le robinet de leurs vieilles certitudes, on se croirait plongé dix

années en arrière. « Je vous rappelle, mais vous le savez déjà, que nous autres Cubains ne sommes pas avec le même esprit que le reste du monde », a doucement murmuré Javier Sotomayor au plus obscur de sa conférence de presse.

La couleur de l'argent n'attire pas ses regards. « Moi, dit-il, c'est l'éthique du sport qui me fait sauter haut ». Pas question, donc, de monnayer son titre à la bourse des meetings. Javier Sotomayor l'a juré la main droite sur le cœur : la suite de l'été l'apercevra à peine. « Un ou deux Grands Prix, puis je rentre chez moi. » L'effort ne l'effraye pas, c'est la raison d'être qui commande ce choix : « Je dois préparer la prochaine Coupe du monde. Elle a lieu à la Havane. »

Plus tôt dans la semaine, la délégation lui avait préféré le boxeur Félix Savon pour affronter la curiosité, jugée bien déplacée, de la presse internationale. Un choix fort judicieux. Le visage rigé et les poings déjà solidement serrés, ce poids lourd au profil dessiné pour la gloire a déversé sur l'assistance un torrent de bons gros principes révolutionnaires. « Le professionnalisme, c'est le mal. Combattre pour l'argent, c'est se trahir d'idéal. Nous, à Cuba, on le sait depuis longtemps. D'ailleurs, le régime a interdit la boxe professionnelle en 1972. Pour des raisons médicales. »

Sa médaille d'or olympique, Javier Sotomayor l'a d'abord cachée au fond d'une poche de survêtement. Puis il l'a exhibée face à l'œil des caméras. « Je voudrais la dédier à la mémoire de mon premier entraîneur, aujourd'hui décédé, à tous les gens qui m'ont aidé à en arriver là, au peuple de Cuba et à Fidel Castro. »

ALAIN MERCIER

Heptathlon

Jackie Joyner-Kersey, l'exploit sans fin

Elle avait à peine repris son souffle, elle n'avait même pas encore enfilé son tour d'honneur devant un stade à moitié vide, et elle avait pourtant déjà tenu à annoncer aux caméras qui l'assaillaient qu'elle en reprendrait bien pour quatre ans, jusqu'aux prochains Jeux olympiques d'Atlanta. Comme si, ses sept traverses tout juste achevées, la perspective du repos l'effrayait, comme s'il lui fallait immédiatement rebondir vers d'autres exploits. Jackie Joyner-Kersey venait pourtant de réussir le plus beau de tous : une deuxième médaille d'or d'affilée en heptathlon, performance inédite pour une épreuve combinée.

Jackie Joyner-Kersey ne sait ni choisir ni s'arrêter : elle sait tout faire, donc elle veut tout. A Barcelone, elle exige la médaille d'or de l'heptathlon, et celle de la longueur, comme à Séoul. Cette année là, pour obtenir le droit de se lancer dans les deux épreuves, elle s'était querellée avec Bob Kersey, son entraîneur et mari, qui craignait l'indigestion à force de la voir avaler les compétitions.

L'Américaine est une bouslini-que, qui réduit ses adversaires à la portion congrue. En heptathlon, dont elle est recordwoman du monde, elle domine la longueur, dont elle détenait également le record mondial, le 200 mètres, qui fut longtemps sa bête noire, le saut en hauteur et le 100 mètres haies - record des Etats-Unis. De 1983 à 1991 elle était invaincue en heptathlon, jusqu'aux derniers championnats du monde de Tokyo, où

elle s'effondrait, blessée, dans la dernière épreuve. Deux jours plus tôt, elle avait tout de même réussi à s'imposer à la longueur, en une moitié de concours. « Peut-être suis-je un peu folle », sourit-elle, comme pour s'excuser.

Jackie Joyner-Kersey sait bien qu'elle ne ressemble pas à une démente. Une fois les points engrangés, l'athlète la plus complète du monde s'efface, aussi calme, aussi pudique que sa discipline, cantonnée dans les coins inoccupés du stade, reléguée à l'anonymat des heures où les autres athlètes, et les spectateurs, ont déserté l'enceinte.

Jackie Joyner-Kersey sourit quelquefois, mais ne se moque pas. Elle prend plutôt l'air de ne pas être là, se fait discrète comme si elle cher-

chait à faire oublier son talent. Jackie Joyner-Kersey ne cherche pas à se faire remarquer, au contraire par ses performances. Equilibrée dans son corps - pas de muscles hypertrophiés chez elle, comme chez d'autres athlètes qu'entraîne son mari - et dans sa tête, Jackie Joyner-Kersey n'a jamais eu besoin de l'éloquence tapageuse, des mots vestimentaires de sa belle-sœur, l'ancienne sprinteuse Florence Griffith-Joyner.

Dans le milieu fermé de l'heptathlon, les autres athlètes lui en sont reconnaissantes. Elles la savent supérieure, mais elle la connaît humble. Elles ne lui trouvent sans doute qu'un défaut : Jackie Joyner-Kersey ne veut pas s'arrêter.

J. Fo.

Jackie Joyner-Kersey ne cherche pas à se faire remarquer, au contraire par ses performances. Equilibrée dans son corps - pas de muscles hypertrophiés chez elle, comme chez d'autres athlètes qu'entraîne son mari - et dans sa tête, Jackie Joyner-Kersey n'a jamais eu besoin de l'éloquence tapageuse, des mots vestimentaires de sa belle-sœur, l'ancienne sprinteuse Florence Griffith-Joyner.

Dans le milieu fermé de l'heptathlon, les autres athlètes lui en sont reconnaissantes. Elles la savent supérieure, mais elle la connaît humble. Elles ne lui trouvent sans doute qu'un défaut : Jackie Joyner-Kersey ne veut pas s'arrêter.

J. Fo.

JUDO : la victoire

Le rêve d'une

En gagnant le titre olympique des moins de 48 kg, dimanche 2 août, Cécile Nowak a apporté la septième médaille à la France dans cette discipline (deux d'or, une d'argent et quatre de bronze). Un succès sans précédent qui couronne les premières olympiades au cours desquelles les femmes sont admises dans cette compétition. Catherine Fleury, dans la catégorie des moins de 61 kg, avait déjà conquis l'or la semaine dernière.

Cécile a eu beau se mordre les lèvres, c'était plus fort que tout. Elle a fondu en larmes quand la Marcellaise a retenti sous les voûtes du palais Blaugrana. Des pleurs mêlés de sourires tandis que son supporteur représentait son espoir en clamant : « Cécile Cécile ». L'émotion l'a emporté chez ce petit bout de femme blonde qui paraît si fragile aux côtés de l'immense Anton Geesink, l'ancien champion néerlandais, qui lui a remis sa médaille. Le géant de la discipline et la puce de 1,62 mètre. Bouclettes blondes et coquette. Il ne manquait qu'un titre olympique pour couronner une carrière bien remplie dans la plus légère catégorie, les moins de 48 kg.

C'est fait. Et de quelle manière ! Avec une assurance et un sang-froid surprenants face à un tourbillon japonais de 1,46 mètre, Ryoko Tamura. La minuscule Nipponne de Fukuoka, topie insaisissable de seize ans, avait brisé la Britannique Karen Briggs, adversaire redoutée de Cécile Nowak. Pour cette raison, la petite Française originaire de Valenciennes n'était pas donnée favorite de la finale. C'était sans compter avec la tigreuse se dissimulant sous des traits d'ange. « J'ai senti tout de suite ce qu'il fallait faire. J'ai senti tout de suite qu'elle avait peur, ce qui m'a mis en confiance », raconte-t-elle, avec délice. Il fallait l'empêcher de glisser, j'ai donc utilisé ma garde croisée et j'ai pratiqué des attaques basses pour éviter les contres. Ça est beaucoup plus facile que je ne le pensais. »

Et hop ! Deux petits avantages et c'était pesé, emballé. La pile électrique japonaise s'est déchargée contre Nowak la fûtée, Nowak la maligne, Nowak l'assurance, Ryoko Tamura l'a reconquise. Avec son air grave, en dépit du petit toupet de cheveux planté sur sa tête, elle a avoué : « J'ai paniqué après avoir perdu un point. » En fillelette sérieuse qu'elle est et veut rester, elle va donc « tout reprendre... à la base ». La presse japonaise avait beaucoup cru en sa victoire. Il faut à l'avenir tout faire pour corriger le tir.

Autant Tamura a le visage fermé et incrimé, autant sa rivale n'est que souriante. L'éclat d'une bouche gourmande pour saluer une joie de vivre qui fait plaisir à voir. Championne du monde 1991, quatre fois

OLYMPIQUES D'ÉTÉ

ESCRIME : l'or d'Eric Srecki et le bronze de Jean-Michel Henry et de Jean-François Lamour

OBLIQUES

Les nuits de Barcelone

Il y a toujours eu des fêtes nocturnes à Barcelone, mais jamais s'endormir, les Barcelonais, comme s'ils avaient peur du réveil, pour du lendemain des Jeux. Alors ils traînent le plus longtemps possible, et à 2 heures du matin, ils sont encore là, dans la rue, les bébés, les bonnes sœurs tout en noir, les vieux à bretelles, les personnages d'Hemingway. Les chemises sont trempées. Mais les déambulateurs devant tous ces cadeaux que les Jeux leur ont faits et qu'ils craignent de devoir payer.

Il y a toujours eu des fêtes nocturnes à Barcelone, mais jamais s'endormir, les Barcelonais, comme s'ils avaient peur du réveil, pour du lendemain des Jeux. Alors ils traînent le plus longtemps possible, et à 2 heures du matin, ils sont encore là, dans la rue, les bébés, les bonnes sœurs tout en noir, les vieux à bretelles, les personnages d'Hemingway. Les chemises sont trempées. Mais les déambulateurs devant tous ces cadeaux que les Jeux leur ont faits et qu'ils craignent de devoir payer.

La Fontaine magique

Les hommes portent des bretelles, ou une chemise de dentelle qui parachève un maillot de corps. Les sautoires accompagnent les espadrilles, la ballerine est grignolée pour cacher son plaisir de la fureur renouvelée du « col » vert-on s'installe ? Les couples comment l'impression, à chaque fois qu'ils ouvrent la bouche, de vouloir se tuer. Mais non, ils se parlent, c'est tout. On s'assoit dans les jardins français, ou au bord de la fontaine après avoir déposé son mouchoir et ce Barcelonais ne souffre pas les mouchoirs en papier. Le religieux en blanc, un éventail coloré et fait à l'instar des photos, sur lesquelles sautent des figures qui ne sont que des photos.

Les bancs sont occupés par des dizaines de têtes blanches pleines de souvenirs de la fête de 1929. Dans les souvenirs d'enfant, il y avait des oranges à la place du goudron, sur l'avenue de la Reine-Maria-Christina. Et il fallait voir les boutons en couleur qui commandaient la fontaine magique, et le zeppelin qui a survolé la semaine elle-même de l'Expo comme le diable aujourd'hui les J.O. En fait, Planas avait cinq ans, son père travaillait à la construction de l'ouvrage, il s'est glissé à l'intérieur et grâce aux Jeux, il revient tous les jours. Et quand le son et lumière s'achève, sur la chanson *Barcelona* et la voix de Montserrat Caballé, la foule se tait, trépidante par la sueur et les gouttelettes d'eau, et quelques débris croient qu'il s'agit de la pluie.

L'équateur des Jeux

Plusieurs centaines de milliers de personnes dans la rue, tous les soirs, et un million samedi, dont trois cent quatre-vingt-six mille assistent aux compétitions qui se déroulent sur le plateau. C'est l'équateur des Jeux, comme dit la presse espagnole. Vingt-huit degrés à l'heure où le soleil s'évanouit dans le ciel opaque, et 73 % d'humidité dans l'air, personne ne veut rater cela. Assister au 100 mètres ou se trouver sur l'Olympe, dans le cénacle des Jeux, c'est la chose la plus inaccessible qui soit. C'est une deuxième cérémonie d'ouverture. Il n'y a plus de stars, de Carl Lewis, de Ben Johnson, mais rien ne peut décevoir ces temps-ci le public barcelonais. Un faux départ et Linford Christie a déjà gagné. Ou l'importe, on se lève pour le *God save the Queen*.

Depuis Mataró, la Barcelone urbaine encourage les marathoniens, dans leur agonie annoncée, et Egorova Velozina, la Russe, aux épaules foulées volontaires, qui a suivi la ligne bleue sur 42 kilomètres, les sourcils froncés, achève sous les vivats la maraton qui va assaillir sa fortune. Son nouveau coach colombien lui a dit que pour gagner de l'argent, il faut en dépenser. A quelques centaines de mètres, quinze mille personnes font l'historique dans la gymnase olympique. Et Milosovic, la Roumaine, avec ses bonds euphoriques, obtiendra le 10 que le public et la gymnastique réclamaient.

Ne jamais s'endormir, et dans toute la descente de Montjuich, la foule tourne autour de la Font Magica, la fontaine aux trois mille six cents jets, baptisée par les chroniqueurs des années 30 émerveillés. Ce public-là n'a pas eu de place et peut-être même pas cherché. Il ne participe ni aux jeux du stade, ni à ceux du fric, mais aux jeux de la nuit. Et dans cette compétition-là, les Barcelonais sont rois. Le maire Pasqual Maragall leur a demandé de rester « naturels ». Ils le sont et les nuits de Barcelone sont remplies de personnages. En habit du dimanche ou en déshabillé, trois rangs de fausses perles, un énorme nœud doré, un caniche dans les bras, à moins que le chien ne soit assis sur un banc, comme ses maîtres et ne regarde à leurs côtés la fontaine qui va se mettre à chanter.

CORINE LESNES

Lames de joie

Jean-François Lamour n'a pu conserver dimanche 2 août les titres de champion olympique de sabre gagnés à Los Angeles et à Séoul. Les Français, s'est contentés de la médaille de bronze de l'épreuve, remportée par le Hongrois Benes Szabo. Après l'or pour Philippe Omès au fleuret, la première et la troisième marche du podium pour Eric Srecki et Jean-Michel Henry à l'épée, cette médaille de bronze confirme la bonne santé de l'escrime en France.

Après Philippe Omès et Eric Srecki, Jean-François Lamour n'a pas goûté à l'ivresse de la victoire dans les bras de toute l'équipe de France d'escrime. La tradition veut que le champion soit arrosé du sol et lancé vers le ciel à grands renforts de hurlements par une bande exultante. Dommage, les escrimeurs français ont failli embrocher les trois médailles d'or des trois épreuves individuelles masculines, fleuret, épée et sabre. Ils n'ont eu que les deux premières. Déchu dimanche par l'Italien Marco Marin de son titre de double champion olympique de sabre à Los Angeles et à Séoul, Jean-François Lamour ne rapportera cette fois que le bronze.

Avant même le début des épreuves par équipe, les tricolores ont encore fait une belle moisson de médailles, offrant comme tous les quatre ans la joyeuse image d'un homme en blanc ballotté comme le pied-tendre malmené par les cow-boys patibulaires des aven-

tures de Lucky Luke. A trente-trois ans, Jean-François Lamour peut accrocher ses sabres en toute sérénité. Ses héritiers, comme ceux du fleuretiste Christian d'Oriola ou des épéistes Philippe Riboud et Philippe Boisse, sont des cavaliers de podium. L'escrime est la première discipline française en nombre de médailles remportées : quatre-vingt-cinq depuis les Jeux d'Athènes de 1896. Les tricolores témoignent une reconnaissance émue pour leurs escrimeurs. A Philippe Riboud en 1988, à Jean-François Lamour en 1992, est revenu l'insigne honneur d'être le porte-drapeau de la délégation française lors du défilé de la cérémonie d'ouverture.

Selon Stéphane Wolinetz, directeur technique national, l'escrime, dont la langue officielle est le français, est un sport de tradition qui convient bien au tempérament national. « Manier le fleuret, l'épée ou le sabre demande de la dextérité, de la rapidité et de l'adresse. L'escrime est subtilité, noblesse du geste, une conversation entre deux personnes. Des quatre grandes écoles, l'école française, comme l'italienne, est par tradition moins violente que l'academie hongroise ou russe. » Les Français sont d'ailleurs les plus brillants au fleuret (36 médailles rapportées en individuel et par équipe), l'arme la plus technique, qui demande la plus d'habileté. Pour « tuer » l'autre, le fleuretiste doit frapper à la poitrine quand l'épéiste peut toucher toutes les parties du corps; le sabreur vise le haut du corps, de la taille au cou, et de la tête; les cavaliers qui utilisaient jadis d'at-

taquaient jamais les jambes de leurs adversaires.

Aussi noble et ancienne soit-elle, la tradition de l'école française tirée de l'art militaire ou de celui, plus claudesin, du duel, n'explique pas tout. La Fédération française d'escrime cherche très tôt les successeurs des champions d'aujourd'hui parmi ses 30 000 licenciés (le tennis en compte plus d'un million et le judo près de 600 000). Tournois organisés dès les poussins, tournois des écoles le mercredi par des maîtres d'armes, la recette fait merveille bien que le nombre des inscriptions stagne depuis quelques années. « Sans des héros tétrastrophes de méchants comme Thierry la Frousse ou Zorro pour leur faire rêver, il devient difficile de faire venir les enfants à l'escrime », constate très sérieusement Dominique Pour, médecin des équipes de France.

Sous des masques grillagés

Un autre risque, plus grave et très proche, menace aujourd'hui l'escrime. Jugée peu télévisuelle, abrupte pour le grand public, elle est en effet dans le collimateur des programmeurs chargés de revoir les grilles des Jeux olympiques du prochain millénaire. A Barcelone, les trois premières journées d'escrime se sont tenues devant un public passionné car garni d'amis et de mentors. Les épéistes admettent que toutes les délicatesses du fleuret et du sabre sont peu aisées à percevoir. Les images les plus spectaculaires et les plus émoionnantes restent donc celles de Philippe Omès et de Eric Srecki portés en triomphe par leurs camarades.

« Tous les quatre ans, les exploits olympiques nous permettent de survivre, constate ce dernier. Sans eux, notre sport deviendrait une distraction de salon. »

« A l'ère du vingt et unième siècle, les concurrents sont encore accrochés dans le dos par un fil électrique qui compte les touches. Quand tout passe par l'image, ils portent des masques grillagés », dit Stéphane Wolinetz. Certains imaginent des visiteurs en Plexiglas pour observer l'effort des escrimeurs dans leurs assauts; des lames de couleur - du fluo, pourquoi pas - afin d'éclairer le terme métal qui ne passe pas bien du tout à la télévision. A l'exemple de nombreux sports (l'haltérophilie, la lutte ou le tir à l'arc), quelques points du règlement ont été révisés pour Barcelone.

La finale entre les huit meilleurs est un tournoi à élimination directe, l'affichage des résultats. L'ancien sabreur français René Roch, qui prendra la direction de la Fédération internationale d'escrime le 1^{er} janvier, doit convaincre le Comité international olympique que l'escrime a toujours sa place dans le monde de l'olympisme. Il entend même faire entrer l'épée féminine aux Jeux, après le fleuret. Car il n'est pas question de céder à toutes les tentations: réunir les trois armes en une seule ou de trancher pour la plus spectaculaire, l'épée. Décapter quelque'un, plaisantent les intéressés, ne l'a jamais tiré d'affaire.

BÉNÉDICTE MATHIEU

RÉSULTATS

ATHLÉTISME

DAMES

Marathon. - 1. Yegorova (CEI) 2 h 32 mn 41 s; 2. Arimori (Jap.) 2 h 32 mn 49 s; 3. Moller (N-2) 2 h 33 mn 59 s.

100 mètres. - 1. Deyers (E-U) 10 s 82; 2. Cumber (Jap.) 10 s 83; 3. Privolova (CEI) 10 s 84.

Heptathlon. - 1. Joyner-Kersey (E-U) 6 044 pts; 2. Belova (CEI) 5 845 pts; 3. Braun (G-B) 5 849 pts.

3 000 mètres. - 1. Romanova (CEI) 8 mn 48 s 04; 2. Ouyoukhina (CEI) 8 mn 48 s 86; 3. Chalmers (Can.) 8 mn 47 s 22.

MESSEURS

Martens. - 1. Abdulvaliev (CEI) 82 m 84; 2. Astapovitch (CEI) 81 m 96; 3. Melnikov (CEI) 81 m 38.

100 mètres. - 1. Chade (G-B) 9 s 96; 2. Fredericks (Nam.) 10 s 02; 3. Mitchell (E-U) 10 s 04.

Hauteur. - 1. Sotomayor (Cub.) 2 m 34; 2. Spangberg (Sud 2) 2 m 34; 3. Paryk (Pol.) 2 m 34; 4. Consey (E-U) 2 m 34.

AVIRON

DAMES

Six. - 1. Lipe (Rou.) 2. Brudel (Bel.) 3. Lammann (Can.) 4. Le Moel (Fra.)

Quatre de couple. - 1. Allemagne; 2. Roumanie; 3. CEI

MESSEURS

Six. - 1. Lange (All.) 2. Chabua (Rou.) 3. Brownell (Pol.)

Deux avec barreur. - 1. Grande-Bretagne; 2. Italie; 3. Roumanie; 4. France

Quatre sans barreur. - 1. Australie; 2. États-Unis; 3. Slovaquie

Quatre de couple. - 1. Allemagne; 2. Norvège; 3. Italie; 4. France (D. Givard, Leclerc, Lamour, Baudouin)

BASKET

MESSEURS

Groupe A. - Brésil 85-76; Croatie 84-73; Espagne 72-61

Groupe B. - Venezuela 88-68; Lituanie 88-67; Porto-Rico 87-61

CANOE-KAYAK (SLALOM)

DAMES

K1. - 1. Michale (All.) 2. Woodward (Aus.) 3. Doherty (E-U)

MESSEURS

K1. - 1. Polak (Tch.) 2. Manton (G-B) 3. Auri (Fra.)

K2. - 1. Ferruzzi (Fra.) 2. Currier (U.S.) 3. Lemann (All.)

C2. - 1. Straubach-Jacobi (E-U) 2. Smek-Rohas (Tch.) 3. Addison-Forgues (Fra.)

ESCRIME

MESSEURS

Épée individuel. - 1. Srecki (Fra.) 2. Kolobkov (CEI) 3. Henry (Fra.)

Sabre individuel. - 1. Szabo (Hon.) 2. Marin (Ita.) 3. Lamour (Fra.)

FOOTBALL

Quarts de finale.

1-0: Pologne b. Qatar 2-0; Ghana b. Paraguay 4-2 (a. p.); Australie b. Suède 2-1.

Programme des demi-finales: Ghana-Espagne; Australie-Pologne.

GYMNASTIQUE

DAMES

Saut de cheval. - 1. Onodi (Hon.) et Mikosovitch (CEI) 9,825; 2. Lysenko (CEI) 9,812.

Barres asymétriques. - 1. Lu (Chine) 10; 2. Gassou (CEI) 9,975; 3. Miller (E-U) 9,962.

Poutre. - 1. Lysenko (CEI) 9,975; 2. Lu (Chine) et Miller (E-U) 9,912.

Sol. - 1. Mikosovitch (CEI) 10; 2. Onodi (Hon.) 9,960; 3. Gassou (CEI), Bontas (Rou.) et Miller (E-U) 9,912.

HALTÉROPHILIE

Catégorie 90 kg.

1. Koltchinskii (CEI) 412,5 kg (177,5 + 238); 2. Serebrennikov (CEI) 412,5; 3. Wozniakowski (Pol.) 387,5.

Catégorie 100 kg. - 1. Tregubov (CEI) 410 kg (190 + 220); 2. Talmazov (CEI) 402,5; 3. Malek (Pol.) 400; 4. Tournier (Fra.) 387,5.

HANDBALL

DAMES

Groupe A. - CEI b. Nigéria 25-18; Allemagne b. États-Unis 32-18.

Groupe B. - Norvège b. Espagne 20-18; Corée du Sud et Autriche 27-27.

Groupe A. - Islande b. Corée du Sud 26-24; Suède b. Hongrie 25-21; Tchécoslavaquie b. Brésil 27-16.

Groupe B. - France b. Roumanie 25-20; Allemagne b. Égypte 24-18; CEI b. Espagne 24-18.

La France s'est qualifiée pour les demi-finales.

JUDO

DAMES

Catégorie 82 kg. - 1. Martinez (Esp.) 2. Mikosovitch (E-U); 3. Hendle (G-B) et Li (Chine) 87,5; 2. Asrabov (CEI) 87,5.

Catégorie 48 kg. - 1. Nowak (Fra.) 2. Tasanov (Jap.) 3. Sevon (Cub.) et Sanyal (Tur.)

MESSEURS

Catégorie 65 kg.

1. Sampaio (Bré.) 2. Czek (Hon.) 3. Ouchikine (All.) et Pares (Cub.)

Catégorie 80 kg. - 1. Gousseinov (CEI) 2. Yoon (Sud-Corée); 3. Koshino (Jap.) et Tsunemitsu (All.); 5. Pradnyol (Fra.)

TENNIS

En huitièmes de finale de double.

Forquet-Leconte ont été éliminés par les Argentins Fane et Minuzzi 4-6, 6-7, 6-4, 6-3.

En revanche, les Françaises Tzenzi et Damongot se sont qualifiées pour les quarts de finale, grâce à leur victoire sur les Canadiennes Hy-Simpson-Alter 3-6, 6-3, 6-2.

En simple messieurs, Santoro a réussi l'exploit de battre l'Allemand Becker en quatre sets (6-1, 3-6, 6-1, 6-3). Autres surprises, les éliminations des Américains Courier et Sampras, battus par Rosset (Sud) et Cherkasov (CEI).

TENNIS DE TABLE

La Française Jean-Philippe Gatien a battu le champion olympique, le Sud-Coréen Yoo, en cinq sets épiques (22-24, 25-23, 21-19, 17-21, 21-19). Il affrontera l'Autrichien d'origine chinoise Ding Ji en quarts de finale.

TIR

Pistolet à air comprimé 10 mètres.

1. Logvinenko (CEI) 486,4; 2. Sakaric (Yougoslavie) 486,4; 3. Groudev (Bul.) 481,6.

Cible mobile 10 mètres.

1. Jakovics (All.) 673; 2. Asrabov (CEI) 672; 3. Rascansky (Tch.) 670.

MIXTE

Fosse olympique. - 1. Hrdlicka (Tch.) 219; 2. Watanabe (Jap.) 219; 3. Venturini (Bré.) 218.

TIR À L'ARC

DAMES

70 mètres. - 1. Cho (Sud-Corée); 2. Kim (Sud-Corée); 3. Valseur (CEI).

VOILE

DAMES

Planche à voile. - 1. Kandell (N-2); 2. Zhang (Chine); 3. De Vries (P-B); 4. Herbert (Fra.)

MESSEURS

Planche à voile. - 1. David (Fra.); 2. Gohmert (E-U); 3. Kleppich (Aut.).

Star. - États-Unis; 2. Nouvelle-Zélande; 3. Canada.

Flying Dutchman. - 1. Slovaquie; 2. Danemark; 3. Canada.

VOLLEY

DAMES

Groupe A. - CEI b. Japon 3-0; États-Unis b. Espagne 3-0.

Groupe B. - Cuba b. Pays-Bas 3-0; Brésil b. Chine 3-2.

MESSEURS

Groupe A. - Espagne b. Japon 3-2; Italie b. Canada 3-1; États-Unis b. France 3-0.

Groupe B. - CEI b. Corée du Sud 3-0; Pays-Bas b. Algérie 3-0; Brésil b. Cuba 3-1.

de Cécile Nowak

petite teigne

championne d'Europe, elle affiche derrière son vrai bonheur une détermination acharnée. Ce titre olympique était une « obsession » depuis son enfance, depuis qu'elle jouait « aux Jeux olympiques » dans les ruelles des corridors. Alors aujourd'hui, elle est à peine étonnée. « C'était ma destinée. C'était programmé. »

Visage allongé, yeux noisettes et franchise déconcertante, Cécile s'amuse de la surprise des autres devant sa lucidité. Oui, elle en a rêvé de cette médaille. Oui, elle s'est déjà vu répondre aux questions. Oui, elle s'est imaginé tout ce qui se réalise. Oui, elle a voulu, tout cela mais elle s'est battue pour.

Il y a eu à Séoul, sa blessure au genou et ses deux opérations. Il y a eu cette lutte permanente contre les kilos en trop, ces régimes pour rester dans la limite de la catégorie, un vrai calvaire quand il faut résister devant les bons petits plats qu'elle sait apprécier. « J'ai vécu des moments difficiles », se souvient-elle à coup de cette fille accrochée de vingt-cinq ans avant de vite balayer ces mauvais souvenirs. Maintenant, Cécile va passer dans la catégorie supérieure puisque, comme elle dit, « j'ai tout obtenu ». La petite teigne qui était chercher des noises aux garçons à l'école estime désormais qu'il lui « faut lancer un nouveau défi » chez les moins de 56 kg.

Cécile Nowak ne doute pas de ses capacités et sait ce qu'elle veut. Cette médaille d'abord, elle espère bien qu'elle va servir à quelque chose. Elle dédie sa récompense à sa fédération et ne cesse de répéter que sa victoire est « une victoire commune de tout le groupe », ceux que l'on appelle la bande à Roné. Jean-Luc de son prénom, ancien champion du monde et d'Europe devenu directeur technique national, ce colosse à lunettes d'intello refuse de compter les médailles. « On se fait plaisir, c'est tout. On aime le judo, on aime se retrouver. On a envie de gagner. Il y a un élan qui est né. C'est la volonté de toute une équipe. » Inutile de chercher plus loin.

Cécile, comme beaucoup d'autres, incarne cet « esprit judo ». Réaliste cependant, elle espère « de la reconnaissance » et aussi « de l'argent qui tombe » pour la fédération mais pour elle également. Son rêve est d'acheter une maison à Fréjus, au soleil. Elle quittera Noy-le-Grand et partira avec Aldo Grasso, son boxeur préféré. En attendant, elle se donne deux ans encore pour exploiter ce potentiel de certitude, de technique et de hargne qui ne lui a jamais fait défaut qu'un beau soir d'août un peu poisseux elle aurait cette médaille qui va lui coller à la peau et dont elle parlait déjà dans les préaux d'école.

MICHEL BOLE-RICHARD

LES XXII^{es} JEUX OLYMPIQUES D'ÉTÉ

De nos envoyés spéciaux
à Barcelone

VOILE : le titre olympique de Franck David

En front de mer

Les quatre premières épreuves olympiques de voile ont pris fin, dimanche 2 août, avec les victoires des Américains Mark Reynolds et Hal Haenel en Star, des Espagnols Blanco Doreade et Domingo Manrique en Flying Dutchman, du Français Franck David et de la Néozélandaise Barbara Anne Kendall.

Le plus souvent exilés sur des plans d'eau à plusieurs centaines de kilomètres des villes olympiques, les «voileux» n'entendaient pas laisser passer la chance qui leur a été offerte à Barcelone. Jamais ils n'ont eu l'occasion de rencontrer autant de sportifs d'autres disciplines ou de journalistes que dans la nouvelle marina construite aux portes mêmes du village olympique. La chance est, en plus, venue au secours de leur entreprise.

La présence à bord du Soling espagnol de son altesse royale le prince héritier Philippe de Bourbon, les nombreuses visites sur le plan d'eau et à la marina de toute la famille royale venue encourager l'héritier du trône d'Espagne, ont contribué à focaliser l'attention des médias sur la voile. La qualification du bateau espagnol et les espoirs de médaille du prince devraient assurer une «couverture» sans précédent pour les dernières épreuves en match racing.

Dimanche, Franck David, vainqueur en planche à voile, n'a pas eu droit à la visite du roi Juan Carlos, venu féliciter Blanco Doreade et Domingo Manrique, qui ont apporté à l'Espagne sa septième médaille d'or.

Depuis quarante-huit heures, les nerfs du Français avaient pourtant été soumis à rude épreuve. Après avoir compté 15 points d'avance au soir de la huitième des dix régates, il s'était effondré dans la neuvième en prenant la dix-septième place. «La pression, dit-il, il s'était passé plein de choses dans ma tête. J'ai voulu profiter de mon avance pour contrôler. J'ai raté mon départ et les vents très irréguliers ne m'ont pas permis de remon-

ter.» Les expériences malheureuses de Gildas Guillot et de Robert Nagy, champions du monde comme lui, mais qui n'avaient pu obtenir de médaille ni à Los Angeles ni à Séoul, lui ont traversé l'esprit.

Pour se détendre, le jeune Breton de l'île d'Arz (Morbihan) s'est rendu samedi soir au stade olympique pour voir le 100 mètres. Dimanche matin, il a repris son processus de concentration. «Je n'étais plus le leader, il fallait que j'attaque à fond. Une heure avant le départ, je suis sorti voir d'où venait le vent, où étaient les courants, pour peaufiner mes réglages. J'ai alors construit ma course dans ma tête. Grâce à un super départ, j'ai pu ensuite aller où je voulais quand je le voulais.»

La chemise de l'université

Par bonheur pour lui, le seul à pouvoir le suivre au moment n'a pas été l'Américain Mike Gebhardt, auquel une deuxième place aurait suffi pour obtenir la médaille d'or, mais le solide Néozélandais Bruce Kendall, vice-champion olympique en 1984 et champion olympique en 1988. Cette première médaille olympique ne devrait pas bouleverser la vie de ce jeune homme de vingt-deux ans qui aborde l'existence avec une grande décontraction. La planche est sa passion, au moins jusqu'aux prochains jeux d'Atlanta, auxquels il espère encore participer.

«En course et à l'arrivée, j'ai eu quelques pensées pour mon père qui m'avait offert ma première planche avant de nous quitter deux ans plus tard, dit-il. Je crois qu'il aurait apprécié ce qui m'arrive aujourd'hui.» Avant de se relancer dans une préparation olympique, Franck David va devoir reprendre le chemin de l'université Paris-Dauphine, laissé depuis novembre dernier. Sa médaille d'or ne lui a pas fait oublier que son avenir passe plutôt par la maîtrise d'économie et de gestion du sport qu'il y prépare.

GÉRARD ALBOUY

CANOE-KAYAK : trois médailles pour la France en eaux vives

Et «Pedro» est arrivé

Le canoë-kayak a fêté les 1^{er} et 2 août à Seu-d'Urgell, dans les Pyrénées espagnoles, le retour de l'une de ses trois disciplines, le slalom en eaux vives, au programme des Jeux. Les pagayeurs français ont célébré l'événement avec trois médailles : argent pour Sylvain Curinier en kayak monoplace, bronze pour Jacky Avril en canoë monoplace et pour Franck Adisson et Wilfrid Forgues en canoë biplace. Contre-performance en revanche de la championne du monde en titre, Myriam Jérasalmi.

Tout psychologue normalement constitué réverrait d'avoir un patient comme Jacky Avril dans sa clientèle. Voici un garçon qui est en équipe de France de canoë-kayak depuis dix ans et qui avoue avoir eu horreur pendant longtemps des podiums et des récompenses. Qui souvent, la nuit tombée, part avec son canoë sous le bras, à la recherche d'une rivière en crue pour naviguer seul, dans l'obscurité.

«Pendant longtemps, j'ai eu une image de moi qui n'était pas très positive, reconnaît-il. Je ne me mettais pas en valeur. Peut-être ne voulais-je tout simplement pas gagner.» De fait, la carrière de Jacky Avril a débuté en eaux basses. Les grandes compétitions le paralysaient. Tout ce qui précédait et suivait la course elle-même l'effrayait, le gênait, l'agaçait. Les résultats se faisaient donc attendre.

Tout est désormais différent. Troisième des championnats du monde de slalom l'an dernier au canoë monoplace, Jacky Avril a également obtenu la médaille de bronze de cette spécialité aux Jeux olympiques. Un exploit pour ce garçon de vingt-huit ans qui s'estime peu doué naturellement pour le sport, mais possède une opiniâtreté hors du commun.

La vie de Jacky Avril a changé depuis sa rencontre avec Pierre

Salamé, l'un des entraîneurs nationaux de canoë-kayak en eaux vives. Pendant des années, les deux hommes se côtoyaient en équipe de France. Mais leur expérience commune ne débute vraiment qu'en 1987. L'année où Avril, inquiet pour la suite de sa carrière, décida de rejoindre le centre de haut niveau que dirige Pierre Salamé à Besançon.

Sylvain Curinier sait également ce qu'il doit à «Pedro», puisque c'est ainsi qu'est surnommé Salamé par ses ouailles. A vingt-trois ans, et jusqu'à dimanche, Curinier restait un parfait inconnu et n'avait encore jamais réalisé de performance internationale notable. Le voici vice-champion olympique de kayak monoplace. Lui aussi est un disciple de l'homme de Besançon.

HALTÉROPHILIE

La déception de Tournier

Depuis 1936, la France ne gagnait une médaille en haltérophilie que tous les vingt ans, et les athlètes espéraient qu'avec Francis Tournier, dans la catégorie des 100 kilos, le cycle soit enfin se raccourcir. Le sergent de l'ES de Fontainebleau y croyait dur comme fer, mais ses adversaires étaient nettement plus costauds, et il n'a terminé que quatrième avec 287,5 kilos (total de l'arraché et de l'épaulé-jeté), loin sous le barre des 400 kilos qu'il aurait fallu franchir pour pouvoir prétendre à une médaille. Le Russe Victor Tregubov a réussi 410 kilos devant son compatriote ukrainien Timour Taimazov avec 402,5 kilos. Cinquième à Séoul, quatrième à Barcelone, il faudra attendre Atlanta pour que l'haltérophilie française espère renouer avec les médailles.

M. B.-R.

Ce week-end, le retour du slalom dans le giron olympique s'est transformé en triomphe pour la «méthode Salamé».

Celle-ci n'a rien de secret. Il s'agit d'abord d'apporter aux athlètes de son centre toutes les compétences qui leur permettront de vivre leur existence de sportifs de haut niveau dans les meilleures conditions. Pierre Salamé s'est donc entouré d'un psychologue, d'un chiropracteur, d'un diététicien et d'un médecin, qui s'occupent des membres du groupe, bien souvent à titre bénévole.

Un «protocole» contre le stress

Jacky Avril travaille ainsi régulièrement depuis maintenant deux ans avec Michel de Massougnat, le psychologue. Et il n'est pas loin de penser que cela explique en grande partie sa métamorphose. «J'ai appris à bien vivre la compétition, à positiver le stress, dit-il. Le stress est un phénomène normal, mais il faut qu'il contribue à la motivation, au lieu d'être un facteur inhibant.»

Le maître mot de la «bande à Salamé», c'est le «protocole». Écrit ou oral, le protocole définit de façon extrêmement précise le déroulement des heures précédant une compétition. «Quand il se lève un matin de compétition, chacun de mes athlètes sait exactement comment vont se dérouler les heures qui suivent, explique Pierre Salamé. Le protocole nous permet de nous trouver chacun à notre place à un moment déterminé.»

Dans le groupe, il n'y a pas de rapport de maître à élève, mais seulement des rapports de collaboration. La vie y est soumise à des principes de fonctionnement, comme la ponctualité, le respect de l'autre et l'entraide. «Je ne suis en aucune façon un grand maître. Je n'assiste personne, mais je peux donner aux athlètes des éléments à partir desquels ils devront construire quelque chose.»

GILLES VAN KOTE

GYMNASTIQUE : concours individuel

Milosovici reçue dix sur dix

En gymnastique, la perfection existe. Les juges en ont ainsi décidé, samedi 1^{er} août, lors du concours individuel féminin par appareil. Ils ont gratifié d'un 10 sur 10 la Chinoise Li Lu pour sa prestation aux barres asymétriques et la Roumaine Lavinia Milosovici au sol.

Le 10 est entré dans l'histoire des Jeux olympiques à Montréal en 1976, couronnant la Roumaine Nadia Comaneci à la poutre et aux barres asymétriques. Après elle, quatre gymnastes avaient connu le bonheur de voir s'afficher la note magique dans une salle en délire. En 1984 à Los Angeles, la Roumaine Ecaterina Szabo et l'Américaine Julianne McNamara parvénant au sol, comme Mary-Lou Retton au saut à cheval étaient également créditées d'un 10. En 1988 à Séoul, la Soviétique Elena Shoustounova enlevait le concours général grâce à un 10 au sol.

Comment parvenir à la perfection en gymnastique? Il suffit, comme Lavinia Milosovici, d'enchaîner au millimètre près, pendant quatre-vingt-dix secondes au maximum, le plus de mouvements et de figures répertoriés par la Fédération internationale de gymnastique et dûment comptabilisés par six juges répartis autour du tapis de sol. Tournoyer en salins avant ou arrière, piocher en rondes ou en flip-flap, rebondir et retomber sur ses pieds comme un chat, avec grâce et assurance si possible. Faire aussi d'un véritable martyre le jeu le plus simple et le plus drôle de la terre en affichant un sourire radieux dans la souffrance, dans les airs comme sur la terre.

Il faut enfin avoir un sacré orgueil pour repartir à l'assaut d'une médaille, comme l'a démontré la Roumaine, deux jours après s'être fait souffler le titre olympique du concours général par l'Ukrainienne Tatiana Gontsou. «Lorsqu'un exercice est parfaitement exécuté, il est parfaitement noté. Il est parfaitement noté d'obtenir un 10», a déclaré Lavinia Milosovici. Logique.

S. M.

Les J.O. en 16/9 c'est encore plus grand !



Le format 16/9 sur A2, c'est 33% d'image en plus et un son numérique de qualité compact disque. C'est l'intégralité des Jeux Olympiques de 10 h du matin jusqu'à minuit, tous les jours du 25 juillet au 9 août. Après avoir diffusé 300 h de programmes 16/9 en 1991, A2, la chaîne du 16/9 leader en Europe,

diffusera en 1992 plus de 1000 heures de programmes dans ce nouveau format. Vous pouvez recevoir ces images par le satellite TDF2 et sur certains réseaux câblés, renseignez-vous... Consultez les programmes 16/9 d'A2 sur le 3615 code A2, rubrique TVHD ou sur le Télétex A2.

ANTENNE



La télévision en 16/9 : A2, une largeur d'avance.

BILLET

Un seul ciel européen

Pour atténuer les effets néfastes de la congestion de plus en plus aiguë de l'espace aérien (on le voit notamment lors des grandes migrations estivales...), la Commission européenne entend amener les Douze à harmoniser leurs équipements de gestion du trafic (radars, ordinateurs...). Elle vient d'adopter un projet de directive dont l'objet serait d'obliger les États membres à se doter de matériels respectant les spécifications techniques élaborées par Eurocontrol, l'organisation intergouvernementale chargée de la coordination de la navigation aérienne.

Or, aujourd'hui, le contrôle aérien européen est complètement cloisonné et, de ce fait, inefficace. On compte une cinquantaine de centres qui communiquent difficilement entre eux. Les États (et leurs voisins au-delà des frontières de la CEE) jalousent de leurs prérogatives, achètent souvent des équipements incompatibles. Une cacophonie qui est largement responsable des retards des avions. Selon M. Karel Van Miert, commissaire européen chargé des transports, 40 % des vols Bruxelles-Paris ou Bruxelles-Londres ont du retard et coûtent très cher aux compagnies.

La situation s'aggrave au point que, selon la Commission, la libéralisation des transports aériens récemment décidée par les Douze (le Monde du 24 juin) pourrait rester partiellement lettre morte si la circulation restait entravée par un système de contrôle inadéquat. Selon M. Van Miert, les États membres, qui, jadis soucieux de préserver l'intégrité de leur souveraineté, refusaient à la Commission le droit d'intervenir, ont assoupli leurs positions et compris qu'ils devaient rationaliser leurs attitudes. Bref, ils seraient prêts à se laisser forcer le main et à adopter une directive qui les obligerait (ainsi que les industriels) à se plier aux recommandations techniques d'Eurocontrol. Des règles qui sont régulièrement publiées, mais qui, n'étant pas pour l'instant obligatoires, ne sont pas respectées. « Une fois la directive en vigueur, la pression sur les États sera très forte pour qu'ils modernisent leurs équipements », note le commissaire.

De plus, dans l'esprit de la Commission, cette harmonisation ne peut constituer qu'une première étape. Une cinquantaine de centres de contrôle, ce n'est pas raisonnable. Avec l'intégration européenne, à laquelle n'échappe pas le ciel, la concentration industrielle et technique semble inévitable.

PHILIPPE LEMAITRE

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Chute de l'indice de confiance des consommateurs américains. - L'indice de confiance des consommateurs américains dans la situation économique, établi par la Conference Board, a chuté de 11,6 points en juillet, perdant ainsi près de la moitié de ses gains enregistrés au printemps. Les prévisions d'achats de maisons et d'équipements sont en baisse, tandis que celles de voitures enregistrent une hausse. Selon la responsable du Conference Board, cette chute de confiance reflète la faiblesse de la reprise américaine et témoigne de l'accent mis sur les problèmes économiques au cours de la campagne présidentielle.

Un accord « historique et révolutionnaire »

Syndicats, patronat et gouvernement mettent fin à l'échelle mobile des salaires en Italie

ROME

correspondance

L'accord signé vendredi 31 juillet a été défini comme « historique, révolutionnaire, marquant la fin d'une époque ». Ces qualificatifs, pour une fois, ne sont pas exagérés. Avec la disparition de l'échelle mobile des salaires après dix-sept ans, c'est une façon de vivre l'inflation qui s'achève. A partir d'aujourd'hui, celle-ci devient le produit de tous. Que l'accord soit passé avec l'aval de toutes les composantes sociales - y compris celui de la CGIL, le principal syndicat italien, dont le secrétaire général, M. Bruno Trentin, a annoncé sa démission - est une démonstration importante de la gravité de la situation économique que traverse l'Italie.

Pour le premier ministre, M. Giuliano Amato, c'est « une garantie de paix sociale jusqu'à la fin de 1993. Le point le plus important », a-t-il souligné, pour l'économie italienne et pour ceux qui la regardent à partir des marchés internationaux, une phase de tranquillité pendant laquelle on pourra travailler, produire et redevenir compétitif. L'accord général sur les coûts salariaux, qui porte sur cinq points, a été signé, vendredi soir, au terme d'une longue journée de négociations. Les détails viendront plus tard, à la rentrée de septembre.

Outre « l'abandon définitif de l'indexation des salaires » - on discutera toutefois à la rentrée de la réalisation d'une échelle mobile « de secours » qui pourra entrer en fonction temporairement, uniquement en cas de manque de renouvellement des contrats au moment de leur échéance - l'accord entre le gouvernement, le patronat et les syndicats a aussi comme objectif de ralentir le rythme de l'augmentation des prix. Celle-ci devrait passer des 5,5 % actuels, à 3,5 % en 1993, 2,5 % en 1994 et 2 % en 1995.

Le gouvernement s'est engagé à « prédéterminer » les augmentations des salis et des prix contrôlés. Tous les salaires le comité interministériel pour les prix (CIP) publiera une étude sur le rythme d'augmentation des prix. Côté contrats, on exclut toute augmentation salariale pour ce qui concerne le secteur privé. En 1993, il n'y aura qu'une seule augmentation, égale pour tous. A tous les salaires sera ajoutée la somme de 20 000 lire (100 francs) sur treize mensualités comme « élément distinct de la rétribution » (EDR). Pour la fonction publique, une solution similaire sera étudiée, afin que la masse salariale n'augmente pas au-delà de 10 % d'ici la fin de l'année. Pour le chômage enfin, le gouvernement s'engage à mettre au point une nouvelle loi sur la « cassa integra- zione » - système de chômage pris en charge par l'Etat et n'entraînant pas la rupture du contrat de travail - et sur la mobilité, et à favoriser des accords en matière de restructuration des entreprises particulièrement en crise, à renforcer les agences pour l'emploi et à réorienter la formation professionnelle dans les différents secteurs de spécialisation.

Alors que l'on attend, en Italie, l'accueil des marchés financiers, l'attention s'est tournée vers la CGIL, le syndicat à majorité ex-communiste, qui est entrée en crise après la signature de l'accord. M. Bruno Trentin, son secrétaire général, a démissionné samedi. Le comité directeur a rejeté, dans la nuit de vendredi, l'accord signé. « Ma démission, affirme M. Trentin, est due au fait que j'ai dû accepter le texte final du protocole afin d'éviter, dans une situation aussi grave pour le pays, une possible crise de gouvernement sans avoir pu remplir le mandat qui m'avait été confié, celui d'obtenir certaines modifications au texte présenté par le gouvernement ».

« Chantage » gouvernement. « Reddition sans condition du principal syndicat ? » Les commentateurs ne manquent pas, lundi, à faire remarquer que le coût du chômage, celui d'obtenir certaines modifications au texte présenté par le gouvernement, c'est le pays qui aurait payé. (Interim)

Le rapport annuel du Comité des usagers

La loi sur le surendettement est inefficace pour régler les problèmes des faibles revenus

Le surendettement frappe de plus en plus de chômeurs et de personnes à faibles revenus. Or, les mécanismes mis en place dans le cadre de la loi sur le surendettement, s'avèrent inefficaces pour régler les difficultés de ces personnes. Telles sont les conclusions maussades d'un bilan établi par le comité consultatif des usagers du Conseil national du crédit sur le traitement des dossiers de surendettement.

Depuis l'instauration en décembre 1989 de la loi Nègre sur le surendettement, près de 190 000 dossiers ont été déposés. Ils prennent une tournure dramatique quand 11,30 % des demandeurs possèdent des ressources insuffisantes pour faire face aux seules dépenses de la vie courante.

L'essentiel de leur dette, en moyenne 24 500 F, est ainsi constituée, non de crédits à la consommation, mais d'arriérés de loyers, de chauffage ou d'électricité. Les charges mensuelles représentent pour cette population 61 % des revenus et près de 30 % des ressources inférieures à 4 000 F par mois. La dégradation de la situation financière de ces surendettés est « liée à la situation économique générale », constate le comité qui relève une augmentation de la proportion des chômeurs.

Plus grave, les procédures mises en place dans le cadre de la loi, d'après les plans de redressement, s'avèrent totalement inefficaces. Pour que les mécanismes d'étalement de la dette fonctionnent, il faut que les ménages surendettés « disposent d'une certaine capacité de remboursement ». En fait, dans les cas extrêmes, la seule issue passerait par des aban-

donis de créances. Mais par crainte du précédent, les établissements de crédit se refusent généralement à y consentir. « De telles situations paraissent plutôt relever d'un traitement social », constate le comité.

Portrait robot du surendetté

A partir d'une étude réalisée sur les dossiers déposés au cours du mois de juin 1991, le comité dresse également le portrait robot du surendetté. Il s'agit dans 58,9 % des cas d'un ouvrier ou d'un employé qui a entre-

tre et quarante ans (70,2 %). Le ménage (66,2 %) a au moins deux personnes à charge (52 %), mais la proportion des célibataires est en augmentation (10,7 % en 1991 contre 7,5 % en 1990), tandis que les divorcés et séparés représentent toujours une part importante (20,3 %). Les hauts revenus (plus de 20 000 francs) sont marginaux (2,17 %), mais volent proportionnellement (0,23 % en 1990). Plus des deux tiers des surendettés disposent de moins de 10 000 francs par mois et 25 % (contre 19 % en 1990) moins de 6 000 F.

On distingue trois groupes

origines du surendettement : un emprunt immobilier (41,1 %), le crédit à la consommation (55,40 %). Les surendettés n'ont que du crédit à la consommation : 32 % ont simultanément plus de six crédits à la consommation, et 27 % des ressources (devenues) insuffisantes (11,30 %). En 1990, 90 174 dossiers avaient été déposés. Il y a eu 68 075 entre juin 1991 et 29 146 entre janvier et mai 1992. Au 31 décembre 1991, le taux de réussite des procédures amiables était de 81 %.

E. L.

La folle semaine du CSA

Suite de la première page

Ces prises de position montrent, d'abord, quelle influence pourrait avoir une autorité authentiquement indépendante sur un secteur audiovisuel tiraillé à hue et à dia par les ambitions financières et politiques des uns et des autres. Elles ont aussi l'avantage de révéler quelques-unes des tensions profondes du système audiovisuel français.

Si l'on se réfère à l'A2-FR3, le CSA n'a pas les moyens nécessaires pour exercer la fonction mise en œuvre par M. Bourges. Il sortirait d'ailleurs de son rôle en s'engageant dans la stratégie du président commun aux deux chaînes. En revanche, il excelle à plein ses responsabilités quand il s'agit de l'enquête de la « complexité des différents niveaux de décision » que cette fusion engendre au cœur d'Antenne 2 et de FR3 et quand il somme le « législateur » de lever les « ambiguïtés » existantes et de décider si « la fusion doit être tenue pour l'objectif à atteindre ».

Autrement dit, si le Parlement n'est pas d'accord avec M. Bourges qu'il le dise, sinon qu'il se dépêche de donner au PDG d'A2-FR3 les moyens de sa politique. Cette interpellation du Parlement aurait pu avoir lieu plus tôt, mais il n'est pas trop tard.

Quand le CSA autorise trois émetteurs seulement pour T4-Fre Dom - ceux précisément qui ne sont pas occupés illégalement par M. Camille Sédre - il est également dans son rôle : celui de gardien sourcilieux de la législation. Il n'est pas logique qu'un Napoléon d'outre-mer profite des lois de la République pour se faire élire, quitte à les bafouer une fois au pouvoir. Même démarche quand le CSA interdit à Antenne 2 de couper les émissions de jeux par des encarts publicitaires. Une chaîne publique, aux prises avec des difficultés de financement, ne peut se permettre une interprétation tendancieuse de son cahier des charges, au risque de compromettre tout l'équilibre financier du PAF. Certes, il a fallu que le gouvernement s'en mêle pour qu'Antenne 2 obtienne, mais c'est la fermeté du CSA qui a contraint le gouvernement à se rallier à son interprétation des textes.

M. Michel Chassagne, ministre du budget, et M. Jean-Noël Jeanneney,

secrétaire d'Etat à la communication, sont désormais contraints de s'interroger sur le rôle de l'audiovisuel. L'Etat souhaite rester principal de deux chaînes de télévision : même trois avec ARTE, il assume ses responsabilités financières. Antenne 2, qui se voit demander à la fois de concurrencer TF1 et de diffuser les émissions religieuses, se verra pallier les carences en allant brasser les recettes du secteur privé sur un marché publicitaire dont, depuis la mort

Dépendance des partis

Enfin, s'il fallait tirer la leçon jusqu'au bout, le gouvernement devrait reconnaître à l'occasion que l'audiovisuel n'a rien d'un far-

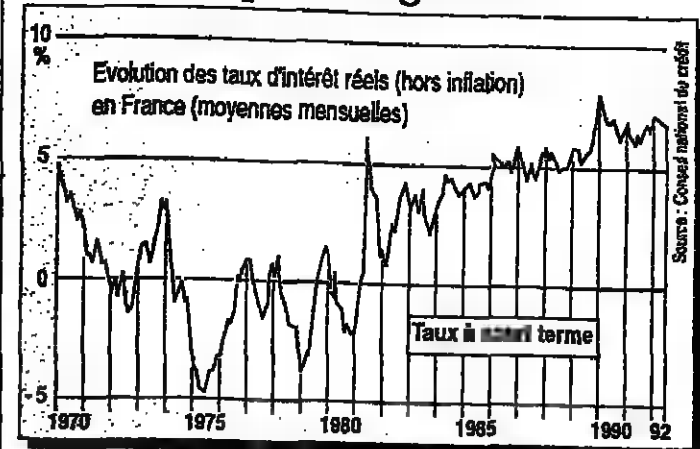


de La Cinq, chacun connaît les limites. Or aujourd'hui, en matière de financement, les différences entre le secteur public et privé de l'audiovisuel tiennent uniquement à l'interdiction aux chaînes nationales d'interrompre les émissions de pub une heure d'émission - dix minutes pour FR3 - les secteurs économiques autorisés ou non, les contrôles du Bureau de vérification de la publicité, les conditions pour le parrainage... Les règles sont les

au regard de son importance. Un ou deux milliards par an supplémentaires pour les chaînes de télévision que tous les Français regardent sont peu de chose au regard de la masse d'information, de distraction et de divertissement que les programmes remplissent.

Quant à l'amende de 30 millions de francs infligée par le CSA à TF1, son mérite est simple : au-delà des infractions aux quotas de diffusion, l'énormité de l'amende (la CNCL avait cependant infligé une amende

Des taux réels au plus haut depuis vingt ans



Les taux réels à court terme ont atteint en France des niveaux historiquement élevés. L'édition provisoire du rapport du Conseil national du crédit pour 1991 consacre un chapitre entier à l'évolution des taux réels (hors inflation) en France et dans le monde. Or, on sait qu'en Europe, le niveau très élevé des taux réels est souvent considéré comme une des causes principales de la faiblesse de la croissance économique.

Presque constamment négatifs entre 1974 et 1981, les taux réels français à court terme n'ont cessé par la suite de monter, en même temps que reculait l'inflation. Ils atteignent aujourd'hui environ 7 %, soit l'un des niveaux les plus élevés au monde et le plus haut depuis vingt ans.

Le ralentissement des hausses de prix depuis dix ans n'a pas été suivi d'une baisse équivalente des taux réels. La politique monétaire visant à renforcer le franc, la volonté de « coller » au mark au sein du SME (système monétaire européen), l'objectif de désinflation compétitive sont responsables du phénomène. Cette politique, qui a permis de réduire l'inflation de façon considérable, a probablement aussi eu pour effet de freiner la croissance économique.

M. Michel Sapin se déclare opposé à une hausse des prélèvements obligatoires

« Je suis résolument opposé à l'augmentation des prélèvements obligatoires, qu'ils pèsent sur les individus ou sur les entreprises », a déclaré M. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, dans une interview publiée par le Journal du 2 août.

« Augmenter les impôts, c'est augmenter les difficultés au-delà de ce que nous pouvons supporter », a-t-il déclaré. « Je refuse la spirale du toujours plus de dépenses, compensée par toujours plus de cotisations, ajoute le ministre. Une hausse peut parfois être nécessaire, mais elle doit alors s'accompagner d'une maîtrise accrue des dépenses, comme viennent de le faire avec intelligence et courage les partenaires sociaux, s'agissant de l'assurance chômage ».

E. L.

On considère qu'un point d'audience procure à la télévision de francs à la Cinq en 1992 a servi à révéler : elle a montré le formidable instrument de pouvoir que représente une chaîne de télévision qui fait, à la fois, à la fois, à la fois. Il a suffi que TF1 décide de réagir sur le plan politique pour qu'aussitôt les leaders de l'opposition - en l'occurrence M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, et M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF - précipitent à sa rescousse. La violence de leurs propos a contraint M. Jeanneney à intervenir au micro pour leur répondre.

La véritable menace de la privatisation de TF1 en 1992 a servi à révéler : elle a montré le formidable instrument de pouvoir que représente une chaîne de télévision qui fait, à la fois, à la fois, à la fois. Il a suffi que TF1 décide de réagir sur le plan politique pour qu'aussitôt les leaders de l'opposition - en l'occurrence M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, et M. Alain Madelin, vice-président de l'UDF - précipitent à sa rescousse. La violence de leurs propos a contraint M. Jeanneney à intervenir au micro pour leur répondre.

A quelques mois des élections législatives, le CSA a-t-il voulu prouver son indépendance en jouant la carte de la survie pour l'après-1992 ? Si le passé construit l'avenir, il reste peu de temps aux sages du CSA pour assurer le leur.

YVES MAMOU

M. Patrick Farcat est nommé directeur général

M. Patrick Farcat, quarante ans, a été nommé directeur général du CSA, par un décret publié au Journal officiel du 30 juillet. Il remplace M. Jean-Eric Schoettl, qui avait été nommé à la tête de la préemption du CSA par le gouvernement. M. Patrick Farcat est agrégé de philosophie à l'ancien lycée de l'Ecole normale supérieure. Il exerçait auparavant les fonctions de directeur des études et des autorisations au CSA.

JUILLET 1992

HAVAS

REMERCIÉ SES ACTIONNAIRES DE LEUR CONFIANCE

Les actionnaires détenant les bons de souscription émis lors de l'augmentation de capital réalisée en 1989 les ont exercés.

Les fonds propres et la trésorerie disponibles à l'issue de cette opération sont augmentés de 1760 millions de francs. Le nombre d'actions nouvelles créées par l'exercice des bons est de 4 286 000. Le nombre total d'actions Havas est

donc désormais de 44 839 000.

Les nouvelles actions seront inscrites à la cote à compter de la mi-août.

Havas remercie ses actionnaires de lui avoir fourni les moyens de poursuivre sa croissance.

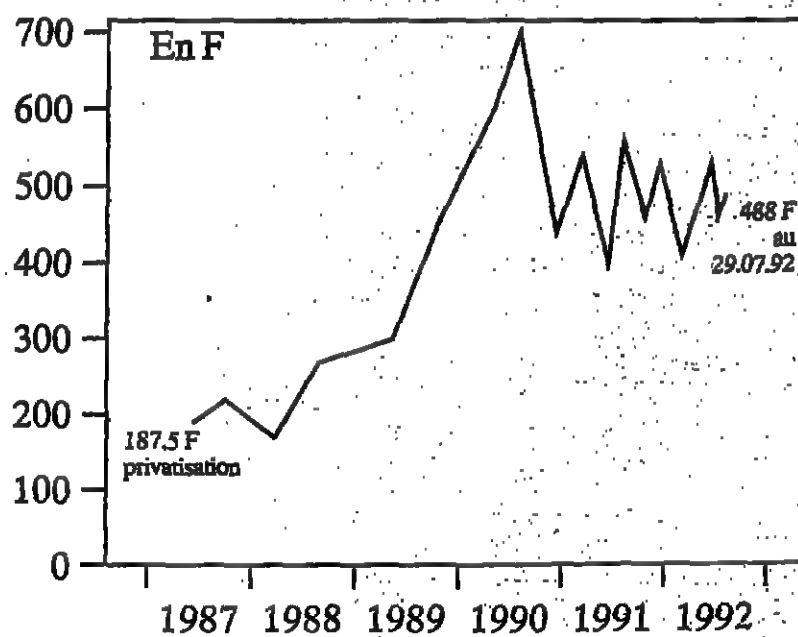
De 1986 à 1992, les fonds propres du Groupe Havas auront été multipliés par 5,6 passant de 1652 millions de francs à plus de 9 200 millions de francs.

CHIFFRES CONSOLIDÉS

en millions de francs	1986	1991	1991/1986
Chiffre d'affaires	11 299	26 497	x 2,3
Résultat courant	585	1 851	x 3,2
Résultat net part du groupe	426	1 083	x 2,5
Investissements	469	2 360	x 5,0
Dividendes versés par Havas S.A.	54	312	x 5,8
Fonds propres	1 652	6 581*	x 4,0

* Au 31 décembre 1992, les fonds propres du groupe devraient s'élever à plus de 9 200 millions de francs.

ÉVOLUTION DU COURS AJUSTÉ DE L'ACTION HAVAS (depuis la privatisation)



Service Minitel Actionnaires : 36.16 CLIFF - Rubrique HAVAS

L'ÉCONOMIE

La course aux sources en France

Depuis le début de l'année, deux nouvelles sources sont exploitées en France, la première en Bretagne et la seconde dans le haut Languedoc. Ces deux initiatives, l'une locale, l'autre privée, font découvrir à de petites communes la magie de l'eau. La première surprise passée, les projets de développement affluent déjà...



L'eau de La Salvétat pétillait à nouveau

Pour développer leur production dans les minérales gazeuses, les dirigeants d'Evian ont jeté leur dévolu sur un site connu depuis le Moyen Âge

LA SALVÉTAT-SUR-AGOUT

notre envoyé spécial

DANS le haut Languedoc, Evian a retrouvé la mémoire de l'eau. Dès 1989, soucieux d'accroître leur production dans le secteur des eaux minérales gazeuses, où ils sont présents avec Badoit, les dirigeants de la firme avaient demandé au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) de leur trouver une nouvelle source de débit suffisant pour être exploitée. Grand connaisseur de la carte des ressources minières françaises, cet organisme leur proposa alors trois sites : le plus intéressant semblait d'être de jeu celui de La Salvétat-sur-Agout.

Dans ce village du haut Languedoc coule une source connue depuis le Moyen Âge par les pèlerins en route vers Saint-Jacques-de-Compostelle. Elle s'y rendait aussi pendant près d'un siècle, appréciant cette eau pétillante, reconnue dès 1848 comme «minérale» (ayant donc des propriétés favorables à la santé) et commercialisée sous le nom de Ricemajou. Et ce jusqu'au début des années 30, date à laquelle l'exploitation fut stoppée et la source thermale fermée, avant de disparaître, engloutie dans les travaux de creusement du lac de la Ravège.

Quelle ne fut pas la surprise du nouveau maire de La Salvétat, Francis Cros, élu en janvier 1990, de voir débarquer dans son bureau trois mois plus tard un directeur

technique d'Evian. «Au début, je ne voyais pas pourquoi il venait nous voir, tant nous sommes éloignés de tout», raconte le maire de cette commune de 1 160 habitants, «mais il s'agit du plus élevé de l'Hérault (plus de 700 mètres d'altitude) et le plus éloigné de Montpellier, chef-lieu du département (120 kilomètres) : «Pour accéder à la source, nous sommes fraye un chemin à la serpe, car le sentier était complètement embroussaillé».

Des poids lourds sur les départementales

Une visite discrète à Saint-Galmier (Loire) durant l'été, pour voir l'usine de Badoit, permit au maire d'appréhender la réalité de ces propositions. En septembre, Evian racheta le site et après des forages concluant décidait de l'exploiter. Le secret, jusqu'alors bien gardé, était levé, car il fallait alors trouver un site pour implanter l'usine et organiser le plan d'occupation des sols (POS). Construite en trois mois, l'unité industrielle fut inaugurée fin avril (le Monde du 28 avril).

Pour la commune de La Salvétat, l'atout de cette implantation ne réside pas seulement dans les emplois créés (une petite quinzaine en 1990, mais plutôt dans les perspectives de ressources non-

velles. Concrètement, la source qui sur chaque litre d'eau mis en bouteille (2,3 centimes) apportera 500 000 francs cette année à la commune et la somme s'ira qu'en augmentant à la production suit. De plus, viendra s'y ajouter la professionnelle. La Société des eaux d'Evian, devenue le premier employeur du cru, assurera à la localité une promotion permanente : elle a retenu pour le nom du village - La Salvétat - plutôt que celui du site - Ricemajou. La municipalité devrait en profiter, puisqu'elle fonde une partie de son développement sur le tourisme, accueillant déjà 12 000 à 15 000 personnes l'été.

Pour Francis Cros, l'usine devrait aussi prévenir la fermeture de services publics dans cette zone de montagne, grâce à l'arrivée de nouvelles familles dans la commune, et pourquoi pas de sous-traitants. Reste à présent à élargir les routes d'accès à La Salvétat-sur-Agout, pour les rendre praticables par tout temps aux camions venant chercher cette eau minérale «naturellement gazeuse». Sur les routes départementales sinueuses du haut Languedoc, les usagers seront confrontés à deux problèmes saisonniers : la neige et le verglas l'hiver, l'abandon de voitures et de caravanes l'été. De l'ère du cheminement des pèlerins, il faut passer à celle du transport industriel, le tout dans un parc régional naturel. Une «source» gageure à l'heure de l'écologie!

DOMINIQUE GALLOIS

Monts d'Arrée : la résurgence du Graal

Découverte en 1959, la source est exploitée par un syndicat intercommunal et a déjà créé des emplois depuis février

COMMANNA

notre envoyé spécial

C'EST le nom de «monts d'Arrée»! Ancré dans la mémoire bretonne, avec ses légendes, le mystère de ces montagnes qui courent en deux le Finistère, tantôt collines d'ajoncs, de bruyère et de landes, tantôt rocs torturés qui brisent les nuages bas, couleur de granit, d'ardoise et de calcaire. Le site d'Arrée, la terre du vent... «Quand le lieu mythique devient lieu de source, et quand le rêve humain se fait réalité économique...» Le curé de Commanna (Finistère) dit seulement que la source sort d'un lieu magique et que son nom évoque la pureté d'un premier jour et le souvenir des bardes... Le maire, François Manach, est plus direct : pensez-vous! La source des monts d'Arrée, découverte en 1959, est exploitée par un syndicat intercommunal pour les communes alentour, a créé 18 emplois depuis février dernier, «40 à très court terme», espère-t-il même : «La source, pour Commanna, est une bouffée d'oxygène».

La source... Les habitants sourient. C'est la première fois qu'ils achètent de l'eau en bouteille! «Il n'en est pas de plus pure, c'est sûr, ni l'endroit d'où elle vient!» Quelle satisfaction de voir que chaque dimanche la montagne où se niche la source, cernée par des sapins, attire des dizaines de curieux de tout le Léon : «Une source qui coule, c'est un don, c'est magique».

La source fait donc... Mais

pour séduire les banques, il faut des actionnaires, il faut autre chose. Une eau pure - celle-ci affiche moins de 2 mg de nitrates par litre - avec un débit abondant et constant. «Pas de risque», dit le maire. Il dépense 600 000 francs par jour une forte pluviosité exclut sur les monts toute hypothèse de sécheresse! Il fallait des capitaux de départ : les vins Grézel, la SDR-Bretagne, le groupe Even, si fortement implanté dans la région... Mais il fallait aussi des garanties sérieuses en matière de

l'abonnement de l'eau à la commune

Comment louer une source sans l'appui des commerces et grandes surfaces? La présence de Grézel, le plus gros distributeur de boissons de la région, dont les cadres ont en l'idée de la source et comptent parmi les actionnaires, était sans doute fondamentale. Mais la coopération des établissements Leclerc, Relais ou Intermarché a été immédiate et «Monts d'Arrée» est aujourd'hui disponible dans l'ensemble des départements bretons.

Enfin, rien n'aurait été possible si les pionniers n'avaient obtenu l'aide active de la municipalité. Ancien ingénieur du génie rural, François Manach s'est tout de suite passionné, obsédé par l'idée de faire vivre Commanna (1 117 habitants), Paul Le Gall, Grézel,

aujourd'hui directeur de la société d'exploitation de la source (SEMA), est aussi son adjoint. «C'est normal», dit le maire. Les intérêts sont convergents. Commanna comptait 120 exploitations agricoles en 1980, elle n'en a plus que 45 aujourd'hui, 25 peut-être à l'horizon 2000.

François Manach a des idées qui vont au-delà du tourisme et de la culture bretonne. Mais la source des monts d'Arrée va d'abord conforter son budget. Par la vente de l'eau à la SEMA : un conteneur par cet de bouteille revient au syndicat des eaux (80 000 «coils») versant à l'usine chaque jour, 300 000 à terme; puis - dans cinq ans - par la taxe profes-

Pour protéger la source du tout risque de pollution, le syndicat intercommunal s'apprête à racheter les parcelles situées dans le périmètre immédiat. D'autres, plus éloignées, seront soumises à de fortes servitudes. Des recherches sont entreprises pour découvrir d'autres sources, dont beaucoup ont l'intuition. Et la SEMA, qui, avant même que la première bouteille ne sorte de son usine, a reçu de la part de gros groupes des offres de rachat, entend bien, d'ici cinq ans, rambliser 20 millions de francs. Elle compte aussi exporter et passer donc d'une production de 15 millions de «coils» par an à 40 millions. La Bretagne, où la consommation de vin est en forte baisse, ne consomme-t-elle pas déjà 100 millions de «coils» d'eau de source par an?

ANNICK COJEAN

L'industrie pétrolière mexicaine n'est plus un sujet tabou

La compagnie nationale doit se réorganiser et faire une place aux sociétés étrangères

MEXICO

de notre correspondant

Si les négociations sur le traité de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada semblent approcher de leur terme, les partenaires ne sont toujours pas parvenus à un accord sur l'ouverture de l'industrie pétrolière mexicaine au capital étranger. Pour le Mexique, qui a nationalisé son pétrole en 1938, il est hors de question de céder aux pressions des sociétés américaines qui souhaitent participer à l'exploration et à la commercialisation des hydrocarbures au sud du Rio Grande (voir l'interview du président Carlos Salinas dans le Monde daté du 21 juillet). Du moins officiellement, car les portes s'ouvrent de plus en plus largement dans certains secteurs comme la pétrochimie.

«Nous comprenons la position du gouvernement mexicain, qui veut éviter les problèmes politiques que poserait une modification de la Constitution, dit-on de la diplomatie américaine. Les États-Unis nous ont dit qu'ils ne pouvaient pas autoriser les contrats de risques pour l'exploration, mais qu'ils étaient prêts à ouvrir largement en matière de services. Il suffit donc de faire preuve d'imagination pour faciliter l'accès du capital étranger au secteur des hydrocarbures». Les États-Unis, qui achètent 56 % du pétrole exporté par le Mexique, leur deuxième fournisseur brut, ne remettent pas en question, du moins pour l'instant, le principe du contrôle de l'État mexicain sur ses ressources naturelles et

affirment vouloir seulement un «accès sûr» aux hydrocarbures de leur voisin.

Depuis son arrivée au pouvoir, en 1988, le président Carlos Salinas a déjà fait preuve de beaucoup de «créativité» dans ce domaine : dans bien des domaines, il a su prouver une fois de plus en annonçant la «restructuration» de la société nationale des pétroles, Pemex (Petróleos Mexicanos), qui a été transformée en une entreprise à capitaux mixtes. Cette gigantesque entreprise - la cinquième du monde dans le secteur pétrolier avec cent cinquante-trois employés et un chiffre d'affaires annuel de près de 20 milliards de dollars - doit être transformée en un holding de quatre sociétés nationales qui, tout en restant sous le contrôle d'une seule entité, auront une plus grande souplesse dans leurs activités.

La réduction de la «pétrochimie lourde»

Selon le projet, trois des quatre sociétés - exploration et production; raffinage; gaz et pétrochimie - ne seront pas ouvertes au capital privé, national ou étranger. La quatrième (pétrochimie légère), en revanche, est accessible au secteur privé. L'«imagination», pour satisfaire l'appétit de l'industrie pétrolière américaine, va à faire passer dans la catégorie «pétrochimie légère» la plupart des produits classés jusqu'alors dans la «pétrochimie lourde». Celle-ci comprend

aujourd'hui moins d'une vingtaine de produits, parmi lesquels le caoutchouc, et il n'y aura pas de doute que dans les années 90, les pétroliers américains, et donc, les bruits qui ont fait courir, dans un monde dont ils avaient été chassés en 1938 par la nationalisation décidée par le président mexicain Lázaro Cárdenas, malgré les menaces de Washington d'une intervention militaire. Certains secteurs nationalistes reprochent à Carlos Salinas d'avoir cédé aux pressions des États-Unis d'avoir autorisé une privatisation «rampeante» de Pemex. Ils en ont fait preuve les contrats accordés à diverses entreprises au cours des dernières années, y compris pour le forage de puits (avec la société américaine Tricon). Ils citent aussi les négociations en cours avec des compagnies françaises et japonaises pour la construction de raffineries. Sans oublier le contrat passé avec la société californienne d'ingénierie Bechtel, qui, après la tragédie de Guadalajara, le 22 avril dernier (deux cent cinquante morts officiellement, plus mille selon d'autres sources), a été chargée de mener une enquête indépendante sur l'effondrement de Pemex.

Cet accord avec Bechtel illustre aussi le manque de confiance de l'opinion publique mexicaine envers les dirigeants de Pemex, qui ont toujours déguisé leur responsabilité pour les nombreux accidents mortels survenus au cours des dernières années (1).

Selon un sondage récemment publié par la revue *Esté País*, la majorité des Mexicains restent cependant attachés au monopole pétrolier. Le président Salinas en a évidemment tenu compte dans les négocia-

tions avec les États-Unis, mais il avait une raison supplémentaire de s'opposer à l'ouverture du secteur : la société nationale fournit plus de 20 % des bruts et près de 96 % des produits raffinés.

Mais cette ponction excessive a des effets pervers puisqu'elle empêche, depuis huit ans, la société de dégager les fonds nécessaires à la modernisation des installations, voire à leur remise en état, et à la recherche de nouveaux gisements.

Les réserves ont baissé

Cela explique qu'aucune grande entreprise n'ait pu être créée depuis près de vingt ans, ce qui a entraîné une baisse des réserves de 7,4 % l'année dernière, selon les statistiques du Comité professionnel du pétrole : elles s'élèvent aujourd'hui d'environ 7,121 milliards de tonnes, soit environ quarante-neuf ans de production au rythme actuel (2,7 millions de tonnes par jour, dont la moitié pour l'exportation (2)). Le Mexique ne pourra pas augmenter ses exportations avant la fin du siècle», reconnaît le président de Pemex, Francisco Rojas. Les plus pessimistes pensent même que le Mexique devra arrêter ses exportations pour couvrir ses propres besoins (il importe déjà de l'étranger depuis la fermeture, l'an dernier, de la raffinerie «Juárez» à la capitale) (voir le Monde daté du 15 janvier 1991).

«La meilleure façon de maintenir Pemex dans sa compétitivité, son efficacité et sa productivité», n'hésite pas à affirmer le secrétaire général du syndicat des ouvriers du pétrole, Sebastian Guzman, qui a été nommé par le président Salinas lui-même pour mettre fin à la corruption, qui touchait les syndicalistes comme les dirigeants. L'alliance de fait avec le syndicat a déjà permis à la direction de licencier plusieurs milliers de personnes sans trop de problèmes. La compagnie, les dépenses ont baissé de 10 % entre 1988 et 1991, ce qui a permis de réduire de 10 % le plan financier à l'échelle mondiale.

Ce jugement est largement contesté dans les milieux spécialisés, qui rappellent les difficultés éprouvées par la société nationale pour trouver de l'argent frais sur les marchés internationaux : elle n'a réuni qu'à peine 2,8 milliards de dollars pour financer son plan à cinq ans de 20 milliards de dollars sur cinq ans. Un plan modeste si on le compare aux projets de l'autre grand producteur pétrolier latino-américain, le Venezuela, qui prévoit 10 milliards d'investissements sur la même période. Il reste encore beaucoup à faire pour rendre du dynamisme à Pemex.

BERTRAND DE LA GRANGE

(1) En 1984, notamment, l'explosion d'un réservoir de gaz liquide à San-Juanico, dans le bassin de Mexico, fait huit morts et cinquante blessés officiellement, beaucoup plus selon certaines sources.

(2) Les réserves sont évaluées à 7,3 milliards de tonnes.

L'ÉCONOMIE

La dentelle de Calais, une belle affaire

Une trentaine d'entreprises perpétuent une tradition de qualité vieille de deux siècles. Mais pas question de s'endormir : on fait aussi appel aux métiers électroniques

CALAIS

de notre envoyée spéciale

C'EST en 1787 que la dentelle de Calais est arrivée en France. Elle est née d'un monopole industriel anglais à Nottingham en 1787, les métiers mécaniques permettant de produire mille fois plus rapidement qu'à la main, et donc d'inonder le marché européen. Quoique l'industrie de la dentelle en France ait passé de la peine de mort à la faveur par les produits qu'ils pensent pouvoir réaliser, quelques producteurs anglais braient cependant l'interdit, démontrant leurs métiers, au cachet au fond de leur barque et en attendant d'échapper aux contrôles de la police française de la douane. Ils s'installent tout naturellement dans la ville française la plus proche, Saint-Pierre-lès-Calais.

De ce hasard géographique est née l'industrie de la dentelle, pro-

duit employeur de la ville de Calais depuis plus de cent cinquante ans. On y trouve l'essentiel de la mono-industrie qui, dans les belles années des années 20, faisait vivre 10 000 personnes. Mais la population active, toujours aujourd'hui au sein de vingt-huit entreprises de la ville,

Prospérité

« Avec un chiffre d'affaires de 770 millions de francs en 1991, unique dans le monde pour la dentelle, le plus grand chiffre de 75 de ce chiffre d'affaires est l'exportation, des vêtements, de la dentelle et de la création, l'industrie de la dentelle est loin d'être moribonde », s'enflamme Robert Bomy, président de la Chambre syndicale des fabricants de dentelle.

Il est vrai que l'industrie dentellière est parvenue à survivre à une crise impressionnante : la grande dépression de 1929, qui réduisit à néant les exportations

vers les États-Unis, le plus grand client de l'époque ; quelques années de répit, et la seconde guerre mondiale paralysait la production. La croissance des années 50-60, dont profita pleinement la dentelle, s'interrompit brutalement en mai 68 : les femmes décidèrent d'oublier le soutien-gorge, d'adopter le jean et de reléguer combinaisons et jupes au musée des antiquités. L'industrie dentellière ne reprit son souffle qu'au début des années 80. Le mode est alors de nouveau à la féminité qui s'affiche et aux lignes sophistiquées. Surtout, de nouvelles fibres élastiques (lycra et élasthane) rendent la dentelle plus souple et plus douce au toucher. Depuis, c'est l'euphorie.

La trentaine de dentelleries calaisiennes, pour la plupart familiales, qui ont évité la faillite sont aujourd'hui prospères. Mais il leur a fallu faire quelques entorses à la tradition. Plus question de produire uniquement de la « véritable dentelle de Calais », tissée sur métiers levers, à l'ancienne. Les industries se sont tournées vers la « tricotage » de la dentelle avec des métiers Rachel ou Jacquard électroniques.

La conception beaucoup plus rapide. La dentelle, produite plus rapidement, coûte 40 % moins cher, mais sa qualité est légèrement inférieure.

Noyon, entreprise dentellière de 190 personnes, a tout plus que décuplé son chiffre d'affaires en dix ans (de 10 millions de francs en 1981 à 100 millions de francs en 1991) en produisant à l'ancienne une dentelle moins haute de 10 %. D'un côté, à l'usine, les métiers levers, les monstres de fonte qui évoquent la dentelle industrielle, bruyants, sont à l'abandon. Les ouvriers-tillistes aux commandes, « horlogers de la dentelle », constituent l'aristocratie ouvrière de la dentellierie. Leur savoir-faire, transmis de père en fils ou à l'apprentissage, est un long apprentissage : « Il faut être perfectionniste, surveiller des bobines, repérer immédiatement un défaut, un fil qui craque, un bruit suspect, cela demande des années », explique Guy Gidaudan, ouvrier-tilliste depuis

ans. A quelques dizaines de mètres seulement, mais séparés par un siècle et demi d'innovation technologique, les métiers Jacquard électroniques. Presque silencieux, ils sont entièrement commandés par un programme informatique capable d'enregistrer les motifs des dentelles. Pour Pierre Noyon, qui dirige l'entreprise, « l'avenir est dans le maintien de la dentelle traditionnelle, mais il faut aussi bien que dans la production d'une dentelle d'avantgarde destinée à la grande distribution ».

Effort de création

Pour faire face à la concurrence des dentelles bon marché en provenance du Japon, les industries dentellières de Calais « n'attendent plus, comme avant, le client », assure Roland Bal, qui commercialise des produits de deux fabricants (Cocovoir et Les Dentelles calaisiennes). « Désormais, elles démarrent dans tous les pays du monde. Et les fabri-

quants de Calais se croisent plus souvent à Hongkong qu'à Béthune ». La famille Noyon, par exemple, a des bureaux de vente à New-York et à Osaka et possède une filiale en Angleterre. Les efforts des dentelleries calaisiennes portent également sur la création : comme la haute couture, la dentelle de Calais présente désormais deux collections par an, un hiver et un été, qui suivent de près les modes de la mode.

Une campagne publicitaire lancée par tous les producteurs de dentelle levers de Calais et de Caudry, réunis depuis peu au sein d'un groupe d'intérêt économique (GIE), vise à conforter l'image de produit de gamme « haut de gamme ». Dentelleries « authentiques », mais « modernes », les fabricants calaisiens, qui souffrent de l'image artisanale que conserve la dentelle aux yeux du grand public, tentent, non sans mal, de faire comprendre qu'une dentelle d'art peut être produite à l'industrie.

PASCAL KRÉMER

AVIS FINANCIERS SOCIÉTÉS

TANKS CONSOLIDATED INVESTMENTS LIMITED (anciennement Tanganyika Concessions Limited) (en liquidation volontaire)

En liquidation volontaire le 7 mai 1992. A cette date, certains des capitaux de l'entreprise ont été affectés à la liquidation en 1982 d'actions appartenant aux actionnaires. Il existe aussi des coupons en souffrance représentant les dividendes non réclamés.

Toute personne titulaire de droits à l'égard d'actions ou de coupons en souffrance doit informer le liquidateur au plus tard le 15 septembre 1992, à l'adresse indiquée ci-dessous.

W. J. Perchard, liquidateur, La Motte Chablon, La Motte Street, Jersey, France (téléphone 44-534) 662 591

Information SICAV

UNIVAR

Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires de la SICAV UNIVAR sont convoqués à l'Assemblée Générale Extraordinaire, le jeudi 6 août 1992 à 9 h 30, 23 Place de Catalogne, 75014 Paris. En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée se tiendra le lundi 17 août 1992 à 9 h 30, 101 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée a pour objet de décider de modifications statutaires concernant, notamment, l'évaluation des Titres de Créance Négociables.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

CA SEGESPAR

Information SICAV

MONÉ J

Assemblée Générale Extraordinaire

Les actionnaires de la SICAV MONÉ J sont convoqués à l'Assemblée Générale Extraordinaire, le jeudi 6 août 1992 à 11 h, 23 Place de Catalogne, 75014 Paris. En cas de défaut de quorum, une seconde Assemblée se tiendra le lundi 17 août 1992 à 11 h, 101 Bd Pasteur, 75015 Paris.

Cette Assemblée a pour objet de décider de modifications statutaires concernant, notamment :

- la division de l'action par deux ;
- l'évaluation des Titres de Créance Négociables.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser auprès de leur agence de Crédit Agricole.

CA SEGESPAR

OPINION

De la mauvaise connaissance de l'entreprise

par Christian Morel

La connaissance sur le fonctionnement des entreprises peut être savante ou ordinaire. La connaissance savante est celle des sociologues, historiens, chercheurs en gestion. La connaissance ordinaire est celle des dirigeants et des cadres, des médias, des fonctionnaires, des divers organismes qui interviennent à un titre ou à un autre sur l'entreprise.

Intéressons-nous à cette connaissance ordinaire (1). Elle souffre, à mon sens, d'un mal chronique : un grand décalage par rapport à la réalité. D'autant que moi-même, constaté : Michel Crozier, dans *L'entreprise à l'épreuve*, parle de la perte du principe de réalité. Essayons de pénétrer dans la boîte noire de ce mal. D'abord, quelles en sont les manifestations ? La première est l'idéalisation des processus. J'entends par là l'habitude consistant à donner à des processus comme la formation, les cercles de qualité, l'amélioration des conditions de travail, le management de type A, B, X ou Y, autrefois le Taylorisme, etc., une vertu magique et universelle.

Ainsi, devant un problème difficile à résoudre, on s'exclame : « Il faut faire de la formation ! » sans qu'on ait défini qui former, à quoi, comment, alors que la formation n'est qu'un moyen à associer à d'autres. Les extrêmes dans le management comme les stages « outdoors » ne sont que des processus idéalisés poussés à la caricature. Une autre manifestation du mal est la conception magique du discours, c'est-à-dire la croyance que la diffusion d'un programme dans l'entreprise va automatiquement déclencher la cascade d'actions qu'il prévoit. La décision formation, communication, relais, contrôle, adaptation, essentielle à toute action collective est totalement négligée.

Boucles fermées

Quand toutes les explications simples auront été épuisées pour comprendre une situation très complexe, on dira alors qu'il s'agit d'un problème de culture d'entreprise ou qu'il s'agit d'un problème de motivation, ou encore qu'il s'agit d'un problème de management. Ces expressions n'apportent en fait pas plus d'interprétation que la formule « c'est vraiment un gros problème ».

Troisième manifestation : le manque fréquent de la plus élémentaire rigueur. On fait des sondages d'opinion dans l'entreprise et l'on tire des conclusions catégoriques, sans tenir compte des limites de ce type d'enquête. Des ouvrages de management paraissent tous les jours, sans aucune référence aux nombreuses publications de sciences sociales qui ont déjà traité d'un thème voisin.

Une manifestation rarement évoquée du mal est le personnel des entreprises qu'il s'agit d'analyser, la tendance à attribuer exclusivement le succès ou le coup



dur au dirigeant en place au moment de l'événement, en passant sous silence la contribution des précédents, les enchevêtrements chanceux et malchanceux et le rôle de l'ensemble des membres de l'organisation. C'est ainsi que Les Iacocca, patron de Chrysler, a été un moment présenté comme futur président des États-Unis, puis, peu de temps après, quand la situation de sa firme s'est inversée, décrié par les médias.

Il y a aussi la solution étrange idéalisée, non relativisée par rapport au contexte, la conception à l'indienne, telle méthode japonaise... : on ne dira jamais assez combien ce syndrome est perturbant pour les entreprises, conduites à importer au petit bonheur ces solutions.

Le mécanisme intellectuel qui produit de tels effets, c'est la simplification des facteurs. Il y a trois types de simplification :

- Les facteurs de proximité sont surestimés au détriment des facteurs lointains. Une firme réussit : les commentateurs ont tendance à surestimer la part jouée par le management interne au détriment de facteurs comme la situation du marché, la politique industrielle ou tel événement historique. Les auteurs du *Prix de l'excellence* (2) avaient cherché les louanges de soixante-deux entreprises. Malheureusement, quelques temps après, quarante-deux d'entre elles se trouvaient en difficulté. L'importance excessive accordée au management interne au détriment des conditions externes est probablement à l'origine de cette erreur de jugement.

- Un facteur explicatif unique est mis en avant. Ainsi, si une grave éclipse dans une entreprise, pouvoirs publics, journalistes, cadres vont se mettre à chercher l'élément qui permet à lui seul de tout expliquer ; alors qu'une explosion sociale est toujours un enchevêtrement complexe de variables.

- Les facteurs sont combinés de façon simple, sans percevoir les enchevêtrements et les effets pervers. Dans une organisation

Les « success stories » s'embellissent naturellement, se transforment en mythes, sans aucun apport sérieux et solide pour une véritable connaissance de l'entreprise.

- L'absence d'exploitation de l'expérience interne. Une entreprise produit en permanence à l'échelle locale des expériences d'innovation organisationnelle et sociale. Le problème est que toutes ces expériences sont mal diffusées, rapidement oubliées et chaque unité doit réinventer sans cesse des expériences qui ont déjà été menées à proximité. La capitalisation du savoir est donc très pauvre.

La mauvaise connaissance du fonctionnement de l'entreprise n'est pas un simple problème intellectuel. Ses effets peuvent être graves. Un exemple ? La personnalisation des succès et des échecs joue un rôle majeur dans la sélection des élites de l'entreprise, et elle peut conduire à des images préjudiciables.

Autre constatation : si la pensée en management a pu être touchée par un véritable obscurantisme (humérisme, stages commando, gourous, recettes magiques...), c'est parce que la connaissance ordinaire n'a pas su produire les antécédents naturels contre cette inévitabilité dérive.

Un minimum d'éducation

En conclusion, je suis convaincu que l'amélioration de la connaissance ordinaire exige un minimum d'éducation des managers et futurs managers dans le domaine des sciences sociales. Il faut savoir qu'en 1992, il y a trop souvent, un ingénieur peut prendre des responsabilités importantes d'encadrement sans jamais avoir suivi une formation minimum relative à, par exemple, la complexité de la motivation humaine ou la connaissance des débats critiques qui se sont déroulés sur certains outils de management empiriques. Il aura suivi, peut-être, des stages, recettes (tenues d'agenda, conduite de réunion). Mais ce n'est pas cela qui lui permettra de mieux comprendre l'extrême complexité des phénomènes (conduite de projet, grève...) qu'il aura à gérer.

Bien sûr, on entend parler de culture générale destinée aux cadres. Mais il s'agit à nouveau d'une conception magique de la culture générale. Les managers auront droit à des conférences d'astrologie, d'art contemporain, ou de philosophie religieuse alors qu'ils n'auront jamais suivi un cours de bases en sociologie, en psychologie, ou en histoire comparée du syndicalisme !

(1) Ce thème sera développé dans un article à paraître dans la revue *Gérer et comprendre* des Annales des Mines, septembre 1992.

(2) Thomas Peters et Robert Waterman, 1ère édition, 1982.

Christian Morel est cadre dirigeant dans une grande entreprise, auteur de *La Grève froide*.

International

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

engage des

AGENTS TEMPORAIRES

POUR LA DIRECTION GENERALE DES RELATIONS EXTERIEURES

• AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIE (A5/A6) réf. 34/T/92/1

Domaine: environnement et développement.
Fonctions: tâches d'analyse et d'études dans le cadre des négociations internationales en vue de la conclusion d'accords dans le domaine de l'environnement; en particulier avec les pays en développement; participation aux activités liées à la coopération de la Communauté au développement durable.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de l'environnement et de la coopération au développement durable; avoir une expérience de la coopération internationale; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIE (A5/A6) réf. 35/T/92/1

Domaine: coopération régionale.
Fonctions: dans le cadre de la mise en place des programmes de coopération régionale au niveau décentralisé; participation à l'élaboration des programmes de coopération régionale; participation à l'élaboration des programmes de coopération régionale; participation à l'élaboration des programmes de coopération régionale.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de la coopération régionale et de la coopération internationale; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIE (A5/A6) réf. 36/T/92/1

Domaine: unité technique.
Fonctions: participation à l'identification et à la mise en œuvre des actions de développement financées par la CE dans le secteur rural en Asie, notamment celles relevant de l'élevage; le rôle de la pêche dans un pays d'Asie.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de l'élevage et de la pêche; avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE HAUTEMENT QUALIFIE (A5/A6) réf. 37/T/92/1

Domaine: relations avec l'Amérique du Sud.
Fonctions: dans le cadre des relations avec certains pays de l'Amérique latine, participation à l'identification et à la préparation des projets et programmes dans le domaine de la coopération financière et technique; coopération économique; aide alimentaire.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de la coopération internationale et de la coopération avec les pays en développement; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE QUALIFIE (A7/A8) réf. 32/T/92/1

Domaine: femmes et développement.
Fonctions: participation à la mise en œuvre et à la gestion du plan d'actions communautaires en faveur des femmes dans les PVD; suivi du dossier «femmes et développement» dans les activités du Conseil et du Parlement européen.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de la coopération internationale et de la coopération avec les pays en développement; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE QUALIFIE (A7/A8) réf. 33/T/92/1

Domaine: relations avec les pays de la Méditerranée du Nord.
Fonctions: dans le cadre des relations avec la Communauté avec les pays issus de l'ancienne Yougoslavie, participation aux travaux de coopération.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de la coopération internationale et de la coopération avec les pays en développement; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE QUALIFIE (A7/A8) réf. 34/T/92/1

Domaine: relations extérieures en matière de drogues.
Fonctions: dans le cadre de la coopération avec les pays de l'Europe Centrale et Orientale en matière de drogues; participation à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de coopération avec ces pays dans le domaine de la lutte contre la drogue, ainsi qu'à la mise en œuvre de ce programme.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de la coopération internationale et de la coopération avec les pays en développement; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE QUALIFIE (A7/A8) réf. 35/T/92/1

Domaine: aide au développement, secteur rural Asie.
Fonctions: participation à l'identification et à la mise en œuvre des actions de développement financées par la Communauté européenne dans le secteur rural en Asie, notamment celles relevant de la production agricole.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de la coopération internationale et de la coopération avec les pays en développement; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

• AGENT TEMPORAIRE QUALIFIE (A7/A8) réf. 36/T/92/1

Domaine: intégration régionale Amérique Latine.
Fonctions: dans le cadre de la mise en œuvre de projets régionaux en Amérique Latine, mise au point d'instruments de suivi technique et financier des actions en question, notamment par le recours à des outils informatiques.

Qualifications requises: être ressortissant d'un des Etats membres des Communautés européennes; avoir accompli des études universitaires complètes, sanctionnées par un diplôme; avoir acquis postérieurement au diplôme universitaire une expérience professionnelle appropriée à la fonction d'au moins 12 ans; avoir une connaissance approfondie des domaines de la coopération internationale et de la coopération avec les pays en développement; posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance approfondie d'une autre de ces langues; être né(e) après le 30.06.1955.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité de traitement entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines. Les candidatures de fonctionnaires des Communautés européennes ne seront pas prises en considération. Le contrat sera proposé pour une durée minimale de 12 mois et aura une durée maximale limitée à 5 ans. Les candidats jugés les mieux adaptés à un emploi seront convoqués à un entretien. Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplôme universitaire, des employeurs au plus tard le 04.08.1992 à l'adresse suivante:

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES, Unité recrutement - SC41, rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles, en indiquant clairement le n° de référence du



FIDA

Fonds International de Développement Agricole
(Nations Unies) (Rome, Italie)
cherche

TRADUCTEUR/REVISEUR - P4 FRANCAIS

l'autorité du réviseur responsable de la française de traduction:

- traduire de l'anglais (et de temps à autre d'une autre langue officielle du FIDA) en français des documents de contenu et de caractère technique (notamment des documents techniques et financiers destinés aux organes directeurs du Fonds, publications périodiques, la correspondance officielle), de telle manière que la traduction soit publiable telle quelle;
- réviser les traductions par d'autres;
- concourir à l'établissement d'une terminologie exacte en effectuant les recherches linguistiques nécessaires.

QUALIFICATIONS: Diplôme universitaire ou équivalent en langues ou en droit, en économie, en agriculture. Sept ans d'expérience de la traduction, dont au moins trois au service d'organisations internationales, préférence du système des Nations Unies. Vocabulaire étendu, joint à un sens aigu de la sémantique à une connaissance parfaite de la syntaxe et de la stylistique. Capacité confirmée de traduire des textes techniques complexes de telle manière que la version française soit l'équivalent de l'original. Maîtrise de la terminologie technique relative à l'économie et à l'agriculture.

LANGUES: Français langue maternelle et excellente connaissance de l'anglais.

TRAITEMENT DE BASE NET ANNUEL DE: 39,368 USD à 55,221 USD, plus indemnité de poste 25,117 USD à 35,231 USD.

DUREE D'AFFECTATION DETERMINEE: 2 ans.

DATE D'ENTREE EN FONCTION: dès que possible.

Prière d'envoyer 3 exemplaires d'un résumé et d'un curriculum vitae à:

Division du Personnel - FIDA
Via del Seretico, 107 - 00187 ROME - Italie - Téléphone No. 39 6 5043463

Il n'y a pas de limite de présentation des candidatures: 30 jours.

Toutes les personnes qualifiées, sans distinction de nationalité, sont invitées à présenter leur candidature.



University of Otago

Tē Whare Wānanga o Ōtago
New Zealand

CHAIRE DE LANGUE ET LITTÉRATURE FRANÇAISES

Un appel de candidature est lancé pour la chaire dans la Section de Langue et Littérature Françaises. L'University of Otago recherche un universitaire hautement qualifié et spécialisé dans le domaine de la recherche appropriée.

La section offre des cours de langue et littérature dans le cadre de la Division of Humanities pour des étudiants en B.A. et B.A. (Hons). Postgraduate Diploma. Directeurs et Directrices de mémoires peuvent également diriger les recherches des étudiants de M.A., M.Litt. et Ph.D. Les domaines de recherche actuels incluent la littérature du XVIIIème siècle, la littérature francophone africaine et les relations franco-néo-zélandaises.

Les candidats doivent parler couramment le français et l'anglais. Une expérience de l'enseignement du français au moyen de méthodes communicatives s'adressant à des étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais est fortement souhaitée, de même qu'une ouverture d'esprit et un intérêt pour la promotion du français en Nouvelle-Zélande.

L'échelle des salaires pour les Professeurs est: NZ\$80,080-NZ\$99,840 par an.

Pour plus amples informations, contactez:

The Secretary General, Association of Commonwealth Universities (Appointments), 36 Gordon Square London WC1H 0PF

ou The Registrar, University of Otago, P.O. Box 56, Dunedin, Nouvelle-Zélande (Facsimile: (64) 3 474-1607)

qui accepteront les candidatures et l'emploi référence n. A92/31 jusqu'au 7 septembre 1992.

L'Université pratique une politique d'égalité de salaire et d'emploi égal.

Pour passer vos annonces :



46-62-73-02

46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs se connectent sur 3615 LM, le service télématique expert de l'emploi des cadres. Depuis un an, 40 000 CV ont été déposés sur 3615 LM.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 3 AOUT

Règlement mensuel														Compen- sation													
VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS											
Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-				
4700	CNE 2K	4725	4725	4725	....	4700	LAURIN	513	500	500	-2.53	4700	LAURIN	513	500	500	-2.53	4700	LAURIN	513	500	500	-2.53			
955	BNP T.P.	830	830	830	....	955	Credit Ly.	850	850	849	-0.17	955	Credit Ly.	850	850	849	-0.17	955	Credit Ly.	850	850	849	-0.17			
377	Clyon T.P.	886	886	886	....	377	CSE	230	228	228	-0.79	377	CSE	230	228	228	-0.79	377	CSE	230	228	228	-0.79			
1571	Alcatel	1670	1670	1670	....	1571	Alcatel	1670	1670	1670	....	1571	Alcatel	1670	1670	1670	....	1571	Alcatel	1670	1670	1670	....			
1053	Shon Tel T.P.	990	1000	1000	+0.90	1053	Shon Tel T.P.	990	1000	1000	+0.90	1053	Shon Tel T.P.	990	1000	1000	+0.90	1053	Shon Tel T.P.	990	1000	1000	+0.90				
1231	Sat Global T.P.	1030	1030	1030	....	1231	Sat Global T.P.	1030	1030	1030	....	1231	Sat Global T.P.	1030	1030	1030	....	1231	Sat Global T.P.	1030	1030	1030	....			
80	Thomson T.P.	817	820	821	+0.45	80	Thomson T.P.	817	820	821	+0.45	80	Thomson T.P.	817	820	821	+0.45	80	Thomson T.P.	817	820	821	+0.45				
447	ACCEL	610	620	625	+1.48	447	ACCEL	610	620	625	+1.48	447	ACCEL	610	620	625	+1.48	447	ACCEL	610	620	625	+1.48				
725	Alcatel	733	733	733	....	725	Alcatel	733	733	733	....	725	Alcatel	733	733	733	....	725	Alcatel	733	733	733	....			
800	Alcatel-Adelson	819	820	816	-0.48	800	Alcatel-Adelson	819	820	816	-0.48	800	Alcatel-Adelson	819	820	816	-0.48	800	Alcatel-Adelson	819	820	816	-0.48				
1780	Alcatel-Sagem	1790	1790	1790	-2.22	1780	Alcatel-Sagem	1790	1790	1790	-2.22	1780	Alcatel-Sagem	1790	1790	1790	-2.22	1780	Alcatel-Sagem	1790	1790	1790	-2.22				
415	AFI Sd Canada	405	412	413	+1.72	415	AFI Sd Canada	405	412	413	+1.72	415	AFI Sd Canada	405	412	413	+1.72	415	AFI Sd Canada	405	412	413	+1.72				
140	Avenir H.T.	148	148	148	-2.14	140	Avenir H.T.	148	148	148	-2.14	140	Avenir H.T.	148	148	148	-2.14	140	Avenir H.T.	148	148	148	-2.14				
95	Asa Inc Ca Mkt	765	765	764	+1.15	95	Asa Inc Ca Mkt	765	765	764	+1.15	95	Asa Inc Ca Mkt	765	765	764	+1.15	95	Asa Inc Ca Mkt	765	765	764	+1.15				
120	Asa Inc	120	120	120	....	120	Asa Inc	120	120	120	....	120	Asa Inc	120	120	120	....	120	Asa Inc	120	120	120	....			
36	Bell-Expans	36	38	38	+5.50	36	Bell-Expans	36	38	38	+5.50	36	Bell-Expans	36	38	38	+5.50	36	Bell-Expans	36	38	38	+5.50				
355	Bell	360	378	374	-1.74	355	Bell	360	378	374	-1.74	355	Bell	360	378	374	-1.74	355	Bell	360	378	374	-1.74				
352	Beceom	352	357	357.00	-1.38	352	Beceom	352	357	357.00	-1.38	352	Beceom	352	357	357.00	-1.38	352	Beceom	352	357	357.00	-1.38				
1280	Bogor	1310	1300	1300	....	1280	Bogor	1310	1300	1300	....	1280	Bogor	1310	1300	1300	....	1280	Bogor	1310	1300	1300	....			
400	Bracewell France	410	408	408	-0.49	400	Bracewell France	410	408	408	-0.49	400	Bracewell France	410	408	408	-0.49	400	Bracewell France	410	408	408	-0.49				
785	BSP	785	788	788	....	785	BSP	785	788	788	....	785	BSP	785	788	788	....	785	BSP	785	788	788	....			
1050	BJP	1050	1055	1056	+0.46	1050	BJP	1050	1055	1056	+0.46	1050	BJP	1050	1055	1056	+0.46	1050	BJP	1050	1055	1056	+0.46				
250	BSE	236	236	236	....	250	BSE	236	236	236	....	250	BSE	236	236	236	....	250	BSE	236	236	236	....			
150	B F P O	150	150	150	....	150	B F P O	150	150	150	....	150	B F P O	150	150	150	....	150	B F P O	150	150	150	....			
120	Bolton Tech	120	120	120	....	120	Bolton Tech	120	120	120	....	120	Bolton Tech	120	120	120	....	120	Bolton Tech	120	120	120	....			
3600	Boussac	3600	3605	3600	-0.11	3600	Boussac	3600	3605	3600	-0.11	3600	Boussac	3600	3605	3600	-0.11	3600	Boussac	3600	3605	3600	-0.11				
300	Boussac	300	300	300	....	300	Boussac	300	300	300	....	300	Boussac	300	300	300	....	300	Boussac	300	300	300	....			
530	Brugnot	548	552	551	+0.36	530	Brugnot	548	552	551	+0.36	530	Brugnot	548	552	551	+0.36	530	Brugnot	548	552	551	+0.36				
95	BP France	95	92	92	-3.10	95	BP France	95	92	92	-3.10	95	BP France	95	92	92	-3.10	95	BP France	95	92	92	-3.10				
1000	Camel	1000	1005	1005	+0.50	1000	Camel	1000	1005	1005	+0.50	1000	Camel	1000	1005	1005	+0.50	1000	Camel	1000	1005	1005	+0.50				
215	Cap Gen S.	216	217	217	+0.46	215	Cap Gen S.	216	217	217	+0.46	215	Cap Gen S.	216	217	217	+0.46	215	Cap Gen S.	216	217	217	+0.46				
2500	Carrefour	2536	2527	2520	-0.28	2500	Carrefour	2536	2527	2520	-0.28	2500	Carrefour	2536	2527	2520	-0.28	2500	Carrefour	2536	2527	2520	-0.28				
80	Carrefour	80	80	80	....	80	Carrefour	80	80	80	....	80	Carrefour	80	80	80	....	80	Carrefour	80	80	80	....			
480	Carrefour P.A.	477	478	478	+0.21	480	Carrefour P.A.	477	478	478	+0.21	480	Carrefour P.A.	477	478	478	+0.21	480	Carrefour P.A.	477	478	478	+0.21				
35	CCMC	35	37	37	+5.71	35	CCMC	35	37	37	+5.71	35	CCMC	35	37	37	+5.71	35	CCMC	35	37	37	+5.71				
800	CDAAL	800	800	800	....	800	CDAAL	800	800	800	....	800	CDAAL	800	800	800	....	800	CDAAL	800	800	800	....			
150	CEC	150	150	150	....	150	CEC	150	150	150	....	150	CEC	150	150	150	....	150	CEC	150	150	150	....			
77	Centraf (M)	77	75	75	-0.10	77	Centraf (M)	77	75	75	-0.10	77	Centraf (M)	77	75	75	-0.10	77	Centraf (M)	77	75	75	-0.10				
360	CEP Canada	360	362	362	+0.56	360	CEP Canada	360	362	362	+0.56	360	CEP Canada	360	362	362	+0.56	360	CEP Canada	360	362	362	+0.56				
190	CEP	190	198	198	+4.21	190	CEP	190	198	198	+4.21	190	CEP	190	198	198	+4.21	190	CEP	190	198	198	+4.21				
710	Centraf	710	736	720	-2.33	710	Centraf	710	736	720	-2.33	710	Centraf	710	736	720	-2.33	710	Centraf	710	736	720	-2.33				
225	CFP	227	224	223	-1.78	225	CFP	227	224	223	-1.78	225	CFP	227	224	223	-1.78	225	CFP	227	224	223	-1.78				
1000	CGIP	1000	1000	1000	....	1000	CGIP	1000	1000	1000	....	1000	CGIP	1000	1000	1000	....	1000	CGIP	1000	1000	1000	....			
150	CGP	150	150	150	....	150	CGP	150	150	150	....	150	CGP	150	150	150	....	150	CGP	150	150	150	....			
1100	Changou S A	1100	1120	1120	+1.82	1100	Changou S A	1100	1120	1120	+1.82	1100	Changou S A	1100	1120	1120	+1.82	1100	Changou S A	1100	1120	1120	+1.82				
355	CICA AB	355	355	355	....	355	CICA AB	355	355	355	....	355	CICA AB	355	355	355	....	355	CICA AB	355	355	355	....			
370	Ciments Br.	372	382	385	+0.80	370	Ciments Br.	372	382	385	+0.80	370	Ciments Br.	372	382	385	+0.80	370	Ciments Br.	372	382	385	+0.80				
180	CMB Pacific	180	187	187	+3.89	180	CMB Pacific	180	187	187	+3.89	180	CMB Pacific	180	187	187	+3.89	180	CMB Pacific	180	187	187	+3.89				
138	CMB Pacific	138	140	140	+1.45	138	CMB Pacific	138	140	140	+1.45	138	CMB Pacific	138	140	140	+1.45	138	CMB Pacific	138	140	140	+1.45				
230	CEP	230	236	236	+2.61	230	CEP	230	236	236	+2.61	230	CEP	230	236	236	+2.61	230	CEP	230	236	236	+2.61				
120	CEP	120	120	120	....	120	CEP	120	120	120	....	120	CEP	120	120	120	....	120	CEP	120	120	120	....			
1000	Comet Mkt	1000	1000	1000	....	1000	Comet Mkt	1000	1000	1000	....	1000	Comet Mkt	1000	1000	1000	....	1000	Comet Mkt	1000	1000	1000	....			
225	CPH Pate Ltd	224	224	224	....	225	CPH Pate Ltd	224	224	224	....	225	CPH Pate Ltd	224	224	224	....	225	CPH Pate Ltd	224	224	224	....			
245	Delta Lux France	245	240	240	-2.00	245	Delta Lux France	245	240	240	-2.00	245	Delta Lux France	245	240	240	-2.00	245	Delta Lux France	245	240	240	-2.00				

COMPTANT

SICAV (sélection)

31/7

[illegible]

Cote des Changes

Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

**CHAPPELLE SAINT-LOUIS-DE-LA-SAL-
PETRIERE.** Lias Viguer : 16 h 30 dim.
Harpe. Bach, Haendel, Soler, Hindemith,
Debussy, Roussel. Participation libre.
CIRQUE D'HIVER. Orchestre de jeunes
de la NHK : 20 h 30 sam. Reiko Nakachi
(piano), Louis Langré (direction). Verdi
Gesheim, Beethoven, Tormey. Dans le
cadre du Festival de la Musique.
CONCIERGE (43-54-30-06). Sylvie
Pérot : 14 h mer., jeu., ven. Clavessin.
Dans le cadre du Festival de la Musique.
EGISE DE LA MADELEINE. Le Concert
classique : 21 h mer. Charles Limouse
(direction). Requiem de Mozart.
EGISE DES BILLETES. (42-46-06-37). Pierni Hantz : 20 h 30
mar. Clavessin. Scarlatti, Bull, Proberger.
Dans le cadre du Festival de la Musique.
EGISE SAINT-EPHREM-LE-SYRIAC.
Agnès Gillieron : jusqu'au 8 août.
18 h 30 sam. Piano. Mozart, Théodore
Hind : jusqu'au 9 août. 18 h 30 dim.
Chant à cappella.
EGISE SAINT-EUSTACHE. Georges
Guillard : 20 h 30 lun. Orgue. Buxtehude,
Frescobaldi, Part, Martin, Bach, Eben.
Dans le cadre du Festival de la Musique.
EGISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS.
Le Concert classique : 21 h jeu. Charles
Limouse (direction). Requiem de Mozart.
Chor : Rybina de Moscou : 21 h mer.
Musique liturgique orthodoxe russe.
EGISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.
Voix géorgiennes : 21 h mer., jeu. Le
Philharmonia de chambre : 18 h 30 21 h
ven., sam. Dario Peraz (violin). Les Quatre
Saisons de Vivaldi.
EGISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE.
Edouard Pfander, Momoko Kato, Mélanie
Thibaut : 20 h 48 mer. Violon, clavier.
Bach, Haendel, Vivaldi, Tartin, Leclair,
Alexandre Lagoya : 20 h 48 jeu., ven.,
sam. Guitare. Weles, Bach, Granados,
Scaratti, Sor, Albiz, Tárrega. Chœur
Rybina de Moscou : 17 h dim. Musique
liturgique orthodoxe russe. Ensemble In-
strumental Parthenon : jusqu'au 21 août.
20 h 45 mar. Corinne Marignoni (violin),
Laurent Brack (direction). Vivaldi, Bach.
HOTEL DE SULLY. Côté Jardin : 18 h
mer. Marais, Lambert, Courville, Coupe-
rin, Hotterre. Dans le cadre du Festival
estival de Paris.
HOTEL INTERCONTINENTAL. Gabriel
McCoy Jr, Paula Clark : 19 h sam., dim.
Piano, orgue, Mozart, McCoy Jr.
LE MADRAGAN (42-27-31-51). Lala
Moustafa-Zade : 22 h 30 mer., ven.
Piano. Beethoven, Busoni, Schumann,
Brahms, Liszt, Chopin, Scriabine, Anna
Bilant : 22 h 30 jeu., sam. Piano.
Rachmaninov, Chopin, Busoni, Beetho-
ven.
PANTHEON. Dutoit, C. Delaunay : jus-
qu'au 23 août, 14 h sam., dim. Clari-

nette. Dans le cadre du Festival de la Mu-
sique.
SAINT-CHAPPELLE (46-51-55-41). Ars
Antiqua de Paris : 18 h 45 21 h dim.
Musique des troubadours et des trou-
vères Ars Antiqua de Paris : 18 h 45
21 h lun. Musique au temps de Saint-
Louis, musique à la cour de Bourgogne,
musique élyséenne Gabriel Fumet :
21 h mer. Fils. Bach, Telemann, Paga-
ni, Smetana, Andersen, Honegger,
Debussy, Fumet.

Périphérie

**MAISONS-LAFFITTE. CHATEAU DE
MAISONS.** Parcours d'un soir, musique
et voix : jusqu'au 4 septembre. 21 h 30
22 h 22 h 30 mer., ven., lun. Wanda
Kozma, Jeanne Boile (baryton),
Julia Hassler (soprano), Bernard Collin
(mise en scène) Edouard Bourdy, Thierry
Schott, Nicolas Maczowski : 18 h dim.
Soprano, clavier, violon, Mathieu Las-
son (trio de guitare), Campa, Dornel,
Lambert. Dans le cadre du Festival de la
Musique.
SAINT-DENIS. BASILIQUE. Pierre Pi-
carnelle : jusqu'au 23 août. 14 h mer.,
jeu., ven., sam., dim. Orgue. Dans le
cadre du Festival de la Musique.
SCEAUX. ORANGERIE (46-06-07-79).
Michael Levinas : 17 h 30 sam. Piano.
Beethoven, Schubert, Schumann. Dans le
cadre du Festival de la Musique.
SCEAUX QUATORZE MARS. 17 h 30 dim.
Haydn, Beethoven, Schumann. Dans le
cadre du Festival de la Musique.
**VERSAILLES. CHAPPELLE ROYALE DU
CHATEAU.** Les Arts florissants : 21 h
mer. William Christie (direction). Char-
pentier. Dans le cadre du Festival de la
Musique.
VINCENNES. CHATEAU. Anne Bobi-
lier, David Benoit : jusqu'au 23 août.
14 h mer., jeu., ven., sam. Harpe, clari-
nette. Musique militaire. Dans le cadre du
Festival de la Musique.
SCEAUX. ORANGERIE (46-06-07-79).
Duo Corré-Exerjean : 17 h 30 sam.
Piano, Jean-Jacques Justet (cor),
Roger Leveque, Frédéric Sorelle (violoncelle),
Schumann. Dans le cadre du
Festival de l'Orangerie de SCEAUX.
**VERSAILLES. CHAPPELLE ROYALE DU
CHATEAU.** Monique Zanetti, Catherine
Ramona, Martine Roche : 17 h 30 sam.
Soprano, basse de violon, clavier, Bro-
sard, Legrand.
VINCENNES. CHATEAU. Anne Bobi-
lier, David Benoit : jusqu'au 23 août.
14 h sam., dim. Harpe, clavier, musi-
que militaire. Dans le cadre du Festival
de la Musique.

Nous publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts
de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le
supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

OPÉRAS

MUSÉE GUIMET (45-39-97-93).
L'Amant jaloux : jusqu'au 11 juillet.
20 h 30 ven. Opéra de Grèce. Compa-
gnie Nadia Baji, Anne Brunet, Danièle
Peretz, Caroline Fusa (soprano), Marc
Percin, Mirella Defonza (basse), Fré-
déric Lippé (baryton). Ensemble instru-
mental de chambre, Dominique Patrouil-
leau (direction), Nadia Baji (mise en
scène).
**OPÉRA-COMIQUE. SALLE
FAVART (42-86-98-99).** La Cambiale di
Matrimonio, Il Signore Bruschino : jus-
qu'au 12 juillet. 19 h 30 mer., ven., dim.
Opéras bouffes de Rossini, Teresa Rin-
ghetto (soprano), John del Carlo (baryton-
basse), Alberto Rinaldi (baryton), Barry
Ryan (ténor). Ensemble instrumental
Jean-Walter Audouin, Maurizio Barbacini
(direction), Michael Hampe (mise en
scène).
**THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL (45-
06-72-34).** Così fan tutte : jusqu'au 15
juillet. 20 h 30 mer., jeu., ven., sam.,
mar. : 15 h dim. Opéra de Mozart. Bar-
bara Franch-Weselsky, Isabelle Sauve-
geot, Joëlle Brun-Cosme, Julie Hasler,
Dominique Henry (soprano), Sandrine
Sutter, Virginie Landré (mezzo-soprano),
Marc Guillard, Jean-Pierre Belfort, Olivier
Peyrebrune (basse), Martel Defontaine,
Teresa Newcombs, Gregorio Rangel
(ténor), Philippe Bodin, Mathieu
Lacroix, Charles Sillouf (baryton),
Anne Champert, Pierre Muller (piano,
direction), Serge Catenese (mise en
scène).

JAZZ, POP, ROCK

**AU DUC DES LOMBARDS (42-33-
22-88).** Bibi Louison, Stéphane Bel-
mondo, Jean Bardi : 22 h 30 mer., jeu.
Philippe Soret : 88 Louison, Christophe
Laborde, Wayne Dockery : 22 h 30 ven.,
sam., J. Semson, E. Sourdubé, C. Sou-
dra : 22 h 30 dim. ; Eddie Allen Trio : 22
h 30 lun. ; Jim Session : 22 h 30 mar.
BAR DU POTAGER (40-26-50-96).
Duylin Nguyen, Jeanot Rabeson :
22 h 45 mer., jeu. Contrabasse, piano ;
Jean-Claude Naude, Jean-Pierre Mulot :
22 h 45 lun., mer. Piano, contrabasse.
LE BILBOQUET (45-48-81-84). Philippe
Duchemin Trio : 22 h 45 mer., jeu., ven.,
sam., dim. Piano, Jean-Pierre Souche
(batterie), Patricia Lebeugle (contre-
basse) ; Anne Durand Quartet : 22 h 45
lun., mer. Chant, Georges Arvanitis
(piano), Luigi Trussardi (basse).
CARÉ RIVE-DROITE (42-93-91-92).
Café Rive-droite : jusqu'au 27 août. 22 h
mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar.
**CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-
66-05).** Bert de Kort et his Dixieland

Pipers : jusqu'au 15 août. 21 h 30 mer.,
jeu., ven., sam.
CINQUÈME AVENUE (45-00-00-13).
Euphorics : 1 h mer. ; Freddy Meyer's
Soul : 1 h jeu.
CITY ROCK (47-23-07-72). Dixie Stom-
pers : jusqu'au 8 août. 0 h mer., jeu.,
ven., sam. ; Ritonero : 0 h dim., lun.,
mar.
FRONT PAGE (42-36-98-69). Freddy
Meyer : jusqu'au 19 août. 22 h 30 mer.,
jeu. ; Mike Lester : 22 h 30 jeu. ;
Bluesband : 22 h 30 ven., sam. ;
Horse Band : jusqu'au 30 août. 22 h 30
dim. ; Frogmouth : jusqu'au 1^{er} septem-
bre. 22 h 30 lun., mer. ; Boto et
**JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-
68-30-42).** Trio Serge
Raharison : jusqu'au 15 août. 22 h 30
mer., jeu., ven., sam., lun., mar. ; Boto et
Novos Tempos : jusqu'au 30 août.
22 h 30 dim.
**LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-
52-53).** Alvin Galtby Trio : 22 h jeu.
Piano, Vincent Nardou (contrabasse), Syl-
vain Gervais (batterie) ; Gilbert Laroux
Washboard Group : 22 h ven., sam.
Washboard, Louis Mestrier, François Ri-
hee (piano), Michel Couraud (trompette),
Alain Marquet (clarinette).
LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's
Jazz Combo : 21 h mer. ; Jacques Caroff
Group : 21 h jeu. ; Michel Mardigan Jazz
Group : 21 h ven. ; Philippe de Préseas
Group : 21 h sam., mer. ; Michel Bescont
Trio : 21 h lun.
LE MONTANA (45-48-93-08). Trio Phi-
lippe de Préseas : 22 h 30 mer., jeu.,
ven., sam. ; Chris Henderson Duo : jus-
qu'au 30 août. 22 h 30 dim. ; Cool Jazz
Quartet : 22 h 30 lun., mar.
MONTGOLFIER (40-80-30-30). Pierre
Calligaris : 22 h mer. jeu. ven. sam. ; Phi-
lippe de Préseas : 22 h lun., mar.

**PARC DE LA VILLETTE (JOSQUIN) (42-
78-10-00).** Las Cigales : 17 h dim.
Dans le cadre du Festival Paris quartier
d'été.
**PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-
81-47).** Kleptom : 22 h mer., jeu. ;
Jazz Nation : 22 h ven. ; Le Nuit du
sick : 22 h sam.
PETIT JOURNAL
MONTMARNASSE (43-21-56-70). Ines
Gulnaros : 21 h mer. ; Jazzolyte IV :
21 h jeu. ; Jean-Louis Lepoint : 21 h
ven. ; Lala Negro : 21 h sam. ; Ronie
Patterson Quartet : 21 h ven.
SLOW CLUB (42-33-94-30). Jive Cats :
22 h mer., jeu., ven., sam.
SUNSET (40-26-48-60). François Despre-
tre Trio : 22 h 30 mer., jeu. ; L. Flak-
son et J. J. A. : 14 h 30, sortie
santé, jazz. Jusqu'au 31 juil-
let. 21 h ven. Jean-Pierre Galtby (saxo-
phone), Jean Chaudron (basse), Jean-
Pierre Pothier (piano), Trio New Orleans :
jusqu'au 1^{er} août. 21 h mer., jeu., ven.,
sam. ; Mike O'Dougherty : 22 h 15 mer. ;
The Dixie Stompers : jusqu'au 17 juillet.
22 h 15 ven. ; Soul Time : 22 h 15
sam., mar. ; Chris et Axel : jusqu'au 27
juillet. 22 h 15 lun. ; Pop Jet : jusqu'au
30 juillet. 22 h 15 jeu.
**JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-
68-30-42).** Janis Carter : jusqu'au 16 juil-
let. 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun.,
mar. ; Boto et Novos Tempos : jusqu'au
30 août. 22 h 30 dim.
**LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-
52-53).** Ludovic de Préseas Quintet :
22 h jeu. Piano, Christophe Marguet (bat-
terie), Jean-Luc Aranny (contrabasse),
Michel Delabien (trompette), Guillaume
Nardou (saxophone), Philippe Leco Trio :
22 h ven., sam. Piano, Harri Goffin
(basse), Etienne Brechet (batterie).
LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boozoo's
Jazz Combo : 21 h mer. ; Jacques Caroff
Group : 21 h jeu. ; Michel Mardigan Jazz
Group : 21 h ven. ; Philippe de Préseas
Group : 21 h sam., mer. ; Michel Bescont
Trio : 21 h lun.
LE MADRAGAN (42-27-31-51). Bernard
Maur, Bruno Michel, Jacques Vidal :
22 h 30 jeu., ven., sam. Piano, harmo-
nics, contrabasse.
LE MONTANA (45-48-93-08). Trio
Jean-Pierre Bertrand : 22 h 30 mer., jeu.,
ven., sam. ; Chris Henderson Duo : jus-
qu'au 26 juillet. 22 h 30 dim. ; Trio René
Urtegar : 22 h 30 lun., mar.
MONTGOLFIER (40-80-30-30). Sté-
phane Galtby : 22 h mer., jeu., ven.,
sam. ; Claude Tisserand : 22 h lun., mar.
NEW MOON (49-95-82-33). Les Zips :
21 h 30 mer. ; Otto's Fox : 21 h 30
jeu. ; The Snails : 0 h 30 ven. ; Gamers :
jusqu'au 1^{er} août. 21 h mer., jeu., ven.,
sam. ; New Morning (45-23-51-41). Linda
Hopkins : 21 h 30 mer. ; Irakere :
21 h 30 jeu., ven. ; John Lurie and the
Lounge Lizards : 21 h 30 sam.
NOUVEAU CAFE (43-21-56-70). Yann
Patin : jusqu'au 30 juillet. 21 h mer., jeu.
OLYMPIA (47-42-25-49). Cab Calloway
and the Hi-De-Ho Orchestra : 20 h 30
mar.
**PALAIS OMNISPORTS DE PARIS-
BERCY (40-02-60-02).** Prince : 20 h
ven., sam., dim.
**PASSAGE DU NORD-OUEST (47-70-
81-47).** Penzance Steel Orchestra : 22 h
mer. ; Rod MacDonald, Larry Coryell :
21 h 30 jeu. ; John Greaves : 22 h ven. ;
Paris Musette : jusqu'au 21 juillet.
21 h 30 sam., dim., lun., mar. Dans le
cadre du Festival de la Musique.
PETIT JOURNAL
MONTMARNASSE (43-21-56-70). Ultra-
marine : 21 h mer. Dans le cadre du Ho-
telier SNC Jazz Festival ; Chance
Orchestra : 21 h jeu. Dans le cadre du
Hotelier SNC Jazz Festival ; Calinho
Banos : 21 h ven. ; Philippe Mire : 21 h
sam.
**PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL (43-
26-28-58).** Cynthia Sayer, Jacky Miller
International Band : 21 h mer. ; 6 sur 6 :
21 h jeu. ; Jacques Delaunay : 21 h ven. ;
Boozoo's Jazz Combo : 21 h sam.
PETIT OPPORTUN (42-36-01-38). Eric
Le Lann, Michel Galtby : 22 h mer., jeu.
Trompette, piano ; François Filipe, Irad,
Alain Marquet : 23 h ven., sam. Piano,
trompette, clarinette ; André Condoant,
Alain Jean-Marie, Wayne Dockery : 23 h
mer. Guitare, piano, contrabasse, Phi-
lippe Soret (batterie).
REX CLUB (45-08-93-89).

Alewynababa : 23 h 30 mer. ; Wake up :
jusqu'au 30 juillet. 23 h jeu. ; No Man's
Land : 23 h 30 lun. The Satyr (première
partie) ; Groove Café : jusqu'au 26 juillet.
22 h mer. ; Nuit exotique : jusqu'au 25
juillet. 23 h sam.
SING SONG (43-43-82-02). Niko Ste-
wart Quartet : 22 h 30 jeu., ven., sam.
Chant et piano, David Cavalier (guitare),
Laurent Camuzat (basse), Jean-François
Roger (percussions).
SLOW CLUB (42-33-94-30). Jean-Paul
Amoureux Google Machine : 22 h mer.,
jeu., ven., sam.
SUNSET (40-26-48-60). Christian Van-
der Tien : 22 h 30 mer., jeu., ven., sam. ;
Emmanuel Sourdubé Trio : jusqu'au 20
juillet. 22 h lun. ; Eric Harpeau Trio :
22 h 30 mar.
UTOPIA JAZZ CLUB (43-22-78-98).
RMB : 22 h mer. ; Long Distance : 22 h
jeu. ; 400 Ducks : 22 h ven. ; Max Gou-
land : 22 h sam. ; Jean-Jacques Millo-
and Friends : 22 h mar. ; Pick-up : 1 h
sam.
LA VILLA (43-26-00-00). Donald Harri-
son : 22 h mer., jeu., ven., sam., lun.,
mar. Saxophone, Laurent de Wilde
(piano), Thomas Brannerie (basse),
George Brown (batterie).
ZÉNITH (42-08-60-00). Ringo Starr & his
All Starr Band : 20 h mer.

Session : jusqu'au 22 juillet. 21 h 30
mer. ; La Contemporaine : 21 h 30
sam. ; Michael Nick Trio, Denis Colin
Trio, Mr Vibeal : 21 h 30 ven.

CHANSON

BOUFFONS THÉÂTRE (42-38-35-53).
Nicolas Vassal : jusqu'au 29 août. 21 h
jeu., ven., sam.
ELYSÉE-MONTMARTRE.
Chippendales : jusqu'au 8 août. 20 h
mer., jeu., ven., sam.
**THÉÂTRE DE LA RENAISSANCE (42-
08-18-05).** La Jive des mémoires : 21 h
mer., jeu., ven., mar. ; 17 h 21 h sam.
L'histoire d'une drôle d'époque. Specta-
cle musical conçu et mis en scène par
Roger Lounet.
**THÉÂTRE DU TAMBOUR-ROYAL (45-
06-72-34).** Marie-Mélène Féry : jusqu'au
30 août. 18 h 45 mer., jeu., ven., sam.,
mar. ; 17 h dim., lun. ; 18 h dim.

Périphérie

**MELUN. HOTEL DE VILLE (84-52-
10-85).** Bag et Niki : 21 h ven.

BALLETS

**OPÉRA DE LA BASTILLE (44-73-
13-00).** Le Lac des cygnes : jusqu'au 26
juillet. 19 h 30 mer., jeu., ven., lun. ;
20 h 30 sam. Ballet de Tchaïkovski.
Etoiles, première danseuse et ballet de
l'Opéra de Paris, Orchestre de l'Opéra de
Paris, Jonathan Darlington (direction),
Vladimir Bourmeister (chorégraphie et
mise en scène).

Périphérie

**BRÉTIGNY-SUR-ORGE. ESPACE
JULES-VERNE (90-64-40-72).** No Man's
Land, Kent, The Satyr : 20 h ven.
**MELUN. HOTEL DE VILLE (84-52-
10-85).** Bag et Niki : 21 h ven.
**MONTREUIL. INSTANTS
CHAVIRES (42-87-25-91).** Jam

PARIS EN VISITES

MARDI 4 AOUT

« Du passage du Grand-Carré res-
tauré au passage Brady à restaurer
(deuxième parcours) ». 10 h 30.
S. rue de Valenciennes (Paris autostad).
« L'Opéra Garnier et son nouveau
musée ». 11 heures, hall d'entrée
(P.-Y. Jost).
« Hôtels et curiosités du Marais,
l'étrange décalé du village Saint-Paul,
les vestiges du mur de Philippe-Au-
guste, les synagogues, la place des
Vosges et l'évolution du quartier ». 11
heures, 14 h 45 et 17 heures, mé-
tro Pont-Neuf (Conservatoire d'Art
et d'Architecture).
« Les Catacombes ». 14 h 30.
1. place Denfert-Rochereau
(P.-Y. Jost).
« Hôtels et jardins du Marais sud.
Place des Vosges, 14 h 30, sortie
métro Saint-Paul (Résurrection du
passé).
« Le vieux quartier Montmartre »,
14 h 30, métro Marais, sortie as-
sacé (Europ exposit).
« L'Arche de la Défense et son qua-
tier ». 14 h 45, RER Défense, dans le
hall, sortie L (Tourisme culturel).
« La Bibliothèque nationale, passé
et avenir » (limité à vingt-cinq per-
sonnes), 15 heures, 88, rue de Richelieu.

« Le trébuchet ardoisier : ses
rénovations architecturales et sa
population ardoise ». 15 heures, sor-
tie du métro Nelson-Blanchet, côté
du boulevard Masséna (Monu-
ments historiques).
« Hôtel-Dieu et la médecine au-
tore », 15 heures, entrée de l'Hôtel-
Dieu, côté parvis de Notre-Dame
(Paris autostad).
« Couvents et jardins de Denfert-
Rochereau », 19 heures, avenue Denfert-
Rochereau (J. Hauer).
« Le Musée Marmottin ou la féerie
des « Myrtilles » de Monet », 18
heures, entrée du musée, 2, rue
Louis-Bouilly (Paris et son histoire).
« Hôtels, jardins et ruelles du
Marais sud » 17 heures, métro Saint-
Paul/Le Marais.
« Les hôtels célèbres du Marais la-
minés », 21 heures, métro Saint-
Paul/Le Marais (Musée vivants).

CONFÉRENCES

30, avenue Corentin-Carlier (salle
Jean-Bérthel), 15 heures : « L'Homme
dans l'espace : un équilibre fragile »,
par A. Berthel. Entrée libre (Café des
sciences et de l'industrie).

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

JUILLET
AOUT
1992

FRAUDES, ESCROQUERIES, SUPERCHERIES.

Les escrocs, les fraudeurs, mais aussi les
plaisantins sont parmi nous, dans tous les
domaines : économie, sciences, arts et
belles-lettres... Si certaines aventures, avec le
recul, prêtent à sourire, d'autres mettent en
lumière ambivalences et actes troubles, de quoi
donner à réfléchir sur le vrai, le faux, le
mensonge, la vérité, la déontologie, l'injustice.

Au sommaire des « clés de l'info » : la protection
du littoral, l'été de tous les festivals, le groupe
des Sept, les Anglais et le continent, le drame de
la Bosnie, les Français et les HLM, le bilan de la
conférence de Rio, l'accord entre l'Etat et
l'enseignement privé, la gauche citoyenne de
M. Chevènement, la PAC millésime 92.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 10 F

Le Monde
ABONNEMENTS VACANCES

Vous êtes abonné(e)
Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant les vacances
Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance le bulletin d'abonnement avec votre adresse
votre numéro d'abonné (vous trouverez ce numéro en haut et à gauche de la page 1 de votre journal)

VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ : _____

☐ Suspension vacances (votre abonnement sera prolongé d'autant)
du _____ au _____

☐ Transfert sur le lieu de vacances (France métropolitaine uniquement)
du _____ au _____

Votre adresse de vacances :
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
Code postal _____ Ville _____

Vous n'êtes pas abonné(e)
RECEVEZ LE MONDE SUR LE LIEU DE VOS VACANCES
Remettez-nous au moins 15 jours à l'avance ce bulletin accompagné de votre règlement

FRANCE	ÉTRANGER
2 semaines (13 n°) 76 F	2 mois (62 n°) 308 F
3 semaines (19 n°) 114 F	3 mois (78 n°) 460 F
1 mois (26 n°) 166 F	

VOTRE ABONNEMENT VACANCES
DURÉE : _____ du _____ au _____

VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
Code postal _____ Ville _____

VOTRE ADRESSE HABITUELLE :
ADRESSE _____
Code postal _____ Ville _____

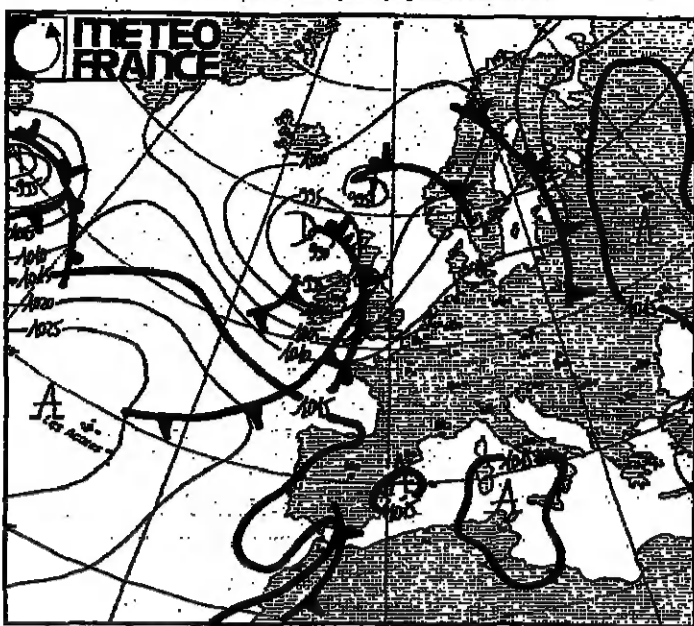
VOTRE RÈGLEMENT : ☐ Chèque joint ☐ Carte Bleue N° _____
Expire _____

Date et signature
abonné(e) _____

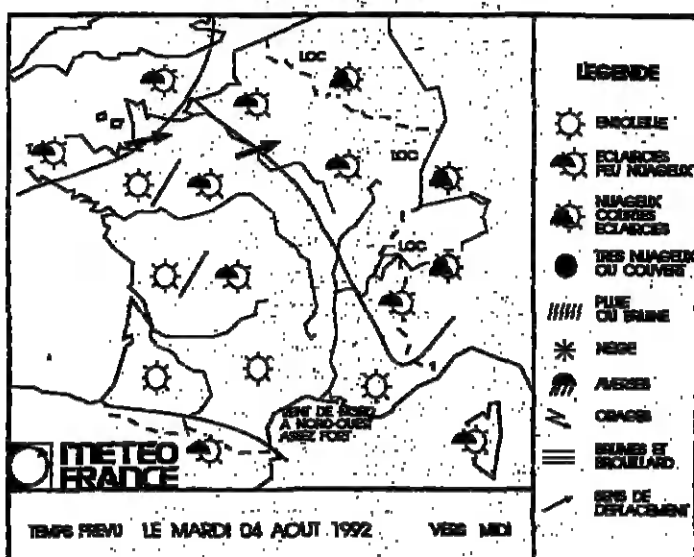
A envoyer à : LE MONDE, Service abonnements
1, place Robert-Bernier, 75005 Paris 5
Sur minitel 3615 LE MONDE code ABO

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 AOÛT À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 4 AOÛT 1992



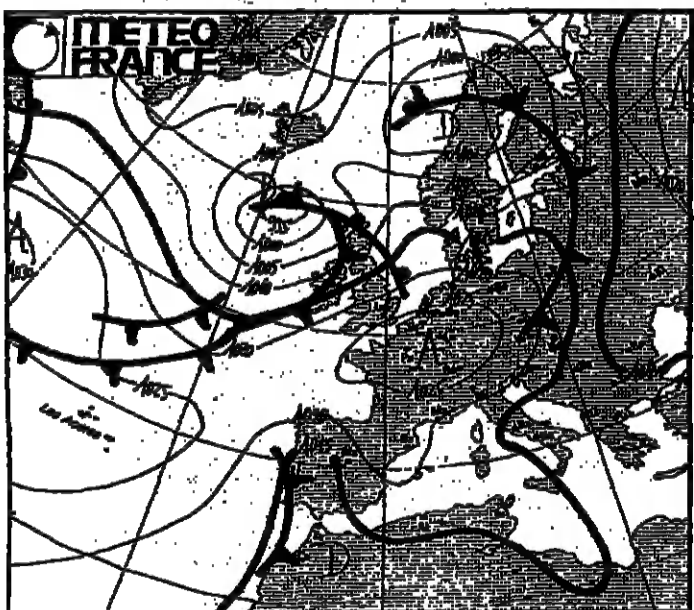
Mardi : temps estival sans chaleur excessive. Le matin, le ciel sera nuageux des Pyrénées-Orientales au nord-est du pays. Les nuages se dissipent en cours de journée. Le soleil brillera ensuite en toutes régions.

Cependant, des nuages denses envahiront la Bretagne dès la mi-journée, puis tout le quart nord-ouest du pays. Sur les Pyrénées et les Alpes, des orages éclateront en fin de journée. Mistral et tramontane souffleront à 60-70 km/h en rafales.

Les températures ne seront pas trop élevées : le matin, elles seront de l'ordre de 10 à 14 degrés sur la moitié nord, 14 à 18 degrés sur la moitié sud, localement 20 à 22 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 18 à 20 degrés près des côtes de la Manche, 22 à 26 degrés sur la moitié nord, 26 à 32 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 5 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
le 02-8-1992 à 18 heures TUC et le 03-8-1992 à 6 heures TUC

FRANCE	TOULOUSE	LUXEMBOURG
ALGER 26 20 D	TOULOUSE 23 22 N	LUXEMBOURG 25 17 D
AMSTERDAM 22 18 C	TORONTO 20 15 D	MADRID 24 20 N
BARCELONE 25 19 C	PORT-AU-PRINCE 22 25 D	MARAKESH 23 19 C
BELGRADE 24 18 C		MEXICO 23 12 N
BOMBAY 28 24 C		MILAN 24 20 N
BREITENBURG 24 18 C		MONTREAL 23 15 N
CADIX 26 18 C		MOSCOW 22 12 C
CARACAS 24 18 C		NAIROBI 22 19 C
CARACAS 24 18 C		NEW-YORK 23 15 D
CARACAS 24 18 C		OSLO 24 20 D
CARACAS 24 18 C		PALMA-DE-MAJ 24 20 D
CARACAS 24 18 C		PÉKIN 27 22 P
CARACAS 24 18 C		RIO-DE-JANEIRO 23 19 D
CARACAS 24 18 C		ROME 23 19 D
CARACAS 24 18 C		SÉVILLE 24 20 D
CARACAS 24 18 C		SINGAPOUR 23 25 D
CARACAS 24 18 C		STOCKHOLM 23 14 N
CARACAS 24 18 C		STUTTGART 23 14 N
CARACAS 24 18 C		SYDNEY 23 14 N
CARACAS 24 18 C		TOKYO 23 21 C
CARACAS 24 18 C		TUNIS 27 21 D
CARACAS 24 18 C		VARSOVIE 23 15 N
CARACAS 24 18 C		VIENNE 23 22 D
CARACAS 24 18 C		YERRE 23 21 D
CARACAS 24 18 C		YERRE 23 21 D

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :
▷ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ◻ On peut voir ; ◻ Ne pas manquer ; ◻◻◻ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 3 août

TF 1

- 20.45 Théâtre : Le Prête-nom. Pièce de John Chapman et Antony Marriot. Un comptable timoré se voit contraint de remplacer son patron au pied levé.
- 22.25 Magazine : Club olympique.
- 0.00 Série : Les Professionnels.
- 0.55 Journal et Météo.
- 1.05 Concert : Festivals de l'été en France.
- 2.30 Feuilleton : On ne vit qu'une fois.

A 2

- 20.45 Série : Seulement par amour. Francesca, de Giovanni Ricci, avec Anais Lemarié, Sandrine Caron (1^{re} partie).
- 22.10 Documentaire : L'Amour en France. De Daniel Karlin et Tony Land.
- 23.10 Journal et Météo.
- 23.25 Magazine : Les Arts au soleil.
- 23.30 Magazine : Les Enfants du rock, un été 1992. L'année 1985.
- 0.30 Jeux olympiques. Les meilleurs moments.
- 1.50 Magazine : Le Bar de la plage (rediff.).
- 2.50 Documentaire : La Cité perdue des Mayas.

FR 3

- 20.00 Jeux olympiques. Athlétisme : finales du 110 m haies, du 10 km marche dames et du 10 000 m messieurs ; Boxe : quarts de finale ; Basket-ball : préliminaires dames ; Volley-ball : préliminaires messieurs ; Tennis de table : quarts de finale simple dames et demi-finales doubles messieurs.
- 22.30 Journal et Météo.

TF 1

- 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
- 14.25 Feuilleton : Côte Ouest.
- 15.20 Série : Marie Perle. Scénarios et dialogues, de Jean Sagola.
- 16.45 Club Dorothea vacances.
- 17.35 Série : Loin de ce monde.
- 18.00 Série : Premiers baisers.
- 18.30 Jeu : Une famille en or.
- 18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
- 19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
- 19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes.
- 20.00 Journal, Résumé des J.O., Tiersé, Météo et Topix vert.
- 20.50 Cinéma : La Ravanche. Film français de Pierre Lary (1981).
- 22.35 Magazine : Club olympique.
- 0.10 Documentaire : Embarquement porte n° 1. De Jean-Pierre Hulin. Hambourg.
- 0.40 Journal et Météo.
- 0.50 Série : Intrigues.

A 2

- 13.40 Jeux olympiques. Équitation : finale du saut d'obstacles par équipes ; Tir à l'arc : finale du 70 m par équipes messieurs ; Tennis de table : quarts de finale simple messieurs et demi-finales simples dames ; Badminton : finale simple et double dames et messieurs ; Volley : demi-finales ; Pong : finale haut-vol messieurs ; Basket-ball : quarts de finale messieurs ; Hétérophilie : finale des plus de 110 kg ; Escrime : fleuret par équipes dames.
- 15.50 Tiersé, en direct de Deauville.
- 16.05 Jeux olympiques (suite).
- 19.55 Journal, Résumé des J.O., Journal des courses et Météo.
- 20.50 Cinéma : Rivière sans retour. Film américain d'Otto Preminger (1954).
- 22.25 Documentaire : Marilyn, son dernier tournage. De Ken Turner.
- 23.05 Journal des courses, Journal et Météo.
- 23.25 Magazine : Les Arts au soleil.
- 23.30 Documentaire : Grands Entretiens. Fais Quartier.
- 0.40 Jeux olympiques. Les meilleurs moments.

FR 3

- 13.00 Jeux olympiques (suite).
- 13.25 Les Vacances de Monsieur Lulu.
- 14.50 Série : L'Homme de Vienne.
- 14.50 Série : La Grande Vallée.
- 16.30 Variétés : 40 à l'ombre.

- 22.50 Téléfilm : Le Pirate. De Kenneth Annakin, avec Franco Nero, Anne Archer (1^{re} partie).
- 0.25 Série : Les Incorruptibles.

CANAL PLUS

- 16.30 Jeux olympiques. Athlétisme : finales disque dames, triple saut, 800 m dames, 110 m haies, 10 km marche dames, 10 000 m messieurs ; Badminton ; Basket-ball ; Boxe ; Canoë-kayak ; Hétérophilie : finale des 110 kg ; Handball : CEI-Allemagne ; Hockey sur gazon : Grande-Bretagne-Australie, Inde-Egypte, Espagne-Pakistan, CEI-Nouvelle-Zélande ; Lutte libre ; Natation synchronisée ; Sports équestres : finale dressage par équipes ; Tennis : Tennis de table : Voie ; Volley-ball : France-Espagne, Italie-Etats-Unis ; Water-polo : Grèce-Pays-Bas, Australie-CEI, Hongrie-Espagne.
- 22.55 Flash d'informations.
- 23.00 Cinéma : Green Card. Film franco-australien de Peter Weir (1990).
- 0.40 Jeux olympiques. Les compétitions non retransmises en direct dans la journée ou leurs meilleurs moments sont diffusés dans la nuit.
- M 6
- 20.40 Téléfilm : Commando sur Singapour. De Donald Crombie.
- 22.45 Cinéma : Rue sans issue. Film américain de William Wyler (1937).
- 0.15 Magazine : Culture rock.
- 1.00 Six minutes d'informations.
- 1.15 Magazine : Jazz 6. Eric La Lann Quartet.
- 2.15 Rediffusions.

ARTE

- 20.40 Cinéma : Charles mort ou vif. Film suisse d'Alain Tanner (1989).
- 22.10 Cinéma : Le tueur était presque parfait. Film britannique de Stephen Frears (1984).

FRANCE-CULTURE

- 20.05 Ile-de-France, chef-lieu Paris. Passage de la Main-d'or.
- 20.55 Festival de Montpellier. Les Rencontres de Pétrarque : les démocrates sont-elles mortelles ?
- 22.40 Musique : Nocturnes. Festival de Montpellier. Concert (enregistré le 16 juillet, au Clotre) : Œuvres de Wagner, Liszt, Masson, Albeniz ; Jean-François Heiser, piano.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Mémoire des Bahamas (1).

FRANCE-MUSIQUE

- 19.08 Soirée concert. La soirée d'Arbie Butaux. A 21.00. Concert (donné le 13 septembre 1991 lors des Semaines d'Ascona) : Roméo et Juliette, ouverture-fantaisie, de Tchaïkovski ; Raymonde (extraits), de Glazounov ; La Damnation de Faust (marche hongroise), de Berlioz ; Concerto pour violon et orchestre n° 2 en sol mineur op. 63, de Prokofiev ; Symphonie n° 6 en si mineur de Tchaïkovski, par l'Orchestre symphonique de Moscou, dir. Pavel Kogan ; Boris Belkin, violon.
- 0.05 Bleu nuit. Par Jean-Pierre Dauterive. Ray Charles : le début de la légende ; Le Quintette de Jean-Paul Amoureux : blues et boogie.

Mardi 4 août

- Emission présentée par Vincent Perrot, en direct de Sarsary.
- 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
- 20.00 Jeux olympiques. Escrime : finale du fleuret par équipes dames ; Volley-ball : quarts de finale dames ; Boxe : quarts de finale ; Handball : préliminaires messieurs ; Tennis de table : quarts de finale simple messieurs et demi-finales dames ; Basket-ball : quarts de finale messieurs ; Base-ball : demi-finales.
- 22.30 Journal et Météo.
- 22.50 Téléfilm : Le Pirate. De Kenneth Annakin (2^e partie).
- 0.25 Série : Les Incorruptibles. Le Signe de Cain.

CANAL PLUS

- 16.00 Le Journal télévisé olympique.
- 16.30 Jeux olympiques. Base-ball : demi-finales ; Basket-ball : quarts de finale messieurs ; Boxe : quarts de finale ; Canoë-kayak : finale dames fleuret par équipes ; Handball : CEI-Roumanie, Espagne-Allemagne, Suède-Islande ; Hétérophilie ; Hockey sur gazon : demi-finales ; Lutte ; Pong : quarts de finale ; Tennis : Tennis de table ; Volley-ball.
- 22.25 Flash d'informations.
- 22.30 Cinéma : 200 000 dollars en cavale. Film américain de Roger Spottiswoode (1982).
- 23.55 Flash d'informations.
- 0.00 Jeux olympiques. Les compétitions non retransmises en direct dans la journée ou leurs meilleurs moments sont diffusés dans la nuit.
- M 6
- 13.00 Série : Roseanne.
- 13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
- 13.50 Série : Les Années FM.
- 17.15 Magazine : Nostalgie.
- 17.35 Série : Brigade de nuit.
- 18.30 Série : L'Étalon noir.
- 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo, Spécial J.O.
- 20.00 Série : Madame est servie.
- 20.35 Magazine : Ecolo 6.
- 20.38 Météo des plages.
- 20.40 Téléfilm : Prisonnière des Chyennes. Téléfilm : Casanova, la vie et les amours d'un Vénitien. De Simon Langton.

- 0.05 Documentaire : Les Chemins de la guerre. Le Japon.
- 1.00 Six minutes d'informations.
- 1.05 Magazine : Ecolo 6.
- 1.20 Divertissement : Les Fous du rire.
- 1.50 Rediffusions.

ARTE

- 19.00 Documentaire : La Voie du silence, paroles de femmes arabes. De Jutta Szostak.
- 20.00 Documentaire : A devenir fou, psychiatre à Leipzig. De Iris K. Karlovits.
- 20.30 6 1/2 Journal.
- 20.40 Soirée thématique. Patrie étrangère (1^{re} partie). Soirée proposée par Anne Even.
- 20.50 Documentaire : Ellis Island. De Meredith Monk et Robert Rosen. Saïas militaires d'émigrants durant y séjourner avant de conquérir le Nouveau Monde.
- 21.20 Documentaire : Transit quel du Levant. De Rosemarie Blank. Situé dans le zone est du port d'Amsterdam, ce qui a été aussi vu débarquer et embarquer des milliers d'étrangers.
- 22.40 Documentaire : Anatole Ugorski, notes d'exil. De Martin Dessau, Christel Meyer et Horst Zeidler.
- 23.35 Documentaire : Dans le labyrinthe. D'Ivan Fila. Un émigrant film des émigrants.

FRANCE-CULTURE

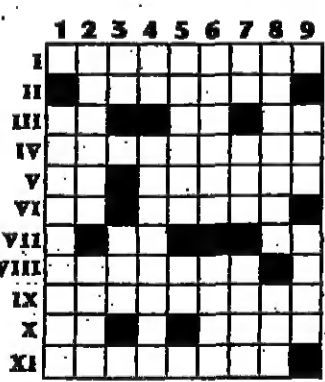
- 20.05 Le Pays d'ici. José Cabanis à Balma, Haute-Garonne (jusqu'au 7 août).
- 20.55 Festival de Montpellier. Les Rencontres de Pétrarque : les hommes politiques ont-ils encore du pouvoir ?
- 22.40 Musique : Nocturnes. Festival de Montpellier. Concert (enregistré le 18 juillet, au Clotre) : Quintette de cuivres de Montpellier ; Trio de percussions ; Roselyne Cyrille, mezzo-soprano. Œuvres de Charvet, Bernstein, Bosc, Copland.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Coda. Mémoire des Bahamas (2).

FRANCE-MUSIQUE

- 19.08 Soirée concert. La soirée de Marc Texier. A 21.30. Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthéron) : Iberia, Douze impressions pour piano, d'Albeniz, par Rafael Orozco, piano.
- 0.05 Bleu nuit.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5837



HORIZONTELEMENT

- I. Œuvre souvent la bouche pour ne rien dire. - II. Pas à côté. - III. Préfixe. Morceau de verre. Terme musical. - IV. Se mangent par la racine. - V. A moitié vide.

- Fixent. - VI. Jette la trouble au cœur des humains. Bon imitateur. - VII. Emergent d'un lot. Abréviation. - VIII. Qui se suivent et se ressemblent. - IX. Est du ciel. - X. Points opposés. Frontière aisément franchie. - XI. Génie des bois.

VERTICALEMENT

- 1. Choisit sa carrière. - 2. N'avait qu'une corde à son arc. Agité et remué en touchant. - 3. Dans un certain sens, il ignore la presse. Morceau de parmesan. - 4. Quartier de Lille. Des choses qui s'arrosent. - 5. Commentait à paraître. Le premier mot d'une parabole. - 6. Ne laisse pas indifférent. Figure mythologique. - 7. Terme musical. Est parfois mené par un redoublant déchu. Ne désignait pas n'importe qui. - 8. Ne manquaient pas de sel. Adverbe. - 9. D'un audiaire. Sûrement moins active.

Solution du problème n° 5836

- Horizontalement : I. Causette. Ota. - II. Elans. Noisettes. - III. Cassettes. Râ. Et. - IV. TB. I. Score. - V. AOF. Précautions. - VI. Russ. Epi. Lien. - VII. Iriguns. PS. - VIII. Ne. Nurse. Amas. - IX. Eumée. Imiter. MS. - X. Recrutant. Trou. - XI. Ruina. Gt. Our. - XII. Encre. Irascible. - XIII. Soie. Drame. Lait. - XIV. Oté. Noé. Besogne. - XV. Nervis. Hérite.
- Verticalement : 1. Nectarine. Peson. - 2. Laboureur. Note. - 3. Cas. Fer. Mercier. - 4. Anse. Sincurs. - 5. Use. Guérie. Ni. - 6. Tireur. Un. Dos. - 7. Entrepoteiraire. - 8. TOE. Cinéma. Râ. - 9. Tissa. Ingambe. - 10. Es. Cul. Attisées. - 11. Ero-tisme. Tc. Si. - 12. Otarie. Art. Ilot. - 13. Et. Eon. Robage. - 14. Teo. Moulin. - 15. Assises. Sûretés.

GUY BROUTY

MOTUS		SAMEDY 1er AOÛT 1992	
19855	4 11 12 38 42 46 48	12 257 540 F	556 765 F
20835	7 13 17 25 27 41 20	12 065 160 F	111 805 F
21855	4 11 12 38 42 46 48	12 065 160 F	111 805 F
22855	4 11 12 38 42 46 48	12 065 160 F	111 805 F

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

AFRIQUE DU SUD : marquée par des violences

La grève générale est largement suivie

Le début de la grève générale a été marqué, lundi 3 août, dans la matinée, par la mort de trois hommes dans la grande cité noire de Soweto, au sud de Johannesburg, lors d'un échange de coups de feu entre résidents et policiers, dont quatre ont été blessés. Cet incident porte à vingt-deux le nombre de personnes tuées en Afrique du Sud dans des violences politiques depuis dimanche matin.

Selon la radio d'Etat sud-africaine SABC, le mouvement de grève lancé par l'opposition noire pour forcer le gouvernement à accélérer le partage du pouvoir entre minorité blanche et majorité noire était très largement suivi lundi matin dans les cités noires. Les trains reliant Soweto à Johannesburg roulaient quasiment à vide.

La police a indiqué que des barrières faites de pneus enflammés

avaient été érigées dans la région de Durban, et que plusieurs cas de jets de pierres contre des véhicules avaient été enregistrés dans des ghettos noirs proches du Cap. Tout en reconnaissant que certains de ses partisans étaient devenus incontrôlables, M. Nelson Mandela avait demandé, dimanche, que les manifestations se déroulent dans le calme. Le président du Congrès national africain avait menacé les fauteurs de troubles de sanctions.

Dix observateurs des Nations unies chargés de contrôler le bon déroulement de la grève - prévue pour quarante-huit heures - ont quitté leurs hôtels lundi pour sept zones différentes du pays. Ils doivent notamment surveiller en hélicoptère les cités noires de Johannesburg puis se rendre sur les lieux des principaux points chauds du pays. (AFP, Reuters)

Le patronat portuaire est satisfait des négociations avec les dockers

Le président de l'Union nationale des industries de la manutention (UNIM), M. Hubert Péri, s'est déclaré très satisfait, vendredi 31 juillet, du résultat des négociations engagées et des accords déjà signés dans plusieurs ports avec les

représentants syndicaux des dockers. Il a affirmé que dans certains ports les progrès de productivité pourraient dépasser les 35 % fixés par le gouvernement.

Evitant les négociations qui vont s'ouvrir à la mi-septembre avec l'ensemble des syndicats représentatifs pour la mise au point d'une convention collective, M. Péri a ajouté : « L'intention des employeurs n'est pas de revenir sur les acquis des dockers, mais de les intégrer dans le cadre d'accords d'entreprise et dans celui d'une convention collective de branche en tous points comparables aux accords du droit commun. » A propos de Marseille, où aucun accord n'a encore été conclu, le président de l'UNIM, qui dirige une entreprise de ce port, a précisé : « Le contexte social y est difficile, il faut un peu plus de temps, mais nous trouverons des solutions. »

A l'appel de la CGT, les dockers de Marseille-Fos ont toutefois décidé d'observer deux jours de grève, les lundi 3 et mardi 4 août.

SOMMAIRE

LES PINS D'EMPIRES

13. - Le rêve brisé de Frédéric II 2

ÉTRANGER

Les élections en Croatie : M. Franco Tudjman est assuré de remporter l'élection présidentielle 3

Estonie : l'adieu au rouble 3

Reprise des combats en Afghanistan 4

La Cour suprême des Etats-Unis approuve le rapatriement forcé des boat-people haïtiens 5

POLITIQUE

Le point de vue de M. Brice Lalonde sur les Verts du Nord-Pas-de-Calais et l'autoroute A 16 6

Référendum du 20 août : le CDS craint les effets de l'impopularité de M. Mitterrand 6

SOCIÉTÉ

Deux noms d'élus de Villeparisis (Seine-et-Marne) ayant été cités par un inculpé, l'instruction de l'affaire de la tour BP est brusquement interrompue 7

L'accident aérien survenu au Népal : la compagnie thaïlandaise met l'Airbus hors de cause 7

Après son lancement par Atlantis, la plate-forme européenne Eureka connaît des difficultés techniques 7

JEUX OLYMPIQUES

Athlétisme : les 100 mètres masculin et féminin : Saut en hauteur messieurs : Sotomayor reste fidèle ; Judo : la médaille d'or de Cecilia Nowak ; Escrime : l'or d'Eric Srecki et le bronze de Jean-Michel Henry et de Jean-François Lamour ; Voile : la médaille d'or de Franck David ; Canoë-kayak : trois médailles pour la France en eaux vives ; Le programme des épreuves du 4 au 9 août 8 à 11

CULTURE

Avignon : Essayer de s'arracher aux habitudes : c'était l'esprit du Festival 1992, le dernier d'Alain Crombecque 12

Montpellier : La grande fête de Radio-France s'est terminée en fanfare 12

ÉCONOMIE

La fin de l'échelle mobile en Italie 13

Des taux réels au plus haut depuis vingt ans 13

La loi sur le surendettement est inefficace pour régler les problèmes des faillites 13

M. Sapin opposé à une hausse des prélèvements obligatoires 13

L'ÉCONOMIE

La course aux sources en France : l'eau de la Salvetat pétillante à nouveau ; Monts d'Arde : la résurgence du Graal ; L'industrie pétrolière méditerranéenne n'est plus un sujet tabou ; La dentelle de Calais, une belle affaire ; Opinion : « De la meilleure connaissance de l'entreprise », par Christian Morel 15 et 16

Services

Abonnements 6

Annuaire classé 17 et 18

Carnet 18

Loto 21

Marchés financiers 18 et 19

Météorologie 21

Mots croisés 21

Radio-télévision 21

Spectacles 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 2-3 août 1992 a été tiré à 495 174 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : Les mystères de l'algue « tueuse »

Le mystère demeure sur la mesure du danger causé par la prolifération, en Méditerranée, de l'algue tropicale *Caulerpa taxifolia*. Cet « accident écologique » a déclenché des recherches multiples et une polémique scientifique.

Les résultats des concours d'agrégation

Vol dans une villa de Cap-d'Ail (Alpes-Maritimes)

Les quatre toiles dérobées à Anthony Tannouri devaient lui servir... à payer le fisc

NICE

de notre correspondant régional

Le riche homme d'affaires franco-libanais Anthony Tannouri, a été victime, vendredi 31 juillet, à Cap-d'Ail, du plus important vol de tableaux jamais commis sur la Côte d'Azur. Quatre toiles de maîtres de la collection, *Portrait de femme au col blanc* de Modigliani, *L'intérieur d'une chambre* de Matisse - une œuvre de la période fauve de l'artiste, datant de 1905 - et deux portraits de danseuses de Degas, estimés, globalement, à 250 millions de francs, lui ont été dérobés dans une somptueuse villa appartenant à sa sœur.

Ces œuvres, qui avaient été transférées, en mars, de Hollande, n'étaient pas assurées en France. M. Tannouri projetait de les mettre en vente à Monaco pour s'acquitter d'un redressement, pour fraude fiscale, de plus d'un milliard de francs, auquel il avait été condamné, en janvier, par le tribunal administratif de Nice. Selon les constatations faites par le SRPJ de Nice, les auteurs du vol, particulièrement bien renseignés, seraient introduits dans la villa, qui surplombe la mer, en se servant d'une échelle trouvée sur place après avoir tenté de forcer les baies vitrées du rez-de-chaussée. Ils ont agi sans attirer l'attention des huit employés permanents de la propriété, logés dans une villa voisine. Quant à l'alarme, elle avait été débranchée depuis plusieurs mois en raison de travaux effectués sur le réseau électrique intérieur.

Les voleurs, qui ont « coulé », à l'étage inférieur, deux autres tableaux de Léger et de Modigliani, ont également négligé de nombreux objets d'art de grande valeur. Ils ont, en revanche, fait main basse sur des liquidités dans plusieurs monnaies étrangères (dollars, livres sterling, francs suisses et francs français) représentant une somme d'environ 100 000 francs. D'une manière inexplicable, ils ont mis à sac la chambre d'Anthony Tannouri, brisant des bibelots et allant même jusqu'à renverser des pots d'orchidées sur le lit. Les tableaux dérobés sont, au demeurant, mondialement connus - celui de Matisse avait été exposé, récemment, pendant six mois, à New-York - et seront, de toute évidence, très difficiles à écouler.

Anthony Tannouri, quarante-six ans, qui se dit à la tête de plusieurs dizaines de sociétés, mais dont l'origine de la fortune reste mystérieuse, avait été au centre d'une affaire d'escroquerie, portant sur la vente de trois millions d'actions du holding italien Assicurazioni Generali. Victime d'une homonymie, il avait également été accusé, par erreur, aux Etats-Unis et en Italie, de trafic d'armes et de stupéfiants. Pour avoir omis de déclarer, en France, ses revenus des années 1980 à 1983, il avait, enfin, fait l'objet de poursuites par le fisc qui lui ont valu d'être incarcéré, à Nice, puis à Marseille, de février 1988 à juillet 1991.

GUY PORTE

Mort du chanteur-compositeur Michel Berger

Le chanteur et compositeur Michel Berger est mort à l'âge de quarante-quatre ans, lundi 3 août, à l'hôpital de Saint-Tropez, des suites d'une crise cardiaque. Il passait ses vacances dans sa propriété de Ramatuelle, lorsqu'il a été victime dimanche soir vers 22 heures d'une attaque.

Né le 28 novembre 1947, Michel Berger était le fils du professeur de médecine Jean Hamburger, mort le 1^{er} février dernier. Sa mère était pianiste. Jeune homme sympathique, bohème discipliné, curieux et bouillonnant, il a travaillé pour bon nombre de vedettes de la chanson française, au point d'en

façonner la carrière de manière définitive. Il avait écrit à ses débuts en 1965 pour Bourvil les *Ginfax*. Puis Michel Berger produisit les deux premiers albums de Véronique Sanson en 1971 et 1972, une collaboration qui durera pendant plus de six ans. Il y eut aussi *Message personnel* pour Françoise Hardy en 1973. En 1979, il composa avec Luc Plamondon l'opéra-rock *Starmania*, où déboutaient Daniel Balavoine et Fabienne Thibault. Plus récemment, en 1989, c'est encore Michel Berger qui l'on retrouve derrière le «Bercy» de Johnny Hallyday.

Il devait faire sa rentrée parisienne à l'automne en compagnie de sa femme, France Gall, à la suite de leur dernier album, *Double Jeu*. Ils avaient deux enfants.

EN BREF

□ M. Bernard Kouchner va se rendre en Somalie et au Kenya. M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, devait quitter Paris, lundi soir 3 août, pour Nairobi d'où il devait se rendre mardi matin pour deux jours en Somalie avant de visiter jeudi un camp de réfugiés soudanais au Kenya, a-t-on appris au ministère. M. Kouchner accueillera mardi à Mogadiscio le bateau *Le Briantais*, porteur de 2 200 tonnes de vivres.

□ Affaire Grégory : les époux Villenais assignent *Paris-Match* en justice. - Jean-Marie et Christine Villenais ont décidé d'assigner en justice, lundi 3 août, l'hebdomadaire *Paris-Match*, coupable, selon eux, d'avoir publié des photos de leur famille sans leur consentement, a annoncé leur avocat, M. Henri-René Garaud. Cette assignation à jour fixe, devant le tribunal de grande instance de Paris, vise le PDG de *Paris-Match*, M. Daniel Filipacchi, et la société éditrice Cegedipresse. Un article, intitulé « Christine Villenais, la fin du calvaire », illustré de quatre photos de la jeune femme, de son mari et de leurs deux enfants, avait été publié dans le magazine.

□ Lyon : manifestation de dénonciation à la maison d'arrêt Saint-Paul. Les forces de l'ordre sont intervenues, dimanche 2 août, à la maison d'arrêt Saint-Paul de Lyon, pour obliger une quinzaine de détenus à réintégrer leurs cellules après la promenade. Ces détenus du bâtiment des mineurs avaient refusé de regagner leurs cellules après la promenade de l'après-midi, pour protester notamment contre le surpeuplement de la prison. Ils avaient profité d'un mouvement de grève des surveillants qui protestait contre « la suppression quasi totale de leur seul jour de congé hebdomadaire » et « l'insuffisance de personnel ».

Décès de Joe Shuster, un des pères de Superman

Le dessinateur Joe Shuster, l'un des deux créateurs du personnage de bande dessinée Superman, est mort le 30 juillet à Los Angeles, à la suite de problèmes cardiaques. Il avait soixante-dix-huit ans.

Joe Shuster et le scénariste Jerry Siegel avaient vendu en 1938 l'idée d'un super-héros invincible à la société d'éditions DC Comics. Mais ils avaient obtenu, dans droits et n'avaient pu bénéficier de l'immense popularité acquise par leur personnage. En 1947, ils engagèrent une action en justice pour obtenir davantage d'argent, et furent rapidement licenciés par DC Comics.

Ce n'est que trente ans plus tard que la firme leur versa finalement une part des bénéfices réalisés. En 1978, lorsque le film *Superman* rapporta 52,5 millions de dollars, l'éditeur accepta de verser à Joe Shuster et à Jerry Siegel 20 000 dollars par an et de faire figurer leurs noms au générique.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

SPORT ET SOCIÉTÉ

Envoyer 60 F (timbre à 2,60 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 190 F pour l'abonnement annuel (60 F d'abonnement, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Attentats du Sentier lumineux au Pérou

Lima, ville en guerre

La capitale péruvienne vient de subir une série d'attentats particulièrement meurtriers perpétrés par les militants « maoïstes » du Sentier lumineux. Moins de quatre mois après le « coup d'Etat civil » du président Fujimori, initialement destiné à mieux combattre le terrorisme, les habitants de Lima, terrorisés, réclament davantage de répression dans une guerre toujours plus sale.

LIMA

de notre correspondant

« Qu'on les fusille tous ! » Au cours d'une récente « marche pour la paix », des milliers d'habitants de Lima ont ainsi clamé leur rancœur contre les terroristes du Sentier lumineux qui, en huit jours d'attentats, entre les 16 et 23 juillet, ont provoqué la mort d'une cinquantaine de personnes et dévot les loges de 1 500 familles. Les deux tiers des citadins exigent la peine capitale.

La guerre des insurgés « maoïstes », qui a fait plus de 25 000 morts en douze ans, avait autrefois pour théâtres les communautés andines, les aléas tropicales où l'on cultivait la coca et, plus récemment, les bidonvilles. La violence n'était qu'une abstraction pour la classe moyenne et la bourgeoisie liméniennes. Même l'horrible assassinat de Maria Elena Moyano, « la Mère Courage » symbole de la non-violence, dont le corps mutilé a ensuite été dynamité en février dernier, n'avait indigné que ses proches du bidonville de Villa-el-Salvador, tout près de Lima. M^{me} Moyano était « une moucharde et un agent de l'impérialisme yankee », expliquaient alors les rebelles pour justifier leur crime.

Depuis le coup d'Etat du 5 avril, le Sentier lumineux s'est déclaré déterminé à lancer une « guerre totale ». Désormais, il tue sans discrimination au cœur même de la capitale peuplée de huit millions d'habitants. Avec l'explosion de dizaines de voitures piégées chargées de centaines de kilos de dynamite « adaptée » (mélange de nitrate d'ammonium, de pétrole et de dynamite), Lima est devenue la Beyrouth de l'Amérique latine. Plusieurs fois par semaine, le journal télévisé montre des cadavres d'enfants mutilés et des quartiers entiers qui semblent avoir été bombardés.

La dictature d'un « Chincho »

« La peine de mort pour les terroristes », réclament les manifestants, comme si ce traitement pouvait remédier au traumatisme meurtrier des années de Pol-Pot. Les solutions expéditives sont à l'ordre du jour depuis l'autogolpe : le président Fujimori, qui a promis de gagner en moins de trois ans la lutte antiterroriste, a suspendu la Constitution, dissous le Parlement, réorganisé la justice ainsi que l'administration et déclaré que les terroristes seraient jugés par les tribunaux militaires, où ils risquent la peine capitale.

« La guerre contre la subversion oblige [le pouvoir] à un centralisme absolu, qui réduit la démocratie à néant », pronostiquait le « Parti communiste Sentier lumineux » en novembre dernier dans ses tracts. Les murs des bidonvilles sont couverts de slogans contre la dictature d'un « Chincho » (allusion au général Pinochet et à l'ascendance japonaise de M. Fujimori). « Si le putsch de Fujimori a été bien accueilli par la population, c'est

parce que les gens ont cru que c'était la seule défense contre le terrorisme », explique le maire de Villa-el-Salvador. Or, la violence n'a jamais fait autant de victimes et Lima est maintenant gagnée par une psychose collective.

Dans les quartiers chics qui s'étendent sur une frange étroite allant du contrefort des Andes à la côte pacifique, la vie suit encore son cours normal en juin - aérobie, bridge, cheval ou thé pour les dames - les époux travaillant dans leurs entreprises transformées en bunkers. Aujourd'hui, la bourgeoisie a peur. Elle se cache plus que jamais dans ses ghettos dorés, sans pour autant avoir la certitude qu'elle peut se prémunir contre le terrorisme. Toute la population a reçu les mêmes consignes de sécurité : fermer les rideaux, ciller du ruban adhésif sur les vitres, avoir une lampe à portée de main, contrôler les mouvements du voisinage, barricader les rues.

Dans les bidonvilles et dans les deux mille « campements humains », où arrivent les paysans chassés de leurs terres par la violence, le Sentier lumineux est parvenu à créer de solides bases. Il a réussi à s'implanter au cœur de la capitale, dans les quartiers situés sur les quatre bords qui dominent le vieux Lima et qui constituent le refuge de la délinquance. Les milices urbaines terroristes sont parvenues à infiltrer les comités des quartiers ouvriers, remplacés par des dirigeants démocratiquement nommés. Les organisations populaires de survie ont été obligées de s'effacer.

Gardiens contre fusils

La « nouvelle stratégie » du chef de l'Etat a consisté à dépecher l'armée dans les secteurs « rotatifs » des bidonvilles et à former, *manu militari*, des rondes urbaines sur le même modèle que les rondes paysannes créées il y a sept ans. La population s'y est opposée. « Soit tu es avec l'armée, soit tu es avec les délinquants communistes », a expliqué le commandant Oconor à M^{me} Angeles Morales, responsable du quartier Jean-Paul II. Elle protestait parce que les soldats avaient transformé le local municipal en garnison. Angela a insisté : les terroristes l'ont alors accusée de collaboration avec l'ennemi. Prise entre deux feux, elle a dû démissionner.

A Huaycan, un bidonville de 60 000 habitants, le président Fujimori vient de passer la première ronde urbaine visant à lutter contre le Sentier lumineux. Quelque 500 habitants, hommes et femmes en uniformes, ont défilé au pas de l'ole, armés de gourdins et de fusils. Les militants du Sentier lumineux, eux, disposent de dynamite et de fusils mitrailleurs.

NICOLE BONNET

□ Assassinat du responsable du Parti populaire chrétien. - Le journaliste et responsable du Parti populaire chrétien Santiago Jao Gomez a été assassiné dimanche par un commando présumé du Sentier lumineux à Barranca (nord de Lima), où il possédait une station de radio. Selon la police péruvienne, au moins trente militants du mouvement « maoïste » ont été tués durant le week-end dernier au cours de deux affrontements avec les forces de l'ordre, près d'Huancayo (Andes centrales) et près de Santiago de Chuco (département de La Libertad). (AFP)

Centre formation professionnelle

C.F.P.A.

Préparation intensive 4 semaines

du 24 août au 18 septembre

Quelques places encore disponibles.

CEPES

57, rue Charles-Lévesque, 92200 Neuilly

Tél. : 47-45-08-18 ou 47-22-84-84.